

UNIVERSITÉ DE PARIS
FACULTÉ DE DROIT

ÉTUDE HISTORIQUE ET CRITIQUE
SUR LE
RECRUTEMENT ET LE SALAIRE
DES
OUVRIERS DES ARSENAUX

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 6 mars 1913, à 1 heure 1/2

PAR

JACQUES FONLUPT-ESPÉRABER

Ancien avocat au barreau de Brest

Président : M. JAY

Suffragants { MM. PERREAU }
CAPITANT } *Professeurs.*

PARIS
LIBRAIRIE BLOUD ET C^{ie}
7, PLACE SAINT-SULPICE, 7

1913

Reproduction et traduction interdites.

ÉTUDE HISTORIQUE ET CRITIQUE
SUR
LE RECRUTEMENT ET LE SALAIRE
DES
OUVRIERS DES ARSENAUX

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS
FACULTÉ DE DROIT

ÉTUDE HISTORIQUE ET CRITIQUE
SUR LE
RECRUTEMENT ET LE SALAIRE
DES
OUVRIERS DES ARSENAUX

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 6 mars 1913, à 1 heure 1/2

PAR

JACQUES FONLUPT-ESPÉRABER

Ancien avocat au barreau de Brest

Président : M. JAY

Suffragants { MM. PERREAU }
CAPITANT } Professeurs.



PARIS
LIBRAIRIE BLOUD ET C^{ie}
7, PLACE SAINT-SULPICE, 7

1913

Reproduction et traduction interdites.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

HISTOIRE DE L'ORGANISATION DES ARSENAUX MARITIMES DEPUIS L'ORDONNANCE DE 1689

Dans le présent des arsenaux subsistent tant de traces de leur passé qu'aucun élément de leur organisation actuelle n'est pleinement compréhensible à qui ignore leur histoire. A eux s'applique d'une façon très précise l'affirmation d'un ancien ministre de la Marine, le commandant Gougeard : « De toutes les institutions de la France, la Marine est peut-être celle qui garde le plus fidèlement l'empreinte des régimes successifs auxquels elle a été soumise, si bien qu'il serait impossible de comprendre son état actuel si on n'en retrouvait la trace dans des actes organiques, les uns fort anciens, les autres relativement récents, et dont chacun a laissé dans celui qui lui a succédé sa marque particulière ¹. »

C'est là une réflexion dont, à chaque page de notre étude, nous aurons l'occasion de vérifier l'exactitude, et ceci expliquera que nous commençons notre travail

1. Gougeard, *les Arsenaux de la Marine*, t. I, p. 6 et 7.

par un rapide historique de l'organisation des arsenaux de la Marine.

Nous pouvons ne pas remonter au delà des ordonnances de Louis XIV. Sans doute, on a pu écrire que ce fut « sous Henri IV que notre flotte sortit du néant » ; on a pu aussi — et fort justement — faire gloire à Richelieu d'avoir supprimé la charge d'amiral de France et d'avoir pu ainsi, sur un terrain neuf, essayer, non sans succès, d'organiser la marine. Mais c'est vraiment dans l'ordonnance de 1689 *pour les armées navales et arsenaux de marine* qu'il faut chercher les premiers documents essentiels en notre matière.

Dans les armées navales, l'ordonnance organisait une dualité de pouvoirs : un chef militaire, d'une part, et, à côté de lui, l'intendant. Celui-ci (L. I, t. IV) était « ordonné pour la justice, police et finances d'une armée navale ». Il était le chef de l'administration, dirigeait les services des hôpitaux, s'occupait du ravitaillement, veillait sur les prises ; il n'avait aucune attribution militaire ¹.

1. V. cependant Ord. de 1689, L. I, t. IV, art. 13, un texte curieux : « Dans les combats, dit cet article, il (l'intendant) observera la conduite des officiers commandant les vaisseaux et en informera exactement Sa Majesté. » — Le rapport sur le décret du 7 floréal an VIII sur l'organisation de la marine (V. *Recueil des lois relatives à la marine et aux colonies*, t. X, p. 235 et s.) rappelle ce rôle de l'intendant et il ajoute : « Cet exemple a été imité depuis peu. L'on est à présent convaincu que cette rivalité de pouvoirs tue l'émulation, est un obstacle au succès. » Contentons-nous de souligner une fois de plus le rapport de filiation qui existe entre certains actes — et les plus décriés — de la Révolution et ceux de l'Ancien Régime.

Dans les arsenaux, une organisation analogue était instituée. Le chef d'escadre présent au port était seul maître de la flotte ; dans tous les services proprement militaires, il avait le pas sur l'intendant (L. II, t. I). Par contre, la direction du port appartenait à ce dernier ; et alors, à son tour, il prenait le pas sur le chef militaire : « Dans tous les conseils assemblés pour justice, police, finances, constructions, réception de marchandises, et autres de cette nature, comme aussi dans les cérémonies à terre, où il ne s'agirait point de fonction militaire (L. II, t. I, art. 5), l'intendant ou commissaire général qui s'y trouvera en son absence, précédera le chef d'escadre. » Il était seul maître dans l'usine navale : c'est lui qui s'occupait des achats de matières, de la mise en chantier, de la construction, de l'équipement du navire ; lui qui organisait la main-d'œuvre, en fixait la rémunération. Son rôle ne finissait que lorsque le navire était prêt à mettre à la voile (L. XII, t. I). Sous ses ordres, ses commissaires, assistés eux-mêmes pour la partie administrative par un corps *d'écrivains du Roi*, et pour la partie technique par des maîtres et contremaîtres des diverses spécialités (charpentiers, mâteurs, canonniers), s'occupaient des radoub (L. XII, t. II) de l'artillerie (L. XVI, t. VI), de l'approvisionnement (L. X, t. IV), assuraient les détails du service, tandis que le capitaine du port (L. XII, t. III) était chargé de la garde et de la conservation des vaisseaux désarmés.

Une telle organisation avait de sérieux avantages.

L'intendant était véritablement le chef d'un ensemble industriel : groupés entre ses mains, les différents services techniques, au lieu d'agir chacun à sa guise et de s'épuiser dans de mesquines rivalités trop fréquentes aujourd'hui, faisaient converger leurs efforts vers le résultat à atteindre. L'usine navale unifiée produisait le navire, l'armait, l'équipait et, fournisseur dont la tâche était finie, le livrait au chef militaire dont le rôle commençait là.

Ce régime ne devait pas durer. Le rapport du Conseil d'Etat précédant le règlement de floréal an VIII sur l'organisation de la Marine, en donne une explication piquante : « Louis XIV, créant la marine, avait pour officiers des hommes peu éclairés, mais qui se battaient bien ; il ne pouvait donc leur confier le gouvernement des ports. Il prit les directeurs de la machine navale parmi les administrateurs. » Et un peu plus loin : « Les attributions de l'administrateur diminuèrent à mesure que les officiers, *devenus plus habiles*, accrurent leurs prétentions... »

L'ordonnance du 25 mars 1765 marque le début de cette évolution. Les pouvoirs de l'intendant et ceux du commandant, ou chef militaire, ne sont plus aussi nettement distingués, et, dans beaucoup de matières, l'un et l'autre sont également et communément compétents.

Le capitaine de port, par exemple, qui, sous l'ordonnance de 1689, relevait de l'intendant seul et n'avait de rapports avec le commandant que parce qu'il était, si

l'on peut dire, l'agent de livraison des navires construits, voit ses attributions s'accroître, et, en même temps, se trouve placé à la fois sous les deux autorités rivales. « Le capitaine de port, dit l'article 309, sera chargé de tout ce qui regarde la conservation, l'entretien et l'équipement des vaisseaux, sous l'autorité de l'intendant, auquel il rendra compte ainsi qu'au commandant. »

Des officiers de marine — devenus plus habiles — sont employés aux constructions, refontes et radoubs des vaisseaux, et c'est le commandant du port, non l'intendant, qui est chargé de leur affectation : « L'intention de Sa Majesté étant que ceux des officiers qui ne seront point attachés à des détails fixes dans le port s'occupent utilement pendant qu'ils ne sont point à la mer. Elle entend qu'ils soient distribués par le commandant du port aux constructions... » (Art. 358.) L'ordonnance édicte sur leur rôle des prescriptions minutieuses : c'est un véritable et constant contrôle de détail qu'ils auront à exercer sur les gens de l'art. Une ordonnance de la même date venait de témoigner aux maîtres charpentiers de la satisfaction royale, et les avait élevés à la dignité d'officiers sous le nom d'« ingénieurs-constructeurs de la Marine » ; c'était le même moment qui était choisi pour accentuer entre les deux corps une rivalité désastreuse et injuste qui ne s'est point apaisée.

La confusion des pouvoirs organisée en bas l'était aussi au sommet : l'intendant gardait ses pouvoirs en

matière de justice, de police et de finances, mais il partageait son autorité de chef d'industrie avec le commandant.

L'ordonnance du 27 septembre 1776 acheva l'évolution indiquée par le rapport de floréal an VIII. La dualité de pouvoirs adoptée par Colbert disparaît, ou plutôt elle est remplacée par une dualité nouvelle qui existera à l'intérieur même de l'usine navale : « La régie et administration générale des ports, lisons-nous dans l'article 1^{er} de l'ordonnance, sera et demeurera divisée en deux parties distinctes et séparées, dont l'une, sous l'autorité immédiate du commandant du port, comprendra tout ce qui concerne la disposition, la direction et l'exécution des travaux ; et l'autre, sous l'autorité immédiate de l'intendant, comprendra tout ce qui concerne la recette, la dépense et la comptabilité des deniers et des matières. » Le commandant du port conserve toutes ses fonctions militaires ; il y ajoute les fonctions d'ordre industriel jusqu'alors attribuées à l'intendant : les officiers de marine obtiennent la prépondérance sur les administrateurs ; l'intendant n'est plus qu'un comptable chargé, par une singulière anomalie, de tenir les comptes d'un service auquel il est devenu totalement étranger. Il garde l'administration des hôpitaux et des chiourmes, et reste chargé de fournir à l'arsenal la main-d'œuvre et le matériel, mais l'exécution des travaux cesse d'être de sa compétence.

L'usine navale — ou, pour parler le langage de

l'ordonnance, « la partie de l'administration des arsenaux qui comprend toutes les opérations mécaniques et les travaux relatifs aux bâtimens flottans » — est divisée en trois directions ou *détails* : celui des constructions, qui produit le vaisseau et le répare ; celui de l'artillerie, qui fabrique les canons, les entretient, les transporte et procède aux essais des armes et des munitions ; celui du port, qui est chargé de la mise à l'eau du vaisseau construit, des mouvements des bâtimens, de la fabrication des cordages, et d'une foule d'opérations secondaires et diverses concernant les vaisseaux ou le port lui-même (art. 4 à 10). A la tête de chacun de ces détails sont placées un directeur et un sous-directeur, qui sont des officiers. Le commandant du port les réunit sous son autorité. A Brest, à Toulon et à Rochefort, où ses fonctions de chef militaire suffiraient sans doute à l'absorber, il est assisté d'un « directeur général de l'arsenal », qui est choisi lui-même parmi les officiers généraux (art. 17).

L'ordonnance de 1776 aboutissait ainsi à un triple résultat. Elle transportait à l'intérieur de l'arsenal une dualité de pouvoirs que rien ne justifiait, tandis que la dualité organisée par Colbert reposait sur la distinction bien compréhensible entre la création de l'instrument de guerre et son utilisation. Elle laissait à l'intendant, dépouillé de la majeure partie de ses attributions, un rôle de comptable, dont nous avons marqué le caractère singulier, mais qui lui permettait de s'introduire partout et multipliait les occasions de conflits entre les

deux pouvoirs rivaux. Enfin, dans l'usine navale, à tous les degrés de la hiérarchie, elle chargeait de la direction, non le professionnel, mais l'homme de guerre : ni le commandant du port, ni le directeur général, ni les directeurs et sous-directeurs des divers détails n'étaient des techniciens.

Un décret de la Convention du 2 brumaire an IV (24 octobre 1795) devait corriger en partie les inconvénients de ce régime. La comptabilité restait confiée à un personnel d'administrateurs distinct du personnel dont les actes constituaient la matière de cette comptabilité ; et cela restait regrettable. Mais, du moins, l'ancien intendant, chef de ce service, voyait-il son indépendance disparaître avec son titre. Ses fonctions étaient groupées désormais en un service particulier, subordonné, comme les détails des constructions, du port et de l'artillerie, à un administrateur unique, appelé dans les grands ports « ordonnateur de marine » (art. 3).

Le décret mettait fin aussi à la suprématie des officiers auxquels l'ordonnance de 1776 reconnaissait toutes les compétences. Il allait même plus loin — trop loin — et créait une « incompatibilité entre les fonctions des divers agents des ports et toutes fonctions militaires » (art. 5).

L'institution du directeur général de l'arsenal, utile cependant pour maintenir un lien entre les divers services proprement industriels, n'était pas conservée : l'ordonnateur, chef suprême du port et de l'arsenal,

grouper sous son autorité directe tous les services de la Marine, à l'exception des services purement militaires qui lui échappaient. Les « détails », à la tête desquels il se trouvait, étaient au nombre de six : c'étaient d'abord les trois détails primitifs, créés en 1776 ; puis le détail nouveau auquel, sous le titre de détail de l'Administration et de la Comptabilité, étaient confiées les attributions diminuées de l'ancien intendant ; enfin deux « détails secondaires » (art. 25), celui des Vivres et celui des Bâtiments civils, auquel incombaient la construction et l'entretien des édifices du port, et, en général, tous les travaux d'architecture de la Marine.

L'extension même donnée par le décret de l'an IV aux fonctions de l'ordonnateur de marine devait permettre aux directeurs des détails d'accroître leur indépendance et de devenir presque autonomes sous une autorité trop lointaine pour procurer une unité d'action. C'est là une situation dont subsistent aujourd'hui encore les déplorables conséquences.

Mais à côté de cette lacune, la réglementation nouvelle en renfermait une autre : elle avait fait de l'ancien intendant un simple chef de service et avait supprimé ainsi une cause de rivalité néfaste, mais elle en avait créé une autre en laissant la flotte armée et les troupes de la Marine en dehors de l'autorité de l'ordonnateur. De toute évidence pourtant, l'action du ministre était trop lointaine pour écarter les occasions de conflit, et l'institution d'un chef local réunissant sous une même suprématie tous les pouvoirs était d'une absolue nécessité.

Le Premier Consul avait trop le sens de la hiérarchie, de l'organisation et de l'unité, le sens de l'autorité, en un mot, pour laisser subsister un pareil régime.

Il s'était adressé, pour résoudre le problème de l'organisation maritime, à la section compétente du Conseil d'Etat, qui élaborait un texte devenu l'arrêté du 7 floréal an VIII. Ce texte fut précédé d'un rapport explicatif dont la lecture reste aujourd'hui encore du plus haut intérêt.

Le rapport énonce le triple rôle de la Marine : elle doit « avoir des vaisseaux, les armer et les équiper, en régulariser les dépenses ». Parallèlement, il indique la nécessité de trois personnels distincts : le marin, le constructeur, l'administrateur, également utiles, mais de compétence et de formation différentes et nullement interchangeables : « ...L'art de faire la machine est essentiellement différent de celui de s'en servir, et les réunir, c'est accumuler des fonctions fort disparates... Sans doute, il est des têtes capables de diriger les parties mécaniques et militaires de l'art naval : on en a des exemples, mais ils sont rares ; et, dans une organisation générale, il est important de se déterminer d'après les facultés ordinaires et non d'après les extraordinaires. »

Entre ces trois personnels, doit exister une coopération féconde : « Ils doivent s'aider dans leur marche, et non s'entraver. Mais qui dirigera cette marche ? Qui est-ce qui fera concourir ces coopérateurs au même but,

en excitant leur émulation et non leur jalousie ? Telle est la grande question qui, depuis cent ans, n'est pas encore résolue. »

Pour la résoudre, le Conseil d'Etat proposait la création, dans chaque port, d'un Préfet maritime, représentant et délégué du ministre, chargé « d'arrêter les rivalités, de circonscrire chacune des autorités dans leurs fonctions, de lever les obstacles des localités, et, par l'unité de son pouvoir, de concentrer tous les moyens pour le succès d'une opération ». Mais, précisément à cause des dissensions et des rivalités qui avaient existé entre eux, le Conseil d'Etat n'établissait aucune supériorité entre le militaire, l'administrateur et le constructeur, et laissait au Premier Consul le soin exclusif de désigner les hommes capables, à raison de leurs talents supérieurs, d'occuper ce nouveau poste ¹.

Le préfet maritime devait être, dans le port et l'arrondissement maritime qui en dépendait, à la fois un chef militaire et un chef d'administration et d'industrie. Chef militaire, il était secondé par un Major Général choisi parmi les officiers généraux de la Marine ; chef d'administration et d'industrie, il avait sous ses ordres toute une série de collaborateurs placés à la tête des différents services de l'arsenal.

Les conseillers d'Etat paraissent avoir été frappés

1. Une décision du Président de la République du 20 avril 1875 (B. O. 414) a posé comme règle qu'à raison de la prédominance de la partie militaire de leurs fonctions, les préfets maritimes ne seront plus choisis que parmi les vice-amiraux.

par l'organisation industrielle qui s'affirmait autour d'eux : ils considéraient un port « comme un grand atelier de vaisseaux dont il faut ordonner le travail, le distribuer de manière que chacun n'ait à faire que ce qu'il sait le mieux faire ». Et ils ajoutaient : « Les avantages de cette distribution sont tellement bien sentis dans les grandes fabriques ou manufactures qu'il est inutile d'insister sur cette nécessité. »

L'organisation préconisée, et adoptée, répartissait entre cinq détails le service des ports et arsenaux : l'un d'eux, dirigé par le Major Général, était purement militaire ; un second, dirigé par un Chef de l'Administration, était chargé de la comptabilité, du service des hôpitaux et des bagnes, du service des vivres, de l'Inscription maritime, etc. ; les trois autres se partageaient le travail technique de chaque arsenal : le détail des Constructions Navales, dirigé par les ingénieurs-constructeurs, et celui de l'Artillerie, dirigé par des officiers d'artillerie, sont proprement industriels et collaborent à la production de l'outil de guerre ; celui des Mouvements du Port réunit une série d'opérations plus ou moins maritimes et est réservé aux officiers de vaisseau. Enfin, un service accessoire est chargé des « travaux maritimes et des bâtiments civils », et dirigé par des ingénieurs des ponts et chaussées.

Entre les quatre services techniques — ceux des Constructions Navales, de l'Artillerie, des Mouvements du port et des Travaux maritimes — aucun lien n'existe que leur commune subordination au préfet maritime.

L'arrêté des consuls maintient entre eux la plus rigoureuse symétrie et paraît attribuer ainsi, en même temps qu'une organisation identique, une importance égale à des services profondément dissemblables. A ce point de vue, le régime de floréal an VIII était le même que celui de brumaire an IV.

Il eût été cependant particulièrement opportun, au moment où apparaissait le préfet maritime, doté d'attributions plus larges encore que celles de l'ordonnateur, puisqu'il était de plus chef militaire, d'instituer de nouveau un directeur général de l'arsenal qui eût maintenu entre les services la collaboration nécessaire, écarté les rivalités de chaque jour, assuré surtout le caractère industriel de ces services, et empêché que, par une très humaine tendance, chacun ne s'organise à l'écart des autres, jaloux de former un tout à lui seul, et que ne se multiplient ainsi les organes là où un organe commun aurait obtenu, à bien meilleur compte, de bien meilleurs résultats.

C'était précisément par ce défaut de coordination, d'unification, que l'organisation de l'arsenal s'écartait de l'organisation industrielle qu'elle prétendait imiter. C'est une erreur qui dure encore.

La création des préfets maritimes qui groupaient sous leur direction les services militaires, les services techniques et les services administratifs des ports ne supprima pas les rivalités anciennes. A l'intérieur de chaque « détail », le directeur, malgré son titre, ne possédait pas, en effet, une autorité sans partage ; à

côté du personnel d'exécution dont il était le maître, existait un personnel comptable exclusivement subordonné au chef de l'administration.

Cet état de choses, progressivement entamé par diverses mesures, ne devait prendre fin que par un décret du 25 août 1900, qui libéra les directeurs de l'intrusion des commissaires et dispensa ceux-ci de tenir la comptabilité de services à l'activité desquels ils étaient devenus totalement étrangers.

Le souci dominant du gouvernement de la Restauration fut, dans la mesure où la Charte lui en laissait la possibilité, d'abolir dans le pays les traces d'une époque abhorrée « en cherchant à renouer la chaîne des temps, que de funestes écarts avaient interrompue ¹. »

L'ordonnance du 29 novembre 1815, « qui supprimait les préfectures maritimes », était inspirée de cet esprit. Le ministre de la Marine de Chabrol en faisait, le 26 janvier 1827, le très franc aveu au Conseil d'amirauté : « L'ordonnance de 1815 n'avait pas été provoquée par les inconvénients qui auraient été signalés dans le régime des préfectures, mais seulement par suite d'inquiétudes politiques, qui faisaient à cette époque recourir aux institutions de l'ancienne monarchie. » A vrai dire, il suffisait de lire le préambule de l'ordonnance pour voir quel était le but du gouvernement de Louis XVIII en remettant en vigueur ces « institutions dont l'expérience de plus d'un siècle, disait-il, a démontré les avantages ».

1. Préambule de la Charte de 1814.

Cette résurrection des règles anciennes fut de peu de durée, et, dès le 27 décembre 1826, Charles X dut revenir à l'organisation napoléonienne. Cette dernière, sans doute, n'était pas parfaite. Parmi les critiques que lui adressait l'ordonnance de 1815, une au moins est très certainement fondée : la surveillance du préfet maritime est trop étendue pour ne pas être illusoire ; il eût fallu, au-dessous du préfet, à la tête de l'arsenal, un chef de services général.

Mais combien plus nombreuses étaient les critiques suscitées par le régime adopté par la royauté. Le préambule de l'ordonnance de 1826 les résume en une brève et vigoureuse énumération. « La division des pouvoirs, qui fait la base de ce système, n'a pas réalisé les avantages qu'on avait cru pouvoir en attendre ; la double action exercée par les commandans et les intendans de la Marine, lors même qu'elle ne donne pas lieu à des froissemens, produit des complications de formes préjudiciables au service ; dans nombre de circonstances, les attributions du commandant et de l'intendant, confondues ou mal définies, produisent des conflits d'autorité d'où résultent des lenteurs... La part de chacun des deux pouvoirs aux mesures qu'ils sont appelés à prendre en commun ne peut pas être assez exactement appréciée pour qu'on puisse attribuer à chacun la responsabilité qu'il devrait offrir... » La conclusion s'imposait : « Le centre d'action, nécessaire au succès de toute administration considérable qui a été introduit antérieurement avec avantage dans le gou-

vernement des ports... ne peut se trouver que dans une autorité élevée, prépondérante et dégagée de toutes rivalités. » Au système de la dualité des pouvoirs, il fallait substituer le régime unifié des préfectures maritimes : ce fut l'objet de l'ordonnance du 27 décembre 1826.

Désormais l'organisation des arsenaux est fixée : ce sont les institutions du Consulat qui sont remises en vigueur, tout au moins dans leurs grandes lignes. L'ordonnance organique du 14 juin 1844 n'a fait que les maintenir, et, à travers quelques modifications de détail que leur ont fait subir plusieurs textes postérieurs, ce sont elles que nous trouvons aujourd'hui encore dans les Ports et Arsenaux.

Dans chaque arrondissement, le service de la Marine est dirigé par un préfet maritime qui a sous ses ordres immédiats, pour la direction des diverses parties de ce service, un major général, un commissaire général, un directeur des Constructions navales, un directeur du service de Santé, un directeur de l'Artillerie, un directeur des Travaux hydrauliques et des Bâtiments civils.

Ces six chefs de service sont, en temps de paix, entièrement indépendants les uns des autres, et c'est en temps de guerre seulement que le major général, devenu directeur général de l'arsenal, groupe sous ses ordres « les directeurs des directions de travaux » — Constructions navales, Artillerie, Travaux hydrauliques — ainsi que « le directeur de l'Intendance et le directeur du service de Santé, en ce qui touche la partie de

leur service » qui s'effectue « dans l'étendue de l'arsenal et de ses dépendances ¹ ». Ce n'est donc qu'au lendemain de la mobilisation que l'unité se fait dans l'arsenal ; en temps ordinaire, les différentes directions gardent une complète autonomie.

Trois de ces directions constituent à proprement parler l'Usine navale : ce sont celle de l'Artillerie, celle des Travaux hydrauliques et celle des Constructions navales. Cette dernière est de beaucoup la plus importante : sur 30.000 ouvriers environ employés dans les arsenaux, plus de 22.000 sont à son service. A côté de ces directions, l'Atelier de la Flotte et le service des Mouvements du port, tous deux dépendant du major général, collaborent dans une certaine mesure à l'œuvre industrielle des arsenaux : les Mouvements du port sont chargés notamment de « l'entrée des bâtiments au bassin ² » et des transports de matériel ; l'Atelier central de la Flotte a pour mission d'exécuter, à l'aide de la main-d'œuvre militaire fournie par les marins casernés dans l'enceinte du Port et attendant un embarquement, les réparations courantes d'entretien que les navires armés ne peuvent effectuer par les moyens du bord.

Parmi ces services, seuls les Travaux hydrauliques et les Constructions navales emploient un personnel civil. Encore faut-il faire remarquer que la direction

1. Décret du 3 septembre 1893, art. 3 et 4 ; décret du 31 mai 1912, art. 16.

2. Règlement du 12 août 1882, art. 2, et circulaire du 31 mars 1882.

des Travaux hydrauliques n'occupe qu'un nombre d'ouvriers extrêmement restreint — 458 ouvriers pour l'ensemble des cinq ports en 1907 ; — qu'elle n'est, en réalité, qu'un service d'études dont les travaux doivent être, en règle générale, confiés à un entrepreneur ¹ et dont les attributions, toujours plus réduites, seront sans doute recueillies dans un avenir assez proche par la direction des Constructions navales ².

Nos observations peuvent s'appliquer, pour la plupart, à l'ensemble des ouvriers civils employés par la Marine ; c'est cependant le personnel des Constructions navales ³ que nous avons spécialement envisagé dans cette étude.

Nous nous sommes donné pour tâche d'examiner, dans le présent et dans le passé, le salaire de ce personnel, salaire dans lequel il faut faire entrer, pour être complet, non seulement la rémunération quotidienne et les suppléments dus au travail à la tâche ou au travail des heures supplémentaires, mais encore tous les avantages accessoires qui répondent à la prestation fournie par l'ouvrier. Cet examen nous a bien

1. Circulaire du sous-secrétaire d'Etat, 31 décembre 1910.

2. V. Chautemps, Rapport sur le budget de la Marine pour 1909, *J. O.*, Sénat, Ann., p. 305.

3. Nous ne devons nous attacher ici qu'au seul examen de la situation des ouvriers immatriculés, personnel stable, « avec qui la Marine prend au moins, suivant l'expression de M. de Lanessan, un engagement moral à longue échéance ». A côté de ce personnel, la Marine emploie des « ouvriers auxiliaires » dont le recrutement, le salaire et les retraites n'ont rien de commun avec ceux des ouvriers immatriculés. Sur leur situation, consulter le décret du 18 mai 1912, *B. O.*, p. 1072 et s.

vite convaincu qu'un lien très étroit rattache à l'histoire du salaire des travailleurs de la Marine l'histoire de leur recrutement. Nous avons été ainsi amené à consacrer les pages qui vont suivre à l'« étude historique et critique du recrutement et du salaire des ouvriers des arsenaux ».

PREMIÈRE PARTIE

LE RECRUTEMENT DES OUVRIERS DES ARSENAUX

CHAPITRE PREMIER

DE LA PRESSE AU RECRUTEMENT LIBRE.

Le mode de recrutement des ouvriers des arsenaux a beaucoup varié selon les époques.

Jusque vers la fin du xvii^e siècle, c'est par la force tout simplement que la Marine s'assurait les hommes qui lui étaient nécessaires. Quand elle avait besoin de matelots pour l'armement des vaisseaux ou d'ouvriers pour leur construction, elle faisait arrêter des gens de mer, matelots et ouvriers de professions maritimes en nombre suffisant, et les faisait diriger sur le port le plus proche où ils étaient répartis d'après les exigences du service. Ce procédé un peu sommaire s'appelait *la presse*. Il faut penser qu'il n'était pas sans avantages puisque, comme en témoigne un rapport présenté à l'Assemblée nationale en décembre 1790, il était encore à cette époque employé en Angleterre ¹.

Il est vrai qu'au premier abord on ne pouvait, sans

1. Aujourd'hui, la presse n'est plus permise en Angleterre qu'en temps de guerre. En temps de paix, la Marine anglaise se recrute

doute, imaginer d'autre système. Au temps des bâtiments à voiles, en effet, les vaisseaux ne connaissaient guère que deux « positions », l'armement complet ou le désarmement : ou bien le vaisseau était sur le pied de guerre, prêt à livrer bataille, ou bien, démuné de ses agrès, privé de son personnel et de son commandant, il était « établi sur ses amarres » et livré à la garde d'un capitaine de port. Il faut relire, dans l'ordonnance de 1689, le titre si pittoresque « de la conservation des vaisseaux » pour se représenter le spectacle de ce navire abandonné dont la situation est réglée dans ses moindres détails, et qui rappelle à s'y méprendre le sort si mélancolique des vieilles maisons familiales que tant de bourgeois de France gardent en un coin du pays. « Ne pourront les gardiens prendre leur logement dans les chambres et principaux appartements, mais seulement à la Sainte-Barbe et entre les ponts... Ils ouvriront pendant les jours de beau temps les panneaux de fond de cale et les sabords... Ils ne laisseront point croupir et dégoutter entre les membres les eaux douces, balayeront par tout après la pluie, iront souvent au fond de cale pour voir s'il n'y a point de gouttières, et donneront incessamment avis aux officiers du port des endroits qui se trouveront ouverts, afin qu'ils soient promptement calfatés... »

Les équipages se trouvaient ainsi très fréquemment congédiés. De leur côté, les ouvriers des professions

par des engagements volontaires et par l'arrivée au service des jeunes gens formés dans les écoles de mousles.

maritimes ne trouvaient pas dans les arsenaux la certitude d'un travail régulier : un personnel très réduit suffisait à l'entretien et aux réparations des vaisseaux ; les constructions étaient peu nombreuses, irrégulières et rapides, « les vaisseaux qui auront été mis sur les chantiers » doivent « être faits dans l'espace de huit mois au plus tard ». Si l'on avait eu recours à l'enrôlement, il est bien à craindre que les gens de mer ne fussent point accourus en masse au service de la flotte.

Le système de la presse soulevait cependant de sérieuses récriminations. Un autre mode de recrutement fut institué d'abord dans quelques provinces et généralisé bientôt par l'ordonnance de 1689 : c'était le système des classes. Tous les individus exerçant une profession maritime devaient être portés sur des rôles et répartis en un certain nombre de classes appelées tour à tour au service pour une durée de trois ou quatre ans. Les ouvriers des professions maritimes étaient soumis à ces dispositions : ils entraient avec les *matelots* dans la catégorie plus large des *gens de mer*. Désormais, lorsque l'usine navale manquera de bras, l'intendant, dont une des attributions est de « se pourvoir du nombre d'ouvriers qu'il sera nécessaire d'employer aux constructions et radoubs des vaisseaux, ainsi qu'aux autres travaux du port », aura recours à la levée.

L'ordonnance de 1689, qui avait prescrit l'immatriculation des gens de mer, avait omis d'indiquer de quelle façon les individus une fois inscrits pourraient

se faire rayer : ils avaient beau abandonner leur profession, ils restaient soumis aux levées et étaient frappés comme déserteurs s'ils se dérobaient. Sur ce point et sur plusieurs autres, l'ordonnance du 31 octobre 1784 compléta les règles posées en 1689. Elle organisa vraiment l'inscription maritime : elle créa les diverses circonscriptions administratives encore existantes aujourd'hui (les départements, appelés aujourd'hui arrondissements maritimes ; les arrondissements, appelés sous-arrondissements ; les quartiers ; les syndicats) ; elle précisa jusque dans les détails les obligations et les droits des inscrits.

L'assimilation reste complète entre les matelots et les ouvriers non navigants appartenant aux professions dont nous trouvons ici la première énumération : ce sont les charpentiers de navires, perceurs, poulieurs, calfats, voiliers, cordiers, tonneliers et scieurs de long, établis dans les ports, villes et lieux assujettis aux classes (t. X, art. 5). Comme les matelots, ces ouvriers sont portés sur une liste d'inscription particulière ; ils sont soumis aux levées, à moins qu'ils n'aient déclaré renoncer et n'aient effectivement renoncé à l'exercice de toute profession maritime ; ils ne peuvent se faire déclasser en temps de guerre ; ils sont rassemblés comme les gens de mer et dirigés avec eux, par étapes, sur les ports auxquels ils sont destinés ; ils sont soumis à la même discipline : « Les ouvriers non navigants qui, ayant été commandés, ne se trouveront au lieu fixé pour le départ de la levée, seront condamnés

à huit jours de prison, et ceux qui désertèrent de l'arsenal et s'écarteront du port de plus de deux lieues sans permission, seront condamnés à huit jours de prison et embarqués sur les vaisseaux de Sa Majesté pour y faire une campagne de dix mois à la paye de novice-matelot ; mais ils ne seront cependant pas inscrits sur la matricule des gens de mer, et ils continueront, après ladite campagne, à être employés comme ouvriers non navigants » (t. XVIII, art. 5).

Sous l'empire des textes que nous venons de citer, les ouvriers des arsenaux étaient donc levés pour le service du roi de la même façon que les matelots de la flotte ; ils étaient traités comme ceux-ci, soumis comme eux à des obligations d'ordre militaire.

Le règlement du 1^{er} janvier 1786 sur l'ordre, la police et la discipline des casernes de matelots — dont la portée, malgré son titre, est générale — fortifie encore cette impression. La levée est acheminée vers le port, et là, « l'officier commandant la conduite, le syndic, maître ou officier-marinier établi chef de ladite levée, la conduira aux casernes pour présenter les hommes qui la composent au commandant des dites casernes » (art. 10). — « Le chirurgien attaché aux casernes sera toujours présent pour, par la visite qu'il fera des hommes, constater qu'ils n'ont aucune infirmité qui puisse les empêcher d'être employés au service : dans le cas où il s'en trouverait de ce nombre, ils seront remis au chef de route de la levée pour être reconduits dans leur département » (art. 11). « Les

hommes de levée devront habiter les casernes, et seuls ceux qui sont domiciliés dans la ville pourront continuer à demeurer dans leurs maisons, avec l'agrément du commandant des casernes, en faisant connaître le lieu de leurs demeures. » (art. 17).

Cette organisation toute militaire devait avoir sur la situation des ouvriers un effet profond et durable, et il faudra nous en souvenir fréquemment pour expliquer certaines anomalies qui subsistent encore aujourd'hui.

La Révolution devait respecter les règles anciennes. Le décret des 31 décembre 1790-7 janvier 1791 sur les classes des gens de mer maintient les ouvriers des professions maritimes parmi les individus soumis au régime des levées (art. 2). Il leur impose seulement, pour pouvoir être inscrits parmi les « matelots-ouvriers », de justifier qu'ils sont en état d'exercer leur profession, soit en prouvant leur apprentissage, soit en subissant un examen » (art. 16). Ceux qui ne rapportaient pas cette preuve étaient embarqués comme simples matelots. Ces exigences nouvelles s'expliquent aisément par le fait qu'à côté des ouvriers de levée un personnel nouveau s'est développé : ce sont les ouvriers domiciliés, c'est-à-dire habitant la ville maritime où est établi l'arsenal, et liés volontairement à son service.

L'engagement spontané des ouvriers, que les vieilles ordonnances considéraient — ainsi, d'ailleurs, que la formation de quelques apprentis — comme un mode de

recrutement tout à fait accessoire et en quelque sorte exceptionnel, devenait plus fréquent. Dès 1786, les ouvriers domiciliés assuraient une grande partie de la main-d'œuvre dont la Marine avait besoin ; et celle-ci, désireuse de bénéficier de ce recrutement stable d'hommes déjà rompus à ses habitudes, leur accordait quelques avantages compensatoires. Mais le premier texte qui contienne des dispositions détaillées et précises sur l'admission des apprentis et sur les conditions que doivent remplir les ouvriers pour pouvoir « être employés aux travaux des arsenaux, à la journée de l'Etat », est le décret du 25 janvier 1793 qui, le premier aussi, a pour objet, non plus l'organisation des arsenaux, mais la situation même du personnel ouvrier.

L'importance croissante du personnel domicilié n'aboutit pas, dès ce moment, à la suppression des levées ; et cependant, il semble bien que celles-ci n'intervinrent plus qu'à titre subsidiaire. Le décret du 3 brumaire an IV ne soumet, en principe, à l'inscription que « les citoyens français qui se destinent à la navigation » (art. 1^{er}). Evidemment, les ouvriers navigants, c'est-à-dire ceux dont la profession s'exerçait à bord dans le cours même des voyages entrepris par le navire, comptaient parmi les inscrits et pouvaient donc être appelés au service des arsenaux aussi bien que des armées navales (art. 7). Mais il s'agit là d'une catégorie restreinte et toute spéciale. Les ouvriers non-navigants, charpentiers de navires, perceurs, cal-

fats, etc., « exerçant leur profession dans les ports et lieux maritimes » n'étaient plus assimilés aux marins. En aucun cas, ils ne pouvaient plus être levés pour le service de la flotte ; et si, néanmoins, ils pouvaient être appelés dans les ports militaires, c'était exclusivement « dans les cas de guerre, de préparatifs de guerre ou de travaux extraordinaires et considérables » (art. 44). Bien qu'ils fussent « dispensés de toutes autres réquisitions », ils n'étaient levés dans un quartier que si le nombre des enregistrés volontaires était moindre que le contingent fixé pour la circonscription ; et, alors même, ils jouissaient d'avantages de solde particuliers. Cet ensemble de restrictions montre bien le caractère exceptionnel des cas où ils étaient soumis à l'appel forcé. C'est bien désormais le recrutement volontaire qui tend à prédominer dans les arsenaux, et il est permis de penser que cela constitue un progrès.

L'arrêté du 7 ventôse an XI (26 février 1803) ne change rien au double mode de recrutement des ouvriers des arsenaux. Il contient cependant une disposition nouvelle qui vaut d'être signalée.

Le décret du 2 brumaire an IV et l'arrêté de floréal an VIII avaient augmenté le nombre des services existant dans les arsenaux et avaient créé notamment une direction des bâtiments civils. Vers cette époque, d'immenses travaux d'aménagement furent entrepris dans les ports de Cherbourg et de Brest en particulier ; c'est sans doute à cela qu'est dû l'article 3 de l'arrêté

de ventôse : « Si les besoins du service de la Marine exigent que des ouvriers d'autres professions (que les anciennes professions maritimes), tels que forgerons, menuisiers et ouvriers des bâtiments civils soient appelés dans les ports, ils seront tenus de s'y rendre sur la réquisition qui en sera faite par les administrateurs de la Marine. » Ainsi le système des levées était étendu à une nouvelle catégorie d'individus que l'on appellerait de force au service, comme les ouvriers des professions maritimes, au cas où le recrutement volontaire serait insuffisant. Le parallélisme cependant n'était pas complet : les ouvriers des professions maritimes étaient, en leur qualité d'inscrits, dispensés de toutes autres réquisitions et jouissaient, dans le ressort des arrondissements, d'un véritable monopole professionnel ; les ouvriers dont la levée devenait possible aujourd'hui ne se voyaient pas accorder de semblables privilèges. L'arrêté se contentait de leur allouer, « lorsqu'ils étaient mariés ou pères de famille, un quart en sus du salaire journalier auquel ils avaient été taxés », en précisant que « ce complément serait payé à leurs femmes dans le lieu de leur domicile » (art. 7).

La main vigoureuse du Premier Consul se faisait sentir : il fallait des ouvriers, on en aurait ; le recrutement volontaire pouvait être insuffisant, on aurait recours aux levées. Les nouveaux ouvriers se trouvant être, par surcroît, assimilés à des militaires, la discipline n'en serait que plus ferme, et le résultat était véritablement parfait.

C'est bien le même esprit qui inspirera, quelques jours plus tard, l'arrêté du 23 ventôse an XI. Plus que jamais, les arsenaux de la Marine avaient besoin d'hommes pour les préparatifs formidables de la descente en Angleterre, et les consuls décrétèrent : « Il est mis à la disposition du ministre de la Marine et des Colonies mille conscrits de la réserve de l'an IX, et mille conscrits de la réserve de l'an X, pour être employés en qualité d'ouvriers dans les ports militaires de la Marine » (art. 1^{er}). Ces conscrits devaient être « choisis parmi les ouvriers exerçant les professions de charpentiers de bateaux et de charpentiers de maison ; et, à défaut d'un nombre suffisant d'ouvriers dans ces professions, parmi ceux qui exercent les professions de scieur de long, de charron ou de menuisier » (art. 3). Les « conscrits-ouvriers » étaient employés dans les arsenaux « pendant la durée du service qui leur restait à remplir dans la conscription militaire » (art. 17). L'arrêté leur permettait libéralement, leur temps de service une fois écoulé, de se faire inscrire en qualité d'ouvriers « sur les registres et matricules des classes », et d'obtenir ainsi leur assimilation au personnel ouvrier proprement dit (art. 30).

Pendant la durée de leurs obligations militaires, les conscrits, groupés en compagnies, répartis en escouades, commandés, dans chaque unité, par un maître, des contremaîtres et des aides-contremaîtres, formaient une catégorie d'ouvriers absolument distincte des ouvriers domiciliés et des ouvriers de levée. Bien

mieux, l'arrêté leur avait attribué un uniforme. « Les conscrits-ouvriers, dit l'article 17, porteront un paletot bleu avec boutons timbrés d'une ancre et du numéro affecté à leur compagnie, et un chapeau rond. Les aides porteront un galon en laine blanche sur le bras droit ; les contre-maîtres deux galons et les maîtres une double ganse en argent sur l'épaule droite. » Les compagnies étaient soumises aux lois sur la police et la discipline militaire ; elles étaient casernées, et seuls les aides et les ouvriers dont la femme était domiciliée dans la ville même de l'arsenal pouvaient loger en dehors des casernes.

L'appel ordonné par l'arrêté n'était pas seulement une mesure de circonstance : les conscrits, dont le temps de service était terminé, devaient être remplacés, dans les arsenaux, par d'autres levés dans les mêmes départements (art. 18). Les effectifs prévus sous le Consulat furent même considérablement augmentés par le décret du 15 janvier 1808.

Au moment où l'énorme effort de la conscription transformait le pays en une immense ville de garnison, les « compagnies d'ouvriers militaires de la Marine » méritaient bien la sollicitude de Napoléon. Leur caractère militaire s'accroît : leurs cadres ne sont plus constitués par un maître, des contremaîtres et des aides, mais par un capitaine, un lieutenant, un sergent-major, quatre sergents, un caporal-fourrier et huit caporaux, à côté desquels le décret prévoit l'existence d'un tambour. Les hommes qui composent ces unités

sont répartis en deux divisions, quatre sections et huit escouades ; ils ne reçoivent plus, comme précédemment, le même salaire que les autres ouvriers, mais une « solde militaire » complétée lorsqu'ils seront présents sur les chantiers par une « solde de travail ». Leur uniforme devient plus brillant : ils portent le shako et les épaulettes. Le décret ne parle plus de leur fixation possible au service des arsenaux au titre d'ouvriers ordinaires, mais il attribue des chevrons aux plus anciens d'entre eux. De plus, ces ouvriers-soldats sont armés : les simples ouvriers ont le fusil et la baïonnette ; les gradés, les ouvriers de première classe et les tambours ont le sabre. Les compagnies sont groupées, au point de vue militaire seulement, en bataillons et en régiments, et le décret déclare expressément qu'elles « sont également destinées au service militaire et aux travaux des ateliers ». De fait, elles furent utilisées au dehors même des arsenaux, et ce fut, paraît-il, une de ces compagnies qui, en 1812, construisit le pont de la Bérésina.

Cet essai de militarisation fut heureusement éphémère et ne survécut pas à l'Empire. Il mérite cependant d'être noté, car il constitue autre chose qu'un simple incident dans l'histoire du recrutement des ouvriers ; il est l'indice d'une méthode et le fragment d'un plan général.

Napoléon avait trouvé dans les arsenaux une organisation complète du recrutement qui pouvait satisfaire à tous les besoins de main-d'œuvre. Si des hommes

d'autres professions devenaient nécessaires à la Marine, il était simple de les assujettir à leur tour aux obligations de l'Inscription ; les avantages qui leur étaient ainsi offerts leur eussent fait trouver moins dures les charges qui leur étaient imposées.

A première vue, on pourrait croire que telle fut la méthode suivie par Napoléon. L'arrêté du 7 ventôse an XI paraît bien étendre simplement à de nouvelles professions le système de l'appel forcé ; les nouveaux ouvriers sont soumis aux formalités de l'Inscription. Mais les termes employés ne doivent pas faire illusion : les charges de l'Inscription étaient étendues à d'autres individus, mais non ses avantages. Pour être désormais assujettis aux levées, ces hommes n'en étaient pas dispensés de toutes autres réquisitions, et notamment ils pouvaient être appelés au service des armées. Sous une forme traditionnelle, la levée des nouveaux inscrits laissait déjà deviner l'emploi prochain de la conscription.

Bientôt les apparences mêmes ne sont plus respectées : lorsque, le 23 ventôse, on veut compléter le personnel nécessaire aux arsenaux, l'arrêté des consuls met deux mille conscrits à la disposition du ministre de la Marine. Et le décret impérial du 15 janvier 1808 maintient le même système et pose le principe de son élargissement ultérieur : le nombre des compagnies d'ouvriers « pourrait varier en raison des besoins du service ».

Le rôle attribué à la conscription allait s'accroître encore. Les textes dont nous venons de parler n'avaient

statué que pour des ouvriers jusqu'alors étrangers au service de la Marine et qui ne figuraient pas sur les registres des classes. Un décret du 15 mars 1808 devait aller plus loin : c'est le nombre même des professions maritimes qu'il réduisit. Quatre sur huit furent soustraites au régime de l'Inscription : les perceurs, les tonneliers, les cordiers et les scieurs de long, rendus au droit commun, furent dès lors soumis à la conscription militaire ; et c'est par la conscription que seront fournis à la Marine les hommes que jusqu'alors elle demandait aux levées.

Ainsi, au lieu d'étendre son champ d'action à mesure que les arsenaux appelaient sur leurs chantiers des hommes de professions nouvelles, l'Inscription maritime perdait du terrain et, dans son propre domaine, reculait devant la conscription.

La raison de cette transformation est simple : si Napoléon avait besoin d'ouvriers pour les travaux de la Marine, plus encore il avait besoin de soldats ; or les conscrits-ouvriers n'étaient plus, comme les inscrits, exclusivement destinés aux travaux des arsenaux ; ils étaient des soldats qui serviraient l'empereur sur les chantiers navals, et qu'il pourrait à son gré envoyer aux armées.

Ce rêve d'une usine militarisée, que le temps ne permit pas à Napoléon de mener à bonne fin, n'a pas été réalisé après lui. L'ordonnance du 8 décembre 1830, que l'on cite habituellement comme ayant repris et accompli le projet impérial, n'a pas une telle portée.

Le rapport même qui précède le décret, et dont quelques formules pompeuses ont pu être mal interprétées, nous montre qu'il s'agissait simplement de grouper les ouvriers des ports en une sorte de garde nationale : « Au moment où la France entière se forme en gardes nationales pour la sûreté et la défense du royaume, il ne conviendrait pas de laisser désarmée la partie de la population des villes maritimes qui est déjà attachée au service de l'Etat. » Le décret du Prince-Président, du 10 février 1852, ne laisse subsister aucun doute : il rapporte l'ordonnance en se basant sur la suppression récente des gardes nationales et en « considérant que les bataillons et les compagnies d'ouvriers militaires dans les ports n'ont jamais été, en réalité, que la réunion en garde nationale maritime de la population ouvrière employée au service de la Marine qui les avait maintenus ainsi sous son autorité immédiate ». Le gouvernement de Louis-Philippe était donc étranger au vaste dessein de l'empereur.

Si, depuis lors et aujourd'hui encore, certains esprits, plus soucieux d'ordre que de liberté — *ubi silentium fecerunt pacem appellans*, — caressent l'espérance de la militarisation des ouvriers de la Marine, nous devons constater cependant que personne n'a osé assumer, sous un régime d'opinion, la lourde responsabilité d'une pareille mesure.

Ainsi, en 1815, après la disparition des compagnies d'ouvriers militaires de la Marine, le recrutement du

personnel des arsenaux paraissait être resté ce qu'il était en brumaire an IV.

Cependant une profonde transformation était déjà commencée. A côté des ouvriers inscrits — ouvriers de levée et ouvriers domiciliés — une nouvelle catégorie d'hommes avait pénétré dans les arsenaux : c'était celle des ouvriers libres étrangers à l'Inscription maritime et que leur seule volonté liait au service de la Marine.

Leur nombre, sans doute, était encore restreint. Presque tous appartenaient aux professions déclassées par le décret du 18 mars 1808. Mais il n'allait cesser de s'accroître jusqu'au jour où sera abolie l'Inscription des ouvriers de la Marine.

Cette évolution ne devait pas se faire sans résistance.

L'ordonnance de 1839 continuait à considérer la levée comme le moyen principal de recrutement des travailleurs des arsenaux. Son article 1^{er} stipule que « les charpentiers de navire, perceurs, calfats et voiliers, immatriculés conformément à l'article 44 de la loi de brumaire an IV, continueront à être levés pour les travaux des arsenaux de la Marine royale, toutes les fois que les besoins du service l'exigeront ». Mais, la règle traditionnelle posée, l'ordonnance ne peut pas ne pas se préoccuper « des ouvriers de professions non comprises dans l'Inscription maritime qui, sur l'appel des autorités, se présenteront volontairement pour servir dans les ports et arsenaux » (article 3).

La situation a changé, en effet, depuis 1815. A côté des poulieurs, des tonneliers, des cordiers et des scieurs

de long, déclassés en 1808, la Marine emploie maintenant — et de plus en plus — des hommes appartenant aux « professions qui tiennent soit à la mécanique..., soit au travail spécial des métaux ». Or ces professions n'ont jamais été inscrites. Les ouvriers qui en font partie ne doivent pas leurs services à l'Etat ; à ses chantiers, ils peuvent préférer les chantiers privés : la Marine qui a besoin de leur industrie devra les attirer vers elle par les conditions qu'elle leur offrira. Et, en effet, elle ne manquera pas de tenir compte de ces circonstances nouvelles lorsqu'elle établira ses tarifs de salaire.

Mais, habituée à commander à des inscrits tenus vis-à-vis d'elle à des obligations d'ordre militaire, elle semble ne se résigner qu'assez malaisément à reconnaître la différence essentielle qui sépare son personnel nouveau de son personnel inscrit. Lorsque « les ouvriers non inscrits, admis à travailler dans les arsenaux », auront « déposé leur livret dans les bureaux de la direction à laquelle ils sont affectés », « ils devront en même temps contracter l'engagement de ne point s'absenter sans congé, pendant six mois au moins, et déclarer se soumettre, tant à cet égard qu'à tout autre, aux règlements et usages relatifs à la discipline et à la police des arsenaux » (art. 4). Les mêmes sanctions disciplinaires — fort rigoureuses en fait — atteignent tous « les ouvriers des arsenaux de la Marine, inscrits ou non inscrits, qui se sont rendus coupables d'infractions au service » (art. 24).

En édictant ainsi une réglementation unique appli-

cable à tout son personnel, et en obligeant les ouvriers libres à se soumettre contractuellement aux conditions de discipline imposées aux inscrits, la Marine essaie vainement de s'opposer à l'exigence des faits. En réalité, l'ordonnance souligne simplement une vérité qui poussera rapidement ses conséquences, à savoir qu'il est aussi impossible de maintenir parallèlement deux façons de traiter le personnel que de faire coexister dans une usine deux tarifs de salaire ou dans un pays deux monnaies de valeur différente. Mais, au lieu que l'assimilation se fasse des ouvriers libres aux ouvriers inscrits, elle se fera des ouvriers inscrits aux ouvriers libres. La Marine n'est plus à l'écart du monde industriel ; elle n'a plus en toute matière l'ultime recours de la levée : le petit groupe d'hommes appartenant aux professions non inscrites dont elle a besoin et qu'elle ne peut se procurer que de leur plein gré sera le gérant d'affaires de la grande masse des inscrits et leur procurera les avantages qu'il aura conquis pour lui-même.

Sans doute, la dualité d'origine du personnel des arsenaux, et aussi la tendance des textes à statuer toujours comme si la Marine n'avait à son service que des inscrits, ne va pas disparaître encore. L'ordonnance de 1846 consacrera un même article et imposera les mêmes règles à l'admission volontaire des non-inscrits et des inscrits. Elle déclarera applicables aux uns comme aux autres certaines formalités traditionnelles. « Les ouvriers, dira notamment son article 3, seront adressés par le directeur à l'officier de santé de garde

dans l'arsenal, afin que cet officier constate et certifie qu'ils n'ont point d'infirmités ou de maladies qui les rendent impropres au service auquel ils sont destinés. » Ainsi était maintenue pour les ouvriers libres la visite médicale que des raisons d'ordre militaire avaient fait instituer à l'époque où les ouvriers de la marine étaient des matelots-ouvriers entièrement assimilés aux marins.

Mais cette même ordonnance révèle l'emploi de moins en moins fréquent du système des levées en même temps que l'importance croissante du personnel non inscrit. Pour les professions restées soumises à l'Inscription, la levée paraît surtout destinée désormais à suppléer aux insuffisances possibles des autres moyens de recrutement, l'admission volontaire et l'apprentissage, que l'article 1^{er} indique tout d'abord. Quant aux autres professions, elles fournissent maintenant à la Marine des ouvriers indispensables et nombreux dont le recrutement, à tout le moins aussi important que celui des inscrits, est prévu, comme celui-ci, dès les premières lignes du règlement nouveau.

Une révolution considérable s'accomplit, en effet, à ce moment dans la construction des navires, révolution dont on ne saurait trop signaler la répercussion sur la situation des ouvriers de la marine. Ce n'est plus seulement, dans l'art de l'architecture navale, la substitution du fer au bois ; c'est surtout l'apparition, à bord des vaisseaux et dans l'usine navale, de la machine à vapeur.

Or, comme les ouvriers du fer, les « ouvriers mécaniciens » ne font pas partie des vieilles professions maritimes; ils ne peuvent être levés pour le service. Une fois encore, c'est donc aux ouvriers libres que la Marine est obligée de faire appel ; une fois encore, pressée par la concurrence, elle est contrainte à leur offrir des conditions égales à celles que leur offre l'industrie. Deux textes nous le montrent : c'est d'abord l'ordonnance du 17 septembre 1841, exclusivement destinée à augmenter les salaires des « ouvriers de toutes classes affectés aux travaux relatifs à la construction et aux réparations des machines à vapeur » ; c'est ensuite l'ordonnance générale de 1846 qui maintient en faveur des mêmes ouvriers d'analogues avantages.

Mais le triomphe de la machine à vapeur s'affirme ; le personnel libre des arsenaux s'accroît chaque jour ; l'évolution se précipite. On sent que « les considérations d'équité à l'égard des ouvriers inscrits dont la Marine dispose » prennent une valeur toute nouvelle. Et si le rapport au roi sur le projet d'ordonnance de 1846 n'invoque encore ces considérations qu'à propos du salaire, il est bien certain qu'elles pèsent du même poids lorsqu'il s'agit de la condition générale des ouvriers. De plus en plus, la situation de ceux qui restent assujettis à l'inscription paraît choquante. Pourquoi leur imposer des obligations particulières ? Pourquoi, par exemple, tandis que « le non-rappel des salaires acquis » (article 7) depuis la dernière paye paraît une sanction suffisamment efficace pour les ouvriers non

inscrits, les punir comme déserteurs lorsqu'ils abandonnent l'arsenal ? Pourquoi surtout leur imposer un mode de recrutement exceptionnel, et vraiment exorbitant, qu'aucun avantage ne vient plus compenser ?

Cependant, ni l'arrêté du 22 septembre 1848, si libéral à d'autres points de vue, ni le décret impérial du 10 mars 1855 ne suppriment la levée. Mais l'apprentissage voit son rôle s'accroître : sa réglementation devient plus détaillée. Les ouvriers sont attirés en plus grand nombre vers les arsenaux. La distinction jusqu'alors rigoureusement maintenue entre les professions inscrites et les professions non inscrites s'efface : « l'admission aux professions inscrites » est permise aux « ouvriers non inscrits que leurs travaux antérieurs ont suffisamment préparés à l'exercice de ces professions » (art. 3 et 10).

L'entrée volontaire au service des arsenaux devient la règle ; la levée va disparaître.

Le système des classes n'était, du reste, pas gênant pour les ouvriers seuls. S'il nous paraît surtout choquant de voir, sans nécessité aucune, des ouvriers soumis à l'appel forcé et à toutes les obligations qu'entraîne l'Inscription, nous devons ajouter qu'avec eux l'industrie se plaignait et réclamait la suppression de ce régime. Elle était lésée, en effet, puisqu'à chaque instant les chantiers navals privés risquaient de se voir enlever les ouvriers dont ils avaient besoin. L'inutilité de l'institution et les plaintes de l'industrie aboutirent au vote de la loi du 4 juin 1864 qui supprima

définitivement l'inscription maritime des ouvriers des arsenaux. « Aujourd'hui, disait au Sénat le rapporteur, M. le général Gozon ¹, aujourd'hui, le ministère de la Marine admet lui-même que les quatre professions maritimes encore soumises au régime de l'Inscription peuvent être aussi exonérées de cette charge... Les constructeurs de navires de commerce et les armateurs réclament depuis longtemps cette mesure qu'ils considèrent comme indispensable au point de vue des intérêts de la marine marchande, et le gouvernement reconnaît la justesse de cette réclamation. La marine militaire y trouvera elle-même des avantages, car les ouvriers dont il s'agit, devenant passibles de la loi sur le recrutement de l'armée, la Marine pourra toujours réclamer pour son service ceux qui tomberaient au sort et pourra les embarquer, droit que la loi de brumaire an IV ne lui donnait pas. »

Ainsi prenait fin, à la commune satisfaction des ouvriers, de l'industrie et des pouvoirs publics, un régime qui avait rendu pendant près de deux siècles les plus signalés services à la Marine, mais qui, devenu inadéquat aux besoins nouveaux, ne pouvait être étendu dans son application, parce qu'il choquait profondément, non seulement des intérêts respectables, mais l'esprit public qui ne concevait plus que l'on puisse contraindre des ouvriers, en les menaçant de sanctions militaires, à prêter leur collaboration à l'accomplissement d'une tâche d'ordre industriel.

1. *Moniteur universel*, 29 mai 1864, p. 785.

CHAPITRE II

LE RECRUTEMENT LIBRE.

Au lendemain de la loi de 1864, tous les ouvriers se présentaient de leur plein gré au service de la Marine et aucune distinction ne subsistait, dans ce recrutement devenu purement civil, entre les ouvriers des professions non inscrites et ceux des anciennes professions inscrites : la règle particulière ¹ en vertu de laquelle ces derniers recevaient en arrivant au port un ordre de levée qui les assimilait aux hommes levés d'office disparaissait avec l'Inscription maritime. Les formalités d'embauchage devenaient analogues à celles de l'industrie.

Les directeurs examinaient les titres et les antécédents des candidats au travail ; ils appréciaient leur moralité et leurs capacités ; enfin, ils prononçaient sur leur admission. Une formalité cependant témoignait du passé : l'agrément du chef de service n'avait d'effet que si l'officier de santé de service dans l'arsenal constatait et certifiait que les hommes acceptés n'avaient ni infirmités ni maladies qui les rendissent impropres au service.

Telle était la seule réserve apportée à la libre volonté des directeurs.

1. Décret du 10 mars 1855, art. 13, al. 2.

Cette situation fort simple ne fut pas modifiée essentiellement avant le décret du 21 juin 1900. Ni le règlement de 1855, interdisant l'entrée dans les arsenaux des hommes trop âgés pour réunir à 60 ans — plus tard à 55 ans — les vingt-cinq années de service nécessaires pour l'obtention d'une pension de retraite ; ni la circulaire du 5 mai 1875 et le décret de 1879, invitant les directeurs à demander le casier judiciaire des candidats ; ni le décret de 1893 exprimant en termes formels cette règle de bon sens, que seuls les Français et les naturalisés français pourraient solliciter leur admission sur les chantiers navals de l'Etat, n'avaient pour objet de donner quelques garanties aux ouvriers et de mettre une limite au pouvoir sans contrôle des chefs de service.

Une telle limitation devait cependant finir par s'imposer. C'est, en effet, un des pires inconvénients de l'absence de règles que de permettre tous les soupçons, et la bonne volonté des directeurs ne les défendait pas contre les « récriminations incessantes » du personnel. Aussi, en accordant à celui-ci certaines satisfactions, M. de Lanessan estimait-il fort justement que, « loin de porter atteinte au prestige des chefs de service », il ne faisait que « consolider leur autorité morale ».

Voici en quels termes le ministre annonçait, dans son rapport au Président de la République, la nouvelle institution créée par le décret du 21 juin 1900 : « Afin de répondre aux desiderata exprimés par le personnel

et par ses représentants, le présent décret stipule... que l'admission dans les arsenaux... est décidée par les chefs de service, sur l'avis de commissions dans lesquelles les ouvriers sont représentés... par les plus anciens et les plus qualifiés d'entre eux. »

Ces commissions étaient seules chargées désormais de juger des aptitudes professionnelles des candidats-ouvriers : d'après la valeur des essais auxquels ceux-ci étaient soumis, elles prononçaient sur leur capacité, l'appréciaient par une note qui servait à établir un ordre de préférence et fixait le salaire qui serait alloué aux admissibles au moment où ils seraient appelés à combler les vacances existantes dans le personnel ouvrier.

De minutieuses précautions étaient destinées à prévenir la fraude ou la faveur. Les membres des commissions devaient être fréquemment renouvelés, et ces modifications n'être notifiées qu'au dernier moment ; ils ne devaient demander aux candidats d'autres renseignements que ceux qui étaient nécessaires pour remplir « le bulletin réglementaire d'essais » ; aucun d'eux ne pouvait ni par lui-même ni par une tierce personne tenir un débit de boissons, — les marchands de vin étaient frappés de suspicion légitime. — Le commentaire officiel du décret complétait ces règles par une injonction comminatoire : « L'intervention de toute personne ou de toute considération étrangère au service doit être sévèrement prescrite. Les membres de la commission doivent être avertis que toute

dérogação à cette prescription constitue un délit passible du congédiement » (Règ., p. 13.)

A vrai dire, malgré toute la bonne volonté que leur création révèle, il ne semble pas que ces commissions aient obtenu tout le succès de popularité que le ministre paraît avoir espéré. Elles constituaient cependant pour les ouvriers une incontestable garantie, à tout le moins équivalente à celle que constitue au point de vue politique une chambre élue au suffrage censitaire. Les *Commissions d'admission dans le personnel ouvrier* étaient, en effet, « composées d'un adjoint ou, à son défaut, d'un chef surveillant ou d'un surveillant technique, président, et de deux chefs ouvriers ». En d'autres termes, elles étaient présidées par un chef d'atelier ou un contremaître, et comprenaient, en outre, deux « ouvriers d'élite », dont la situation est assez mal définie entre les ouvriers, dont ils partagent encore les travaux, mais vis-à-vis de qui ils jouent souvent le rôle de chefs d'équipe, et les contremaîtres qu'ils remplacent parfois et auxquels leurs espérances déjà les assimilent.

Dès leur premier congrès, en novembre 1900, les Travailleurs des Ports ne ménagèrent pas leurs critiques aux commissions d'admission. Lorsque, au cours de leur septième Congrès (décembre 1906) le ministre leur communiqua le projet qui devait devenir le décret du 13 juin 1907, leurs protestations redoublèrent. Elles ne restèrent pas tout à fait inefficaces : le personnel fut désormais représenté dans les com-

missions, non plus nécessairement par deux chefs ouvriers, mais par un chef ouvrier et un ouvrier ou chef ouvrier ¹; de plus, ceux-ci n'étaient plus nommés par le directeur, ils étaient désignés par le sort (art. 7, décr. 1907).

Le résultat obtenu fut loin de satisfaire les ouvriers. On ne peut cependant nier qu'une pareille institution ne soit véritablement inouïe dans l'industrie privée, et que le seul fait de subordonner l'admission prononcée par le chef de service à un contrôle des capacités professionnelles dévolu au personnel lui-même ne soit de nature à écarter le plus souvent l'arbitraire, alors même que les délégués du personnel seraient désignés d'une façon défectueuse.

Pour expliquer le mécontentement ouvrier, il faut savoir que le Congrès de 1906 avait demandé pour le syndicat le droit de nommer les deux représentants des travailleurs manuels. Le libéralisme, très réel cependant, du ministre, ne pouvait aller jusque-là, et beaucoup trouveront avec lui la prétention des congressistes tout à fait exorbitante.

Peut-être pourtant cette revendication semblera-

1. L'article 7 du décrets'exprime ainsi : « Ces commissions (d'examen)... sont composées... d'un chef ouvrier et d'un ouvrier ou chef ouvrier. *Ces deux derniers sont tirés au sort respectivement parmi ceux faisant partie des groupes n^{os} 4 et 5 des Commissions annuelles (commissions d'avancement) prévues à l'article 15...* » Ces groupes n^{os} 4 et 5 comprennent : le groupe n^o 4, « deux chefs ouvriers désignés au sort » ; le groupe n^o 5, *deux ouvriers ou chefs ouvriers élus au scrutin secret par le personnel...* » Pour le choix d'un des membres ouvriers de la commission intervenait ainsi, d'une façon indirecte tout au moins, l'élection par le personnel.

t-elle compréhensible et, disons-le, légitime, malgré les excès que sa réalisation pourrait permettre, si l'on veut bien la rattacher à la volonté chaque jour plus manifeste des ouvriers de « dire leur mot » dans le choix de leurs camarades de travail. On ne peut pas oublier, en effet, que si toutes les professions créent entre leurs membres, non seulement une solidarité et une interdépendance réelles, mais des rapports nécessaires et fréquents, l'exercice d'un même métier dans un même établissement impose aux ouvriers une collaboration et un voisinage qui remplissent la majeure partie de leur vie et qui comportent, comme une conséquence de jour en jour plus inéluctable, leur droit d'intervenir dans le recrutement industriel.

Et si alors on veut bien considérer qu'un organisme collectif est l'expression nécessaire de cette société de fait ; si l'on veut bien remarquer que, malgré leurs défauts et leurs violences — trop souvent provoqués, hélas ! par de lamentables incompréhensions — les syndicats sont aujourd'hui les seuls îlots d'organisation dans la masse chaotique des ouvriers, l'on admettra qu'ils sont seuls qualifiés pour parler au nom de la collectivité professionnelle, et on ne s'étonnera plus des revendications du Congrès de 1906.

Cette question — comme celle du casier judiciaire et celle de la préférence accordée pour l'admission aux anciens militaires ¹ — a passionné naguère les travail-

1. Aux termes des règlements en vigueur, l'ordre d'admission des ouvriers est, en effet, le suivant : 1° les anciens ouvriers ayant

leurs des ports. Durant la longue période pendant laquelle l'admission fut en fait suspendue, elle a été reléguée au second plan de leurs préoccupations. Le décret du 12 mai 1912 vient de lui enlever tout intérêt pratique en posant comme règle (art. 3, § 1) que « le personnel ouvrier immatriculé des ports et établissements de France et de Tunisie se recrute, en principe, par l'apprentissage ».

On peut dire que c'est exclusivement par la voie de l'apprentissage que les arsenaux recrutent aujourd'hui le personnel stable qu'ils emploient.

Il est bien intéressant de voir, lorsqu'on parcourt les divers textes qui, depuis 1689, ont traité des apprentis, comment, très limité à l'origine, ce mode de recrutement s'est, à travers de multiples tâtonnements progressivement élargi jusqu'à constituer aujourd'hui le droit commun. « Sa Majesté voulant augmenter le nombre des ouvriers, disait l'ordonnance de 1689 (L. XII, t. II, art. 2), l'intendant fera observer que, sur celui de dix maîtres-charpentiers, il y ait un jeune apprenti, et un autre sur dix maîtres-calfats... » La proportion fixée par l'ordonnance fut transitoirement modifiée par les multiples textes de l'époque révolutionnaire ; mais, déjà rétablie en partie par l'arrêté du 17 ventôse an XI,

quitté l'arsenal pour remplir leurs obligations militaires ; 2^o les anciens militaires gradés, ayant accompli au moins cinq ans de service, avec un droit de préférence pour les anciens gradés de la marine ; 3^o les candidats n'ayant pas de titres spéciaux. (V. *Réglementation*, p. 22-30, 267, 549-560.)

elle reparait dans les ordonnances de 1839 et de 1846. Mais bientôt la situation devait changer : l'utilisation croissante de la machine à vapeur et le travail du fer chaque jour plus important obligèrent les arsenaux à demander à l'apprentissage les ouvriers que l'Inscription ne pouvait leur fournir. L'arrêté de 1848 et le décret de 1855 modifièrent donc la proportion des apprentis, et même autorisèrent le ministre à l'augmenter encore si les besoins du service l'exigeaient.

Enfin, au lendemain de la loi de 1864 supprimant l'Inscription, le décret du 18 janvier 1867 dut tenir compte des conditions nouvelles faites à la Marine qui, assimilée désormais à un industriel, ne pouvait plus se procurer d'ouvriers par des moyens d'exception, mais était dans la nécessité de recourir à l'embauchage et à la formation d'apprentis. Aussi le décret ne limite-t-il plus à un chiffre fixe le nombre d'apprentis à employer : « Le rapport du nombre des apprentis à celui des ouvriers est déterminé chaque année suivant les besoins de chaque service par notre ministre secrétaire d'Etat de la Marine et des Colonies » (art. 1^{er}, § 3). C'est encore aujourd'hui la même règle qui s'applique, et elle est formulée presque dans les mêmes termes par l'article 10 du décret de 1907 : « Le nombre des admissions (au titre d'apprentis) dans chaque service des ports et établissements est fixé chaque année par le ministre, sur la proposition des chefs de service. »

Le choix des apprentis n'est pas livré au hasard de l'embauchage. De tout temps, la Marine a accordé la

préférence aux enfants de ses propres agents (art. 1^{er}, 1793), et, depuis l'ordonnance de 1839 (art. 10), une faveur particulière est faite parmi ceux-ci aux fils des ouvriers de l'usine navale. Des règlements postérieurs ont admis d'autres motifs de préférence et organisé progressivement les règles qui président actuellement au recrutement des apprentis ¹.

Aucun candidat ne peut être admis dans l'arsenal s'il n'est âgé de quatorze ans au moins, s'il n'a été reconnu sain et de bonne constitution, et s'il ne justifie qu'il sait lire, écrire et calculer. L'aptitude physique est établie par un examen médical dont est chargé le médecin de service dans l'arsenal ; les conditions d'instruction sont contrôlées par une série d'épreuves qui consistent en une dictée, notée une première fois au point de vue de l'écriture et une seconde fois au point de vue de l'orthographe, en une lecture à haute voix de trois minutes, en un exercice de calcul portant sur les quatre règles et en une interrogation orale d'arithmétique. Enfin, « les candidats ayant fait un apprentissage pour l'une des professions dont l'arsenal a besoin sont admis, sur leur demande, à subir un essai professionnel ».

A la suite de cet examen, une liste d'admissibilité est établie : les candidats sont classés d'après un ordre obtenu en ajoutant au nombre de points constitué par

1. Ces règles sont contenues actuellement dans le décret du 12 mai 1912, article 4, et dans l'instruction ministérielle du 5 juillet 1912.

le total des cinq notes de l'examen d'entrée la note d'essai professionnel et un certain nombre de points de majoration fixés en dernier lieu par la circulaire du 5 juillet 1912 ¹. Comblant une lacune des précédentes réglementations que le personnel ouvrier avait fréquemment signalée, le décret du 20 juillet 1910 (*B. O.*, p. 1902-1904) avait accordé le maximum des points de majoration, c'est-à-dire vingt points « aux orphelins et fils de veuves dont les parents sont morts au service de la Marine, sans laisser de droits à une pension de retraite ». La situation faite aux veuves et aux orphelins à qui aucune pension proportionnelle n'est actuellement reconnue est suffisamment douloureuse pour justifier cette légère faveur. La circulaire du 5 juillet 1912 a même accordé deux points de plus aux fils d'ouvriers morts après quinze ans de service. Il reste douteux cependant que cette allocation supplémentaire permette à la Marine de refuser plus longtemps aux veuves et aux orphelins des ouvriers la pension proportionnelle à quinze ans de service qui est une de

1. Sous le régime du décret du 20 juillet 1910, la liste d'admission était divisée en deux parties. Dans la première partie étaient inscrits « les enfants dont les parents avaient été tués au service de la Marine ou étaient morts des suites de maladies contractées au service de la Marine ». Ces enfants entraient dans les arsenaux avant tous les autres, « pourvu qu'à l'examen ils aient été « reconnus comme sachant lire et écrire ». Depuis 1912, les candidats de cette catégorie ne sont plus astreints à subir un examen. Par ailleurs, leur situation reste la même que par le passé : pour eux l'âge d'admission est abaissé à treize ans, et, si la visite médicale est toujours obligatoire, aucune condition de taille n'est exigée pour eux. Pour plus de détails, consulter la Circulaire du 5 juillet 1912, ch. VII. Dans la deuxième partie de la liste, tous les autres candidats sont inscrits.

leurs plus chères et de leurs plus compréhensibles revendications. « Aux orphelins et fils de veuves dont les parents sont morts en jouissance d'une pension de retraite du département de la Marine », le décret et la circulaire allouent seize points, tandis qu'ils n'en allouent plus que six aux « orphelins et fils de veuves dont les parents n'appartenaient pas, au moment de leur décès, à un personnel de la Marine ». Les enfants des divers agents du personnel administratif, technique et ouvrier des arsenaux, en activité ou en retraite, ainsi que les enfants des ouvriers auxiliaires ayant au moins trois ans de service, reçoivent douze points ; les « fils d'agents appartenant aux autres personnels civils ou militaires de la Marine » en reçoivent six.

Ce tableau des majorations actuellement accordées, et conforme dans ses grandes lignes aux désirs exprimés par les ouvriers, montre bien la volonté très nette de faciliter à leurs enfants l'accès des arsenaux. L'étude comparative des majorations antérieurement concédées nous permet d'ajouter que cette tendance se manifeste non seulement par l'augmentation du nombre de points accordés aux fils des agents du personnel, mais aussi par la diminution du nombre de ceux que de précédents décrets avaient alloués, par exemple, aux orphelins et fils de veuves dont les parents n'avaient pas été au service de la Marine. Et si l'on peut regretter ce que ce mouvement a d'un peu égoïste, il faut y voir cependant l'effet de tendances plus générales qui caractérisent le mouvement ouvrier de notre temps. Ces ten-

dances, dont la réalisation est souvent assez délicate à observer dans l'industrie libre, deviennent ici plus frappantes du fait qu'elles reçoivent leur traduction dans des textes réglementaires.

Nul parmi ceux qui ont vu de près les ouvriers n'ignore, en effet, leur conviction croissante que le travail de leur profession est leur chose à eux dont ils défendent, parfois même par des moyens très contestables, la possession contre les atteintes d'hommes d'autres professions ou même d'autres régions. Il semble aux travailleurs que dans la répartition historique des moyens de vie, ceux qui leur sont échus et qui ne sont point toujours ceux qu'ils auraient choisis, doivent leur rester réservés ; ils affirment ainsi l'existence d'un *privilège corporatif* qui leur permet, à l'exclusion de tous autres, de vivre d'un métier, et dont ils veulent étendre à leurs enfants la nécessaire et bienfaisante protection. Et cette conception, à la naissance de laquelle le sentiment de la famille professionnelle et de l'accoutumance traditionnelle ne sont pas étrangers, doit nécessairement s'accroître encore dans le milieu spécial des arsenaux. Dans des villes comme Brest, par exemple, — et c'est le cas de la plupart des ports de guerre — il n'existe pas de marché de travail un peu large : la main-d'œuvre ne peut trouver qu'un seul débouché : l'arsenal. « Quant à l'industrie, écrivait naguère M. Coudurier ¹, on peut dire qu'elle n'existe

1. Coudurier, *Une ville sous le régime collectiviste*, Paris, Plon, 1908, ch. 1^{er}, p. 2.

guère qu'à l'état embryonnaire et se réduit au strict minimum : on aurait grand'peine à découvrir une demi-douzaine d'usines tant à Brest que dans ses environs. La seule industrie, la seule usine vers laquelle tous les regards se tournent, toutes les mains se tendent, toutes les sollicitations s'empressent : c'est l'arsenal. » Si l'on veut bien remarquer qu'il s'agit d'une ville où la population ouvrière est abondante et où des campagnes très peuplées viennent encore accumuler d'autres candidats au travail, l'on saisit dans quelles conditions se pose le problème. Les ouvriers, pour qui la solution du retour à la terre, difficile en fait, est comme inexistante, n'ont plus que le choix entre l'entrée à l'arsenal ou l'émigration.

De cette situation, nous donnent une preuve caractéristique les offres de travail que, par la voie des affiches et celle des journaux, des industriels de toute la France adressent fréquemment aux ouvriers de ces régions. Mais l'effroi instinctif, très habituellement justifié par l'exploitation dont sont victimes ceux qui se sont laissé tenter, qu'inspire aux ouvriers le fait de s'expatrier, leur attachement à un genre d'occupation auquel ils ont été longuement habitués, la puissance des souvenirs et des traditions, la certitude aussi d'un travail stable, pratiquement soustrait à tout risque de chômage, tout les porte vers les chantiers de l'Etat : pour eux, la place qu'ils revendiquent, tous et chacun, celle à laquelle paraît leur créer un titre *ce droit au travail* qui est un des dogmes vigoureux et confus de

l'action ouvrière, cette place est à l'intérieur de l'arsenal. Ils font sur elle un effort d'appropriation ; elle est pour eux ce qu'est son champ pour le paysan, et ils prétendent la transmettre à leurs enfants comme un bien héréditaire.

Cette qualité de fils d'ouvriers n'est pas le seul motif de préférence qui intervienne dans l'établissement des listes d'admission : les candidats-apprentis sont encore avantagés lorsqu'ils ont des frères et des sœurs plus jeunes qu'eux. Sous le régime du décret du 21 juin 1900, un point supplémentaire était accordé par frère ou sœur. L'inquiétude croissante inspirée à tous les bons citoyens par la crise chaque jour plus grave, et bientôt tragique, que traverse notre pays, a fait adopter en faveur des membres des familles nombreuses le système suivant : il n'est plus accordé de point supplémentaire pour un frère ou une sœur, mais il en est accordé un par frère ou sœur lorsqu'il y en a deux, deux lorsqu'il y en a trois, trois lorsqu'il y en a quatre, quatre lorsqu'il y en a cinq ou davantage. Encore qu'il serait puéril de chercher dans une pareille mesure un moyen de lutter contre le péril néo-malthusien, on ne peut qu'en approuver l'esprit.

Enfin, « il est accordé quatre points de majoration par tête de frère ou sœur invalide sans condition d'âge, et les majorations pour frères et sœurs valides et invalides se cumulent ».

La liste une fois établie par ordre décroissant des points, les apprentis sont admis, l'un après l'autre, au

fur et à mesure des besoins, sous la seule réserve que les candidats « dont les parents ont été tués au service de la Marine ou sont morts des suites de maladies contractées au service de la Marine » seront reçus avant tous les autres. Afin de ne laisser place à aucun soupçon de faveur, la liste d'admissibilité est, depuis 1909, affichée dans l'arsenal. De plus, « une liste mentionnant le détail des points obtenus par chacun (des candidats) est mise à la disposition des intéressés pendant un délai de huit jours, compté de la date de l'affichage de la première liste. » (Circ. 5 juillet 1912-IV.)

Depuis la loi du 30 mars 1900 sur la durée du travail, l'apprentissage se prolonge jusqu'à 18 ans¹. A ce moment, les apprentis qui, à la suite d'un essai accompli devant une commission, sont jugés avoir fait preuve de capacités professionnelles suffisantes, peuvent être nommés aides-ouvriers ; ceux dont l'essai est insuffisant sont ajournés à un an et congédiés au cas de nouvel échec.

A côté des aides-ouvriers provenant des apprentis, le décret de 1912 permet d'admettre au même titre des élèves de certaines écoles professionnelles et de cer-

1. Le commentaire officiel de l'article 4 du décret du 21 juin 1900 explique ainsi la prolongation du temps d'apprentissage : « On doit se rappeler, en effet, que, conformément aux lois en vigueur, les jeunes gens de 17 à 18 ans ne peuvent être employés sans restriction au même service que les hommes faits. Il importe donc de les maintenir autant que possible jusqu'à 18 ans dans la catégorie spéciale des *aides-ouvriers*, créés à cet effet » (Règl., p. 37). La loi de 1900 a eu ainsi, dans les arsenaux, la conséquence assez inattendue de prolonger le temps de formation des apprentis.

taines écoles pratiques d'industrie. Ces élèves doivent être âgés de 18 ans au moins et de 19 ans au plus, être munis du diplôme de sortie de ces écoles, n'avoir aucune condamnation inscrite à leur casier et subir avec succès un essai professionnel.

« A condition qu'ils se présentent dans un délai de trois mois au plus après leur libération » (art. 9), et qu'ils soient acceptés par le médecin, les anciens aides-ouvriers qui viennent d'accomplir leur service militaire sont réadmis dans les arsenaux comme ouvriers¹. En même temps qu'eux sont promus à ce grade les aides-ouvriers qui, au moment de l'appel sous les drapeaux, ont été reconnus impropres au service ou qui ont été réformés au cours de leur service et que la Marine, après examen médical, a néanmoins conservés ou réadmis comme aides-ouvriers.

A quelques très rares exceptions près ², la Marine recrute ainsi ses ouvriers parmi des jeunes hommes qu'elle a déjà employés, et que, pour la plupart, elle a elle-même formés. Cette formation est d'ailleurs excellente et, au point de vue technique, les éléments qui proviennent de l'apprentissage constituent un personnel qui n'a rien à envier à celui des chantiers privés. La

1. « Toutefois, les aides-ouvriers... qui ont encouru sous les drapeaux une condamnation pour propagande antimilitariste ou autres actes d'antimilitarisme ne peuvent, en aucun cas, être réadmis. » Pour les actes de rébellion, de refus d'obéissance et d'indiscipline, ayant donné lieu à condamnation ou à punition, le préfet maritime ou le chef de service apprécie. (Art. 8, § 5, et 9, § 2, du décret de 1912.)

2. Voir décret du 12 mai 1912, articles 3, § 2 et 3, et article 6; § 5.

Marine ne se hâte pas d'utiliser comme demi-ouvriers les jeunes gens qui lui sont confiés, et elle s'assure, par de multiples épreuves, de la réalité de leur instruction professionnelle. Elle serait à cet égard un patron modèle si elle se préoccupait dans une égale mesure de l'instruction générale de ses apprentis. Les « cours élémentaires » qui fonctionnaient naguère dans toutes les Directions des Constructions Navales et qui furent conservés jusqu'en 1907 à Lorient et à Indret ont rendu à ce point de vue de signalés services. Aujourd'hui encore, dans toutes les directions d'artillerie, ils offrent aux jeunes apprentis l'enseignement fort utile des mathématiques, du français et du dessin. En réorganisant ces cours pour lesquels il possède dans ses arsenaux tous les éléments nécessaires en locaux et en professeurs, l'Etat rendrait le meilleur des services aux nombreux apprentis qu'il emploie — aux Constructions Navales, à Brest, par exemple, ils sont de 4 à 500 — et répondrait à un des vœux les plus souvent exprimés par le personnel. Il servirait en même temps ses propres intérêts en élevant le niveau intellectuel général de ses ouvriers et en permettant un recrutement meilleur de ses Ecoles de Maistrance.

C'est, en effet, parmi ses ouvriers auxquels elle donne dans ces écoles un enseignement spécial que la Marine prend ses contremaîtres et ses chefs contremaîtres appelés aujourd'hui « agents techniques ¹ de

1. Les textes qui régissent actuellement la situation des agents

travaux et d'études des directions de travaux ». Chacun des cinq grands ports militaires possède une Ecole technique élémentaire appelée naguère Ecole de maintenance ; le port de Brest possède, en outre, une Ecole technique supérieure.

Ces Ecoles se recrutent au concours parmi les ouvriers immatriculés ou auxiliaires des arsenaux et parmi les hommes des Equipages de la flotte et du corps militaire des armuriers. Les candidats doivent être présentés par leurs chefs de service qui ont à « apprécier leur manière de servir » et ne peuvent se présenter plus de trois fois à l'examen d'admission. Les examens de sortie des Ecoles techniques élémentaires servent d'examen d'entrée à l'Ecole supérieure. Les candidats qui ne font pas partie de la promotion sortante des Ecoles techniques élémentaires prennent part à ces examens avec les élèves de cette promotion et sont classés concurremment avec eux.

Outre certains avancements en classe, c'est-à-dire en solde, dont ils bénéficient dès leur sortie de l'école et qui varient avec les moyennes de notes qui leur furent attribuées, les élèves sont, après un stage de pratique, déclarés admissibles à la fonction d'agent technique de 3^e classe. Leurs noms viennent alors s'ajouter aux

techniques — situation dont l'étude sort de notre matière — sont les décrets du 20 juillet et du 6 août 1910, B. O. Faisons remarquer cependant que, par une singulière bizarrerie d'organisation, ce personnel technique, purement civil à la base, devient militaire dans les degrés supérieurs de la hiérarchie : les agents techniques de 3^e, de 2^e et de 1^{re} classe sont des agents civils ; les agents principaux et les agents techniques sont officiers.

deux listes d'admissibilité : sur la première de ces listes figurent tous les élèves de l'Ecole supérieure ayant obtenu le brevet de capacité, — moyenne 14, minimum de 10 ; — sur la seconde, ceux qui n'ont obtenu que le certificat d'études, — moyenne 13, minimum de 8 —, et les élèves de l'Ecole élémentaire qui ont obtenu le certificat d'études de cette Ecole. Les nominations sont faites en prenant alternativement un nom sur la première liste et deux noms sur la seconde. A défaut de tout candidat des deux catégories précédentes, il est fait appel aux élèves des Ecoles d'Arts et Métiers ou des Ecoles professionnelles qui ne sont admis qu'après concours.

Les agents techniques qui, à la différence des ouvriers, jouissent, non d'un salaire quotidien, mais d'une solde annuelle, et spécialement ceux d'entre eux qui sortent de l'Ecole supérieure, constituent dans les arsenaux des cadres excellents. Les offres fréquentes par lesquelles les chantiers privés tentent de s'en attacher quelques-uns à titre de contremaîtres en sont une excellente preuve. Aux meilleurs d'entre eux, le décret du 23 mai 1900 et celui du 18 mai 1911 permettent l'accession à l'ingéniorat du Génie maritime et à l'ingéniorat d'Artillerie navale. Il faut ajouter cependant que très peu d'entre eux en profitent, et que, aux risques d'une carrière médiocre dans le corps des Ingénieurs, ils préfèrent habituellement les chances d'avancement rapide dans celui des agents techniques. D'autres et plus délicates considérations les incitent parfois à cette

prudence. Peut-être, au demeurant, convient-il de les en féliciter.

Nous en avons fini avec l'étude du recrutement des ouvriers.

D'abord amenés de force dans l'enceinte des ports, puis levés comme des inscrits, enfin recrutés de leur plein gré, nous avons vu que les ouvriers trouvent au moins au service de la Marine l'avantage de la stabilité. Entrés jeunes apprentis sur les chantiers de l'Etat, ils en sortent à l'âge de la retraite, et se voient le plus souvent remplacés par leurs fils qui trouvent en quelque sorte dans le patrimoine paternel la sécurité de leur avenir, avenir médiocre pour la plupart, nous le verrons, mais sûr cependant, et que quelques-uns peuvent espérer plus brillant.

Ce sont là des avantages qui suffisent à assurer aux arsenaux un recrutement facile.

DEUXIÈME PARTIE

LE SALAIRE DES OUVRIERS DES ARSENAUX

CHAPITRE PREMIER

HISTOIRE DE L'ÉVOLUTION DU SALAIRE DE 1793 A 1912.

Abordons maintenant l'étude du salaire des ouvriers des arsenaux en examinant à travers les règlements qui se sont succédé pendant plus d'un siècle l'évolution qui l'a amené à son taux actuel.

Le décret du 25 janvier 1793 — au delà duquel les recherches sont malaisées et très incertaines — pose deux règles qui doivent être retenues :

« Les salaires des chefs d'ateliers, maîtres-entretenus, contre-maîtres, aides, ouvriers et autres employés attachés aux travaux des arsenaux de la Marine, seront réglés uniformément dans les ports de Brest, Toulon, Rochefort et l'Orient, et généralement dans tous ceux où l'on travaillera pour la Marine de l'Etat » (t. III, art. 4).

« Les salaires seront les mêmes indistinctement à grade correspondant pour tous les genres de métiers

auxquels on travaille dans les ports et arsenaux de la Marine de la République » (t. III, art. 5).

La rémunération des travailleurs des arsenaux est donc indépendante à la fois des conditions de cherté de vie dans le port où ils sont occupés et du genre de services qu'ils rendent à la Marine. Ainsi s'affirme dès l'abord, en ce qui concerne la réglementation des salaires, la prédominance de l'esprit administratif.

Le décret fixait la rémunération du personnel manuel dans le tableau suivant :

CONTREMAITRES ouvriers	AIDES CONTRE- MAITRES	OUVRIERS	COMPAGNONS ouvriers	APPRENTIS ouvriers	GARÇONS ouvriers
45 à 55 sous	42 sous	30 à 40 sous	20 à 29 sous	12 à 19 sous	6 à 11 sous

Ce tarif fut bientôt modifié par un arrêté du Directoire du 17 ventôse an V (7 mars 1797), dont voici l'article 1^{er}.

Art. 1^{er}. — A compter du 1^{er} germinal prochain, la paye des ouvriers de toute profession sera déterminée ainsi qu'il suit :

Apprentis.	6 à 12 sous par jour	
Ouvriers.	18 à 20	—
Aides-contremaîtres.	30 à 32	—
Contremaîtres.	34 à 40	—
Journaliers.	20 à 24	—

D'après l'article 2, « les différentes payes » devaient être « distribuées de manière que la totalité de la dépense ne puisse excéder, dans chaque port, une

moyenne proportionnelle de 20 sous par homme ».

Les salaires prévus à ce nouveau tarif étaient donc ceux de 1793 réduits à peu près de moitié.

Cette diminution de solde, unique dans l'histoire des arsenaux, n'était d'ailleurs qu'apparente. Aux termes de l'article 2 d'un décret du 23 août 1792, en effet, « le paiement des ouvriers » était « fait chaque mois, moitié en espèces, moitié en assignats... » Or, on le sait, la valeur de ces derniers était devenue, en 1796, tout à fait illusoire — l'assignat de cent livres valant six sols — et, au moment où l'émission en fut supprimée, le Directoire consolidait en réalité, au profit des ouvriers, la rémunération effective qui leur était allouée sous le régime antérieur. Ce tarif fut maintenu jusqu'en 1803.

A ce moment, l'arrêté du 7 ventôse an XI (26 février 1803) fixait ainsi qu'il suit la paye des ouvriers.

Contremaîtres.	{	1 ^{re} cl. : 2,30
		2 ^e — 2,00
Aides-contremaîtres.	{	1 ^{re} cl. : 1,80
		2 ^e — 1,70
Ouvriers.	{	1 ^{re} cl. : 1,50 à 1,60
		2 ^e — 1,35 à 1,45
		3 ^e — 1,15 à 1,30
		4 ^e — 1,00 à 1,10
Apprentis.		0,30 à 0,80
Journaliers.		1,00 à 1,00

La répartition du personnel dans ces différentes catégories devait donner « une moyenne proportionnelle, 1 fr. 40 par homme » (art. 6).

La situation matérielle des ouvriers était donc très sensiblement améliorée.

Trente-six années durant, de 1803 à 1839, ces chiffres furent maintenus ¹.

Cependant — et nous en trouvons l'aveu dans le rapport même adressé au roi sur le projet d'ordonnance de 1839 — « de fréquentes et justes réclamations ont depuis longtemps appelé l'attention de l'Administration sur la nécessité de reviser et de modifier l'arrêté du 7 ventôse an XI... »

Mais une douloureuse expérience nous a appris l'inefficacité de pareilles revendications lorsqu'elles sont formulées au nom d'une masse misérable qui n'a pas encore trouvé son expression nécessaire dans une puissante organisation. Or, à ce moment, la seule concurrence régissait le monde industriel et aucune pression syndicale ne venait en diriger ou en corriger l'action. L'histoire peut bien nous témoigner aujourd'hui des épouvantables conséquences d'un pareil régime, nous pouvons bien nous élever contre ce « système homicide ² » ; il n'en est pas moins certain que patrons et ouvriers se trouvaient, pour employer les termes du Code pénal, « contraints par une force à laquelle ils n'ont pu résister ».

1. Les soldats-ouvriers créés par le décret du 15 janvier 1808 recevaient une solde particulière fixée par l'article 22 de ce décret et divisée en deux parties : une solde militaire perçue pendant toute la durée du service, et une solde de travail perçue seulement pour les journées effectivement employées aux travaux des arsenaux.

2. Montalembert, *Discours sur le travail des enfants dans les manufactures*. Chambre des Pairs, 4 mars 1840.

Il n'en était pas de même, sans doute, pour les arsenaux, et la Marine ne pouvait invoquer le bénéfice de « l'état de contrainte ». La menace de la ruine ne lui interdisait pas toute pitié et, de sa part, un geste de justice aurait à peine accru les crédits inscrits au budget.

Pour comprendre son attitude, il suffit cependant de ne pas perdre de vue que des pratiques, étendues à tout un milieu social et enracinées par un long usage, participent ainsi en quelque sorte aux qualités de permanence et de généralité, attributs des lois naturelles, et finissent par donner naissance à une philosophie et à une doctrine ¹ : les hommes de cette époque admettaient, comme un dogme certain, la suprématie absolue de la loi de l'offre et de la demande. De cette foi sincère, prise par les membres de nos administrations au contact des nécessités imposées à autrui, une circulaire du Directeur général des tabacs, en juillet 1870, nous a conservé la formule typique : « La loi de l'offre et de la demande ne doit jamais être mécon nue, et, à tous les degrés de la hiérarchie, nous devons nous placer identiquement au même point de vue que si nous étions des industriels exploitant pour leur propre compte ². »

Cette doctrine, singulière dans son expression extrême et dont les pratiques paraissent véritablement

1. Les théories néo-malthusiennes nous sont, aujourd'hui même, de ce fait un bien frappant exemple.

2. Cité par Mannhein, *De la condition des ouvriers des manufactures de l'Etat*, p. 110 à 113.

odieuses lorsqu'elles n'ont plus l'excuse de la contrainte, n'eût pas rencontré un pareil succès si elle n'avait été en parfait accord avec les intérêts de l'Etat.

Les arsenaux ne manquaient pas d'ouvriers ; ils n'étaient pas dans la nécessité d'élever les salaires ; ils ne songeaient donc point à améliorer, au détriment des finances publiques, le sort de leur personnel. Et cette résistance aurait pu être poussée très loin. Si, en effet, la loi de l'offre et de la demande ne s'imposait pas aux arsenaux pour les obliger à maintenir les salaires à leur taux le plus bas, elle ne s'imposait pas davantage lorsqu'elle tendait à faire hausser les salaires. Dans ce cas, la concurrence ne jouait pas pleinement, parce que l'Inscription maritime assurait à la Marine une très grande partie de la main-d'œuvre qui lui était nécessaire : nous nous trouvons ainsi en présence d'une action analogue à celle de « l'armée de réserve du capital » dont parle Marx, avec cette différence cependant que le rôle des chômeurs est rempli ici par une institution administrative qui organise la concurrence des ouvriers entre eux et la rend à chaque instant plus actuelle et plus visible.

Le ministre pourra bien constater que « le taux des salaires... n'est plus en rapport avec ce que le commerce alloue aux hommes des mêmes professions ». Il pourra bien ajouter que « l'infériorité de la solde des ouvriers maritimes employés à la journée est devenue l'objet de plaintes trop fondées pour être

repoussées ou même ajournées ». Ce sont là des paroles généreuses auxquelles les réformes ne correspondront pas.

Voici, en effet, les tarifs de salaire fixés par l'ordonnance du 3 mai 1839 (art. 5).

Contremaîtres.	{ 1 ^{re} cl. : 2,80 et 3,00
	{ 2 ^e — 2,40 et 2,60
Aides-contremaîtres.	2,00 et 2,20
	{ 1 ^{re} cl. : 2,70 et 1,00
	{ 2 ^e — 1,50 et 1,60
Ouvriers.	{ 3 ^e — 1,30 et 1,40
	{ 4 ^e — 1,10 et 1,20
Apprentis	0,30 et 0,40
Journaliers.	1,00 à 1,40
	(de 10 en 10 cent.).

La comparaison de ces chiffres avec ceux de l'arrêté de ventôse an XI montre que seuls les aides-contremaîtres et les contremaîtres — ceux-ci surtout — voient leur situation améliorée. Les ouvriers, au contraire, ne bénéficient que d'une hausse insignifiante : leur minimum est relevé de 10 centimes, leur maximum de 20 centimes, et l'article 14 de l'ordonnance précise que « la paye moyenne des contremaîtres, aides-contremaîtres, ouvriers, apprentis et journaliers pris ensemble ne pourra excéder... 1 fr. 50 par jour ».

Le progrès réalisé en 1839 se ramène à une hausse générale de 10 centimes sur la moyenne maxima de salaire fixée en 1803.

Mais, nous l'avons vu, la Marine a besoin à cette époque de catégories nouvelles d'ouvriers dont l'industrie du fer et de la machine à vapeur rend la pré-

sence nécessaire dans ses arsenaux. L'Inscription maritime ne lui est ici d'aucune utilité. Et, en conséquence, à l'heure même où elle n'améliorait presque pas la situation générale des ouvriers, l'ordonnance s'inspirant, non plus de la pure générosité, mais des strictes exigences de la concurrence industrielle, dérogeait à la seconde des règles posées en 1793 — « unité de salaire à grade égal dans toute profession » — : elle créait une situation particulière aux ouvriers qu'elle ne pouvait se procurer de force.

« Il pourra être accordé, dit l'article 7, à un petit nombre d'ouvriers distingués par leur habileté dans des professions qui tiennent soit à la mécanique, soit aux arts du dessin, soit au travail spécial des métaux, des suppléments qui porteront leur paye au delà du maximum établi par l'article 5 ci-dessus, sans que ladite paye puisse, en aucun cas, excéder, tout compris, 3 francs par jour. »

L'allocation de ces suppléments était sans doute subordonnée à de nombreuses formalités ; elle était soumise à une décision spéciale du ministre : elle se présentait avec toutes les apparences d'une mesure exceptionnelle. C'est cependant cette innovation qui constituait l'essentiel de l'ordonnance, et c'est par elle que, pour la première fois, se faisait sentir dans les arsenaux l'action de la concurrence dont l'effet était provisoirement limité aux ouvriers du fer.

L'ordonnance du 17 février 1841 « portant augmentation du salaire des ouvriers-mécaniciens employés

dans les arsenaux de la Marine » vint bientôt accuser la tendance que les circonstances imposaient. Ce texte est totalement étranger à l'ensemble des ouvriers ; il ne modifie le règlement de 1839 qu'en « ce qui touche les ouvriers de toutes les classes affectés aux travaux relatifs à la construction et aux réparations des machines à vapeur » (art. 1^{er}). Mais pour cette partie du personnel, le texte nouveau est capital.

L'ordonnance de 1839 n'attribuait les suppléments institués par elle qu'à « un petit nombre d'ouvriers » ; celle de 1841 en généralise l'attribution ; elle l'étend même aux apprentis dont il faut assurer le recrutement ; et, dans son article 2, elle marque bien son intention de faire œuvre stable en fixant par classe d'ouvriers le taux des allocations à accorder :

- 20 c. pour les apprentis ayant au moins 2 ans d'apprentissage ;
- 40 c. pour les ouvriers de 4^e classe ;
- 50 c. pour les ouvriers de 3^e classe ;
- 60 c. pour les ouvriers de 2^e classe ;
- 70 c. à 1 fr. 20 pour les ouvriers de 1^{re} classe.

Ces suppléments, ainsi fixés dans leur taux, seront alloués désormais sans que le ministre ait à intervenir : leur usage, naguère exceptionnel, est devenu régulier et normal.

Mais si les mesures adoptées devaient permettre à la Marine de recruter, dans son ensemble, le personnel nouveau dont elle avait besoin, elles ne suffisaient point pourtant à lui assurer la collaboration de certains sujets d'élite, mieux traités par l'industrie. A ces « ou-

vriers d'une capacité exceptionnelle » — dont il fixe le nombre maximum au cinquième des ouvriers visés par l'ordonnance — l'article 3 permet au ministre d'accorder « des primes de 1 à 2 francs qui porteront jusqu'à 5 francs le maximum de leur paye. »

Le même article 3 résumait ainsi la situation faite à l'ensemble du personnel auquel l'ordonnance accordait des suppléments et des primes : « La répartition des suppléments et des primes sera réglée de manière que, en les ajoutant à la solde réglementaire, la journée moyenne des contremaitres, ouvriers, journaliers et apprentis de toute classe formant le personnel des ouvriers qui concourent à la fabrication des machines à vapeur n'excède pas 2 fr. 60. »

Ainsi donc, jusqu'en 1839, malgré la diversité d'origine du personnel, une rémunération uniforme était attribuée, à grade correspondant, à tous les ouvriers. L'ordonnance de 1839 avait déjà timidement accordé un salaire exceptionnel de 3 francs à quelques hommes « des professions qui tiennent soit à la mécanique, soit aux arts du dessin, soit au travail spécial des métaux ». L'ordonnance nouvelle alloue à tout le personnel introduit dans les arsenaux par le travail du fer et celui de la machine à vapeur un salaire maximum moyen particulier de 2 fr. 60, et, à quelques individus, un haut salaire de 5 francs. L'ensemble du personnel occupé par la Marine, au contraire, reste soumis à l'ordonnance de 1839, et reçoit un salaire maximum moyen de 1 fr. 50.

Il y a désormais dans les arsenaux deux catégories de personnel très différemment traitées : l'une, la plus importante par le nombre, fournie aux arsenaux par l'Inscription maritime, est maintenue à un salaire inférieur, tandis que l'autre, celle des ouvriers du fer, doit à la concurrence industrielle la situation plus avantageuse qui lui est faite.

Cette situation particulière ne fut pas modifiée par l'ordonnance du 7 décembre 1846. L'allocation du salaire exceptionnel de 5 francs, maintenu ainsi que la moyenne particulière de 2 fr. 60, fut seulement subordonnée à l'exécution d'un essai devant une commission d'examen.

L'ensemble du personnel bénéficia, au contraire, d'une augmentation de solde qui était de 40 à 50 centimes pour les contremaîtres, de 30 centimes pour les aides-contremaîtres, et de 20 centimes pour les ouvriers. Leur répartition entre les différentes catégories ne devait pas porter le salaire maximum moyen des ouvriers au delà de 1 fr. 70.

Mais la hausse générale de 20 centimes ainsi réalisée sur les tarifs de 1839 était sans doute insuffisante en regard des nécessités que le ministre signalait dans son rapport au roi ¹.

« Depuis cette époque (1839), l'industrie a pris en France un nouveau développement, dont la classe ouvrière du pays a profité ; et l'Administration de la

1. Rapport sur le projet d'ordonnance de 1846.

Marine a dû songer à faire participer à ce bien-être les ouvriers de ses arsenaux, non seulement par des considérations d'équité à l'égard des ouvriers inscrits, mais aussi parce qu'en maintenant, pour les ouvriers non classés, l'état de choses existant, elle serait exposée à en être privée ou réduite à n'avoir que des hommes faibles ou inhabiles. »

Aussi le rapport continuait-il : « En présence de cette situation si digne d'intérêt à ce double point de vue », en présence surtout de la contrainte née de la concurrence industrielle, dirons-nous, l'ordonnance donne au ministre « la faculté d'accorder aux ouvriers, en sus de leur solde, des primes temporaires, soit pour tenir compte d'un renchérissement momentané dans le prix des objets nécessaires à la vie, soit pour rendre le recrutement plus facile dans certaines circonstances exceptionnelles ».

A des difficultés que l'on croyait momentanées, on pensait obvier par des mesures de circonstance : les primes temporaires avaient, aux termes de l'article 23 de l'ordonnance, un caractère exceptionnel, et leur suppression ultérieure était prévue. C'était déjà à une mesure de circonstance que l'on avait voulu recourir en 1839 en dérogeant au premier principe posé par le décret de 1793, et en instituant au profit de quelques ouvriers un salaire exceptionnel. L'ordonnance de 1846, par un procédé de même nature, rendait possible la dérogation au principe de la rémunération uniforme dans tous les ports, également posé en 1793.

La pression de la concurrence faisait plier la résistance des principes.

Les améliorations auxquelles consentait l'ordonnance ne paraissent pas avoir eu pour résultat « de mettre les bases de la rémunération de la main-d'œuvre » dans les arsenaux « en rapport convenable avec les besoins de la population ouvrière ¹ ».

En effet, au lendemain de la révolution de 1848, dans une circulaire adressée, le 20 mai, aux préfets maritimes, le « citoyen vice-amiral Casy, ministre de la Marine », s'exprimait ainsi : « Les salaires des ouvriers employés dans les arsenaux maritimes ne sont plus en proportion avec le prix actuel des denrées et la juste rémunération du travail exécuté : il était réservé au gouvernement de la République de réaliser les améliorations de toute nature réclamées depuis longtemps, et je regarde comme un de mes premiers devoirs en arrivant au ministère de la marine, de provoquer cet acte de justice... »

Le 22 septembre 1848, le général Cavaignac signait dans ce but le projet d'arrêté qui lui était présenté par le successeur de l'amiral.

Les bases de salaires adoptées en 1846 étaient conservées : seuls les apprentis et les journaliers voyaient s'élever de 10 centimes leur maximum de rétribution (art. 10). L'augmentation recherchée était obtenue en étendant aux ouvriers de toutes les professions « distingués par leur zèle et leur habileté des suppléments de

1. Rapport sur le projet d'ordonnance de 1846.

solde de 10 centimes à 1 franc » (art. 13), dont l'emploi devait élever jusqu'à 2 fr. 10 la moyenne de salaire fixe qui restait toujours de 1 fr. 70 (art. 17).

Ce moyen, remarquait le ministre dans son rapport au général, « permettra de récompenser d'une manière directe et sûre les bons ouvriers, de frapper ceux qui mettraient de la négligence à s'acquitter de leurs devoirs, et enfin d'effacer entre les ouvriers des diverses professions une distinction que rien ne peut plus justifier, aujourd'hui que l'industrie des machines à vapeur est naturalisée en France ».

Le gouvernement de 48 revenait ainsi à la règle traditionnelle — « solde égale à grade égal dans tous les métiers » — et cette égalisation des salaires était de sa part un geste spontané de générosité dont bénéficiaient même les ouvriers des professions inscrites.

Cette unification voulue ne fut pas complète cependant : en vertu d'une décision spéciale du ministre, il restait possible d'allouer « à quelques ouvriers d'une habileté hors ligne » appartenant aux « professions qui se rattachent au travail des métaux ou aux arts du dessin » des primes maxima de 2 francs dont « l'usage très modéré » devait procurer à ces hommes la « paye extraordinaire » de 5 francs (art. 16). Malgré leur désir, les gouvernants de 48, eux aussi, étaient forcés de tenir compte de la concurrence : il leur fallait retenir dans les arsenaux, par un salaire exceptionnel, des ouvriers que l'industrie eût pu leur enlever ¹.

1. Il semble même que la Marine ait cru nécessaire de se préoc-

Un fait cependant reste acquis dont l'intérêt est évident : le salaire de l'ensemble des ouvriers a été élevé au niveau de celui des ouvriers du fer : ceux-ci donc par leur présence ont permis à la concurrence d'exercer son effet dans le milieu clos des arsenaux ; c'est à eux que la collectivité ouvrière est redevable de l'amélioration obtenue.

En même temps qu'il enregistrait ce résultat, l'arrêté de 1848 créait, au profit du personnel manuel, une institution singulièrement hardie, qui a été reprise depuis peu, et qui met en relief l'effort loyal de compréhensive justice dont cette époque a légué à des générations moins idéalistes l'utile enseignement. Pour éviter les abus possibles et les récriminations ouvrières probables, « un jury, présidé par le maître de l'atelier, et composé d'un contre-maître, d'un aide-contre-maître et de trois ouvriers délégués par les autres ouvriers, dressera l'état nominatif des ouvriers qu'il jugera avoir droit à un supplément, et proposera le chiffre de supplément afférent à chacun d'eux » (art. 13). C'est sur la vue de ces propositions, transmises par la voie hiérarchique, que les conseils d'administration du port sont appelés à statuer.

Une telle institution ne pouvait survivre au gouvernement libéral qui en avait pris l'initiative.

cuper à d'autres égards encore de la concurrence de l'industrie : à côté des indemnités temporaires (pour cherté de vivres) et « pour frais de vacations pendant des missions spéciales », l'article 20 de l'arrêté prévoyait que le ministre pourrait accorder « des indemnités temporaires... pour attirer, dans des cas particuliers, des ouvriers de certaines professions ».

S'il faut en croire le rapport qui présente le décret de 1855, « l'arrêté du 22 septembre 1848... est empreint des caractères de la violente crise de cette époque. Il renferme plusieurs dispositions qui ne sauraient être conservées, parce qu'elles sont contraires à la discipline, à la hiérarchie et au principe de l'autorité, si énergiquement restauré par vos mains ». Ainsi s'exprimait, avec un rare bonheur d'expressions, le ministre de la Marine.

Et il continuait : « Sous l'influence de l'ordre et de la sécurité que votre pouvoir a rendus à la France, la fortune publique s'est développée, le bien-être de tous s'est amélioré ; la plupart des objets de consommation ont subi, au grand profit du producteur et de l'industrie, une certaine élévation de prix. La journée moyenne des ouvriers, telle qu'elle a été fixée en 1848, n'est plus aujourd'hui en harmonie avec les nécessités d'un temps meilleur. » Pour remédier à cette situation, le décret qui maintenait la distinction entre la solde matriculaire et le supplément, élevait leur moyenne maximum à 1 fr. 75 et 55 centimes, ce qui fixait à 2 fr. 30 au lieu de 2 fr. 10 en 1848, le maximum de la rémunération moyenne des ouvriers. Il améliorait en même temps d'une façon spéciale la solde des contre-mâîtres et créait une catégorie de chefs-journaliers, afin « d'ouvrir un avancement nécessaire aux hommes sans professions spéciales ».

A tous autres égards, les dispositions de 1848 étaient respectées, notamment en ce qui concernait « la pos-

sibilité pour certains sujets de l'industrie privée d'une capacité hors ligne ou d'une aptitude professionnelle spéciale, d'être admis dans les arsenaux à une solde qui se rapproche de celle que leur offrent les ateliers particuliers ».

Un décret du 22 décembre 1855-15 mars 1856 modifia sur quelques points les règles posées. Il plaça dans un même groupe contremaîtres et aides-contremaîtres, leur accorda une moyenne commune de rétribution et améliora sensiblement leur sort : ainsi commence à s'accroître la distinction de traitement entre surveillants et ouvriers. Ces derniers cependant, ainsi que les journaliers, recevaient une augmentation de solde fixe égale à 5 centimes.

Bientôt d'ailleurs, la rémunération accordée aux ouvriers sans spécialité devenait à nouveau trop faible pour en assurer le recrutement. « J'ai eu occasion de remarquer, écrivait l'amiral Hamelin dans son rapport à l'empereur du 12 septembre 1859, que la plupart des ports éprouvent de grandes difficultés à se procurer les journaliers nécessaires aux besoins du service. » Et l'explication du phénomène était toute simple : « Cet éloignement des travailleurs pour nos arsenaux est dû à l'infériorité de la solde qui peut leur être allouée... comparativement à celle qu'ils obtiennent sur les chantiers du commerce. »

La concurrence de l'industrie signalée par le ministre ne se faisait guère sentir à ce moment que pour les ouvriers sans profession : ceux des professions ma-

ritimes, en effet, restaient soumis à la levée ; et, par ce moyen, la Marine était sûre d'en avoir toujours à sa disposition un nombre suffisant ; ceux des professions se rattachant au travail des métaux ou aux arts du dessin pouvaient être attirés, le cas échéant, par des primes exceptionnelles. Aucun procédé équivalent n'existait, au contraire, qui permit d'assurer le recrutement des manœuvres dont le salaire moyen, supplément compris, s'élevait, au maximum, à 1 fr. 80.

Or, ces hommes devenaient chaque jour plus utilisables pour l'industrie ; la machine prenait le premier rôle ; il suffisait de manœuvres pour la servir. A la même époque, le réseau des chemins de fer s'étendait : tandis que, en 1856, se constituaient les six grandes compagnies, que, de 1851 à 1870, près de 12.000 kilomètres de voies ferrées — sur 15.000 — étaient construits, la main-d'œuvre devenait plus mobile et allait chercher au loin une rétribution plus élevée que dans les arsenaux.

Dans sa circulaire aux ports en date du 12 octobre 1859, le ministre constate l'effet des circonstances économiques : « Le développement général de l'industrie et l'établissement des chemins de fer aboutissant à la plupart de nos établissements maritimes » ont « ouvert de nouveaux débouchés aux travailleurs ». Il ne cache pas que telle est la raison qui oblige à « accroître les allocations qui peuvent être accordées à ces agents », allocations que le décret du 14 septembre (art. 1^{er}) fixe dans un tableau que nous repro-

duisons ci-après en le rapprochant de ceux de 1855 et de 1856.

		Solde matriculaire		Supplément	
		individuelle	moy. max.	ind. max.	moy. max.
1855	Chefs journaliers { 1 ^{re} cl.	2,20	1,50	0,30	0,25
	2 ^e cl.	2,00			
	Journaliers.	1,20 à 1,70			
1856	Chefs journaliers { 1 ^{re} cl.	2,20	1,55	0,30	0,25
	2 ^e cl.	2,00			
	Journaliers.	1,20 à 1,75			
1857	Chefs journaliers { 1 ^{re} cl.	2,20	1,60	0,60	0,50
	2 ^e cl.	2,00			
	Journaliers.	1,20 à 1,80			

Le maximum de solde fixe ne peut cependant être cumulé avec le maximum de supplément, et l'article 2 limite à 2 fr. 60 pour les chefs journaliers et à 2 fr. 10 pour les simples journaliers le chiffre extrême de leur rémunération totale.

Cette règle s'explique par le désir d'empêcher les vieux ouvriers « suffisamment récompensés par une haute paye qui sert à régler leur retraite » d'absorber les crédits affectés aux suppléments, et de permettre, par l'emploi judicieux de ceux-ci, d'attirer vers les arsenaux des hommes jeunes et vigoureux.

Les nouveaux tarifs devaient, d'ailleurs, n'être considérés que « comme des maxima au-dessous desquels il convenait de se tenir » et qui n'avaient été fixés si haut qu'afin de « pouvoir convenir aux localités maritimes dans lesquelles la main-d'œuvre est la plus chère ».

Au lendemain de la loi de juin 1864 qui supprima l'Inscription maritime des ouvriers, le décret du 18 janvier 1867 réorganisa les arsenaux.

Mais on voulut, sans attendre la réglementation nouvelle, accomplir une réforme de détail particulièrement urgente : le décret des 20 octobre-11 novembre 1864 prescrivit que le paiement des salaires aurait lieu désormais par quinzaine.

Jusqu'à ce moment, les ouvriers étaient payés tous les mois, et, comme quinze jours étaient nécessaires à la Marine pour établir les écritures avant que le paiement ne soit effectué, « six semaines s'écoulaient entre le premier jour où le salaire était gagné et celui où il était soldé ¹. »

Les inconvénients d'un pareil système avaient été fréquemment signalés au ministre, et lui-même, au cours d'une tournée dans un des ports, se rendit compte de l'obligation où étaient mis ainsi « presque tous les ouvriers d'avoir recours au crédit pour vivre et faire subsister leurs familles, c'est-à-dire à payer tout plus cher. En effet, dit-il encore, j'ai pu m'assurer auprès de l'autorité municipale qu'il y avait un écart fort sensible et permanent entre le prix des denrées de première nécessité payées comptant ou achetées à crédit par les ouvriers ¹ ».

L'essai tenté à Brest du paiement par quinzaine, facilité par une simplification dans les écritures, donna

1. Rapport précédant le décret du 20 octobre-11 novembre 1864.

de très heureux résultats. Le Conseil d'administration du port en rendit compte en des termes qui sont à signaler : « Quand l'ouvrier recevait le montant des salaires qu'il avait acquis, à des distances de 44 et quelquefois de 51 jours, force lui était de vivre à crédit ; et, ne pouvant jamais parvenir à éteindre sa dette, il se trouvait absolument à la merci des fournisseurs. Il en résultait qu'on lui faisait payer cher des marchandises quelquefois de mauvaise qualité qu'il lui fallait bien accepter quand même. Aujourd'hui qu'il est régulièrement payé à la fin de chaque quinzaine, et à jour fixe, l'ouvrier qui est établi, qui a de l'ordre et de l'économie, peut s'acquitter plus facilement, se passer même de crédit et devenir libre d'acheter où bon lui semble les objets nécessaires à son existence et à celle de sa famille, les obtenir à meilleur compte et de meilleure qualité. »

Cette réforme, que la loi du 9 décembre 1909 ne devait réaliser dans l'industrie qu'un demi-siècle plus tard, fut donc adoptée. C'était réellement une augmentation de salaire dont bénéficiaient ainsi les ouvriers, non certes qu'il faille tenir compte des intérêts des sommes dues, mais parce que le nouveau mode de paiement supprimait, en partie au moins, l'effroyable usure si répandue aujourd'hui encore dans les ports de guerre.

Le décret de 1867 améliora plus directement la situation des ouvriers.

Tous cependant ne furent pas traités de la même

façon : le salaire des apprentis ne fut pas modifié, et celui des journaliers ne subit qu'une très légère augmentation. Le rapport qui précède le décret en donne la raison : « Le recrutement des apprentis et des journaliers étant facile, dans de bonnes conditions, avec les soldes matriculaires actuelles et des suppléments minimes, il n'a point été apporté d'augmentation à ces soldes. »

Rappelons, d'ailleurs, que depuis 1855 la rémunération des ouvriers sans profession spéciale avait été élevée à plusieurs reprises, et qu'elle avait été portée au taux nécessaire pour écarter l'effet de la concurrence.

Au contraire, le salaire des ouvriers proprement dits et des contremaîtres, fixé en 1855, était, en 1867, notoirement insuffisant. « Dès l'année 1860, la situation du personnel était devenue difficile et ne répondait pas à celle qu'il pouvait trouver dans les industries placées près des ports ¹. » Aussi l'empereur avait-il déjà dû, par une décision spéciale, autoriser le ministre à dépasser les chiffres du tarif lorsqu'il en reconnaîtrait la nécessité.

Mais de tels moyens de fortune ne pouvaient être employés indéfiniment et d'autres mesures s'imposaient :

« ... Aujourd'hui que toutes les choses nécessaires à la vie ont enchéri, que les industries, en se dévelop-

1. Rapport à l'Empereur sur le projet du décret du 18 janvier 1867.

pant, ont offert des rémunérations plus favorables au travail, il importe, tout à la fois, par équité envers les ouvriers, liés à la marine impériale par la durée de leurs services antérieurs, et en même temps pour assurer dans de bonnes conditions le recrutement de ce personnel, de mettre le salaire des ouvriers de la Marine dans un rapport plus rationnel avec celui payé par l'industrie aux hommes de professions identiques¹. » C'est vers ce but que tendait le tarif nouveau.

Le salaire restait divisé en deux parties : la solde matriculaire, c'est-à-dire « la paye représentative du grade ou de la classe » et la solde supplémentaire, destinée à récompenser le zèle des ouvriers, et aussi — surtout peut-être — « à permettre un bon recrutement, en raison de la valeur des salaires à l'industrie dans la localité, en tenant compte des divers avantages d'un autre genre que présente, pour les ouvriers, le service dans les arsenaux de l'Etat ».

Ce souci du recrutement à assurer devenait d'autant plus pressant qu'aucun ouvrier maritime n'était plus soumis à l'Inscription. Les considérations qui avaient amené naguère à un taux supérieur la rémunération des ouvriers du fer et de la machine à vapeur prenaient donc une valeur identique pour tout l'ensemble du personnel. En conséquence, on revenait en partie à la formule de 1793, les salaires redevenaient

1. Rapport à l'Empereur sur le projet du décret du 18 janvier 1867.

les mêmes « indistinctement, à grade correspondant pour tous les genres de métiers ».

Les soldes matriculaires en vigueur, « toutes et partout insuffisantes pour les ouvriers comme pour les contremaîtres », étaient, en fait, uniformément augmentées d'une fraction de supplément : le décret prenait le total pour en faire la nouvelle solde fixe. De plus, le taux maximum des suppléments était relevé, et, dans la limite de ce maximum, leur emploi, au lieu d'être réglé d'après une moyenne uniforme, était fixé chaque année par le ministre qui tenait compte de l'état du marché de travail. Enfin, la répartition des ouvriers dans les différentes catégories et les différentes classes était faite avec le désir évident d'obtenir une hausse des salaires.

Le tableau ci-contre contenu dans l'article 17 du décret indique les chiffres nouveaux.

Ce tableau nous permet d'établir d'une façon précise le salaire fixe moyen qui est, pour les ouvriers seuls, de 2 fr. 25 et de 2 fr. 35 pour l'ensemble des ouvriers et des contremaîtres. En ajoutant à cette dernière somme la moyenne du supplément individuel maximum, nous fixons à 3 fr. 72 la rétribution la plus forte qui puisse être accordée au personnel ouvrier proprement dit. D'autre part, la même estimation nous fait évaluer à 2 fr. 37 le salaire maximum des journaliers.

Ces chiffres représentent les chiffres extrêmes qui puissent être appliqués au personnel, puisqu'ils ont été obtenus en supposant que, dans chaque catégorie,

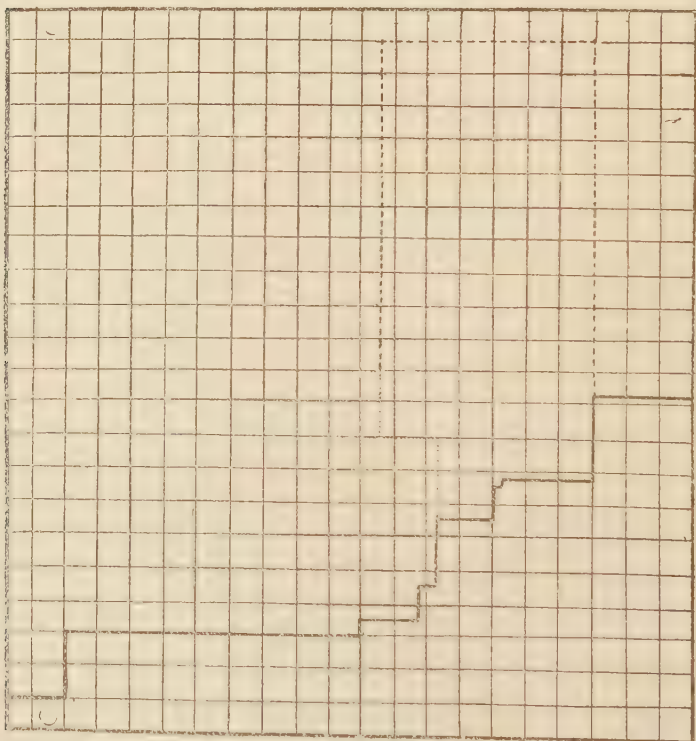
DÉSIGNATION DES CATÉGORIES	MAXIMUM normal du cadre de chaque classe	SOLDE matriculaire individuelle par journée de travail	MAXIMUM du supplément individuel facultatif, par journée de travail
1 ^{re} catégorie			
Chefs contremaîtres.	1 %	4,00	1,50
Contremaîtres. . {	1 ^{re} classe.	2 %	
	2 ^e —	3 %	
2 ^e catégorie			
Chefs ouvriers.	6 %	3,00	2,00
3 ^e catégorie			
Ouvriers. {	1 ^{re} classe.	35 %	2,50
	2 ^e —	30 %	2,20
	3 ^e —	11,5 %	1,90
	4 ^e —	11,5 %	1,60
Total	100		
4 ^e catégorie			
Apprentis à. {		1,00	0,30
		0,80	
		0,60	
		0,40	
5 ^e catégorie			
Chefs journaliers. {	1 ^{re} classe.	2 %	2,20
	2 ^e —	3 %	2,00
Journaliers. {		1,80	0,70
		1,70	
	95 %	1,60	
Total	100	1,50	

le ministre ait accordé aux ouvriers le maximum du supplément prévu au tarif. Si l'on admet que, dans la répartition de ces suppléments, le ministre ait respecté sensiblement le rapport précédemment établi entre le taux du supplément individuel maximum et celui du supplément moyen maximum, nous obtenons, pour les ouvriers et les journaliers, des soldes de

2 fr. 85 et 2 fr. 25. La moyenne maxima de 2 fr. 85 est quelque peu inférieure à la réalité, si l'on considère que les soldes exceptionnelles de 5 francs, admises par les textes précédents pour certains ouvriers hors ligne, sont remplacées désormais par une allocation plus large des suppléments individuels.

L'approximation reste néanmoins suffisante pour permettre la comparaison avec les tarifs antérieurs.

Le graphique suivant met en un relief saisissant l'évolution du salaire des ouvriers des arsenaux de 1797 à 1867¹.



1. Les données qui nous ont servi à établir ce tableau ne sont pas absolument homogènes. Depuis 1855, en effet, le salaire des journa-

Il montre depuis 1839 la rapide élévation de la rémunération ouvrière. Il met en évidence le jeu de la concurrence qui, grâce au travail du fer et de la machine à vapeur, pénètre dans les arsenaux, s'exerce d'abord sur la situation des métallurgistes et des mécaniciens, leur fait accorder une rémunération spéciale ; puis, par l'effet de cette rémunération qui agit comme un aimant sur le salaire des autres ouvriers, entraîne définitivement vers la hausse, lorsqu'est brisé l'obstacle de droit qui empêche son action, le salaire de tout le personnel.

A ce moment s'achève une des périodes les plus intéressantes de l'évolution du salaire : la concurrence, bienfaisante hier pour une notable fraction des ouvriers des arsenaux, cesse de leur être favorable, et nous n'allons assister pendant de longues années qu'à des modifications de tarif insignifiantes.

Le décret de 1867 (art. 20) avait autorisé la Marine à allouer à ses ouvriers des indemnités temporaires au cas où les salaires seraient manifestement inadéquats aux besoins de la vie dans un port déterminé. Le personnel des arsenaux de Toulon et de Cherbourg bénéficiait depuis longtemps de ces « indemnités de cherté de vivres » qui étaient pour eux « un supplé-

liers a été réglé d'après une moyenne spéciale, tandis qu'avant cette date il était compris, avec celui des contremaîtres et des ouvriers proprement dits, dans un chiffre unique. Même sous le bénéfice de cette observation, la courbe obtenue nous paraît encore assez curieuse à examiner.

ment de solde répondant à un besoin réel », lorsque, en 1873, l'Administration estima que l'on ne pouvait « se dispenser d'étendre ces avantages aux ports de Brest, Lorient et Rochefort, et aux établissements de la Marine hors des ports où le prix des denrées alimentaires est sensiblement le même qu'à Cherbourg et à Toulon ». C'était le retour à la règle posée en 1793 : « Les salaires seront réglés uniformément » dans tous les ports.

Un nouveau tarif de salaire fut donc promulgué où « l'indemnité de cherté de vivres » fut absorbée dans une hausse générale des suppléments de solde. Cette hausse était de 20 centimes pour l'ensemble du personnel (apprentis exceptés), et s'élevait à 30 et 40 centimes pour les deux dernières classes du personnel ouvrier dont la répartition était par ailleurs modifiée de façon à augmenter le cadre de la 3^e classe en diminuant la 4^e, et à provoquer ainsi une élévation particulière de la rétribution des plus mal payés d'entre les ouvriers.

Le décret de 1879 réalisa une nouvelle hausse générale qui fut de 20 centimes pour l'ensemble du personnel, et s'éleva jusqu'à 40 et 60 centimes pour certains chefs journaliers et chefs ouvriers. Surtout, ce décret séparait définitivement du personnel ouvrier proprement dit les contremaîtres et chefs contremaîtres qui bénéficiaient d'une forte augmentation de solde et constituèrent désormais dans les arsenaux des cadres fixes de surveillants.

Les avantages accordés à ce dernier personnel

furent augmentés encore par le décret suivant du 11 août 1883, et cette différence de traitement aboutit finalement à un décret du 15 janvier 1900 qui réunit « les chefs contremaîtres et les contremaîtres... aux maîtres et maîtres principaux des arsenaux dans un corps distinct, celui des surveillants techniques, dont les soldes et les pensions de retraites ont été notablement augmentées, en même temps que leur situation sociale était relevée » (Règl., p. 2).

La grande modification que le décret de 1883 fit subir à la rémunération du personnel fut la réunion en un salaire total de la solde matriculaire et du supplément entre lesquels se répartissait la rétribution des ouvriers depuis 1848 : dans chaque grade et dans chaque classe, l'existence d'un minimum et d'un maximum remplaçait le système des suppléments, et gardait au salaire une certaine souplesse proclamée nécessaire pour permettre à l'autorité de récompenser « la capacité, la conduite et le zèle » des ouvriers ou de punir « sa négligence, son inconduite ou ses fautes contre la discipline ».

En apparence, et à consulter seulement les taux de main-d'œuvre dans les arsenaux, aucune augmentation de salaire n'aurait été réalisée de 1879 à 1895, si ce n'est une très légère élévation de solde dont, en 1883, bénéficièrent les chefs ouvriers. Une telle affirmation serait cependant inexacte : d'une part, le décret de 1883 n'indiquait plus de répartition fixe du personnel entre les diverses classes et les divers grades : la

moyenne de solde et la répartition du personnel était déterminée chaque année. Le système nouveau fut précisé dans le décret du 13 janvier 1892 (art. 15) : « A la date du 1^{er} octobre de chaque année, la situation des moyennes de solde, par catégorie du personnel ouvrier, dans les ports et établissements, est dressée par les chefs de service. Cette situation est transmise, à la date du 30 octobre au plus tard, au ministre qui fixe, pour chaque direction et service, le chiffre auquel la moyenne des soldes, par catégorie du personnel, peut être portée au 1^{er} janvier de l'année suivante. » D'autre part, l'utilisation prévue par le décret d'ouvriers embauchés seulement pour « l'exécution de travaux urgents » permettait d'employer moins d'ouvriers imatriculés et de répartir ainsi entre un nombre d'hommes plus restreints les crédits alloués par le budget.

Il n'en restait pas moins que les salaires de 1 fr. 80 et de 2 francs accordés à des ouvriers adultes et non pas à des apprentis étaient des minima véritablement trop faibles. Les ouvriers, chez qui s'annonçait déjà l'effervescence qui devait aboutir à la formation des syndicats des ports, commençaient à manifester leur mécontentement. Aussi, « pour répondre au désir du Parlement, exprimé pendant la discussion du budget », une circulaire ministérielle du 25 avril 1895 (*B. O.* 1-629) décida que la solde des ouvriers et journaliers ne devait plus désormais être fixée au-dessous de 2 fr. 20. Deux ans plus tard, le budget de 1897 permettait d'élever également le salaire maximum des chefs journa-

liers et des journaliers qui, de 3 fr. 50 et de 2 fr. 90, fut porté à 3 fr. 90 et à 3 fr. 30 (décret du 13 avril 1897, *B. O.* 4-511).

Nous entrons vers cette époque dans une nouvelle période. C'est entre 1892 et 1895 que Brest, puis Cherbourg, organisent des comités ouvriers ; en 1898, que le Comité de Toulon prend le nom de syndicat ; en 1898 aussi que le ministre de la Marine reçoit les premiers délégués de ce premier syndicat. Ils venaient lui porter les doléances du personnel, lui répéter cette constatation lamentable que, depuis 1839, nous avons rencontrée si souvent sous la plume des ministres de la Marine : « Le taux des salaires... n'est plus en rapport avec ce que le commerce alloue aux hommes des mêmes professions » (1839). « Les salaires des ouvriers... ne sont plus en proportion avec le prix actuel des denrées et la juste rémunération du travail exécuté » (1848). « La journée moyenne des ouvriers n'est plus... en harmonie avec les nécessités d'un temps meilleur » (1855). Ils rappelèrent au ministre que leur salaire minimum était de 2 fr. 20, que leur salaire moyen, de 2 fr. 80 à 3 francs, ne permettait pas de vivre ; ils lui exposèrent la misère des ouvriers. Ils répétèrent à la commission du budget leurs navrantes déclarations. Ils obtinrent gain de cause, et, en 1900 enfin, un décret du 2 octobre établissait un nouveau tarif qui augmentait le salaire de toutes les fractions du personnel permanent.

Les chefs ouvriers, précédemment payés de 4 fr. 20

à 5 fr. 40, recevaient désormais de 4 fr. 20 à 5 fr. 70. Les ouvriers permanents payés de 2 fr. 20 à 4 fr. 70 recevaient de 2 fr. 50 à 5 francs. Les chefs journaliers étaient payés de 2 fr. 50 à 3 fr. 90 ; ils recevaient sous la dénomination de chefs ouvriers de deuxième catégorie, de 3 fr. 20 à 4 fr. 70. Les journaliers permanents étaient payés de 2 fr. 30 à 3 fr. 30 ; ils recevaient, sous la dénomination d'ouvriers permanents de troisième catégorie, de 2 fr. 50 à 4 francs. Enfin, avec l'autorisation du ministre, les chefs ouvriers pouvaient recevoir désormais un haut salaire de 6 francs au lieu de 5 fr. 80, et les ouvriers permanents de 5 fr. 50 au lieu de 5 fr. 40.

Seuls, les apprentis et les ouvriers temporaires ne bénéficiaient d'aucune augmentation. Le rapport par lequel le décret était présenté au Président de la République s'en expliquait en rappelant que « les apprentis sont des enfants élevés par la Marine et à ses frais », et en faisant remarquer que les temporaires, devenus des stagiaires, avaient l'assurance d'être « tous admis dans le groupe des permanents, dans un délai qui ne pourra dépasser quatre ans et qui pourra être réduit, suivant leurs mérites, jusqu'à dix-huit mois ». Et il concluait : « C'est une satisfaction suffisante pour qu'ils n'aient point à s'étonner que l'on se soit d'abord préoccupé d'améliorer le sort des ouvriers plus âgés, dont les obligations de famille sont d'ordinaire très lourdes et qui ont, par suite, plus de charges et plus de besoins ».

L'augmentation de salaire accordée en 1900 était évidemment considérable, elle restait néanmoins insuffisante et, dès leur premier congrès, en novembre 1900, les ouvriers des arsenaux attirèrent l'attention du ministre sur la situation difficile qui était la leur. De cette situation, le ministre lui-même portait témoignage lorsqu'il écrivait dans le rapport qui précède le décret du 12 avril 1902 : « Sur près de 30.000 ouvriers que la Marine occupe actuellement dans ses arsenaux, plus de 7.000 n'atteignent pas le salaire de 3 francs, et, sur ce nombre, il en est 3.000 environ qui appartiennent au groupe des permanents, c'est-à-dire qui sont depuis un certain nombre d'années déjà au service de l'Etat et qui ont, pour la plupart, de trente à quarante ans. » Et il insistait sur cet état de choses véritablement inadmissible en faisant remarquer que grâce aux réformes réalisées par le décret, « on ne serait plus exposé à trouver, comme autrefois, dans nos arsenaux, des ouvriers ne parvenant pas, après quinze ou vingt ans de service, à dépasser un salaire de 2 fr. 60 ou 2 fr. 70 ».

Le décret de 1902, en effet, accordait à tout le personnel permanent le salaire minimum de 3 francs. Il supprimait, pour arriver à ce résultat, la 4^e classe des ouvriers de spécialités et la 2^e classe des manœuvres dont la rétribution était de 2 fr. 50 à 2 fr. 90. En même temps, et sans modifier leur salaire maximum, il portait à 2 fr. 50 la solde minima des stagiaires. Le vote par le Parlement d'un relèvement de 375.000 francs

des crédits-salaire du budget de la Marine avait permis cette amélioration du sort du personnel. En stipulant que « l'effectif maximum des ouvriers de chaque service, dans chaque port ou établissement, sera fixé annuellement par le ministre », le décret empêchait que « par des augmentations ultérieures d'effectifs, on ne se retrouve au bout de peu de temps, malgré les sacrifices qui venaient d'être imposés au Trésor, dans une situation analogue à celle que l'on avait voulu corriger ».

Dans le même temps que les décrets du 2 octobre 1900 et du 12 avril 1902 augmentaient ainsi les salaires des ouvriers de la Marine, la réglementation générale du 21 juin 1900, en exécution de laquelle avait été publié le tarif du 2 octobre, modifiait profondément l'organisation des salaires et leur mode d'allocation.

Mettant fin à la distribution du salaire entre une solde matriculaire fixe et des suppléments variables, qui avait été imaginée en 1848, le décret de 1892 avait institué une solde unique par grade et par classe. Mais il s'était « borné à fixer pour chacune des catégories qu'il établissait un salaire minimum et un salaire maximum entre lesquels l'Administration était entièrement libre de se mouvoir ».

Or, entre ces maxima et ces minima, il existait des écarts considérables et la seule décision du chef de service pouvait ainsi refuser ou accorder aux ouvriers de très sérieux avantages de salaire. Aussi, « alors

même que celui-ci apportait dans l'accomplissement de son devoir la plus ferme volonté de ne se laisser guider que par la justice », le personnel était-il naturellement disposé « à ne voir qu'arbitraire dans la conduite du chef ». Son pouvoir sans règle et sans contrôle avait pour résultat inévitable que « chacun des ouvriers se croie autorisé à se plaindre du traitement qui lui était fait et que chaque avancement donne lieu à des récriminations aussi funestes à l'autorité des chefs de service qu'à la bonne exécution du travail ¹ ».

La réglementation de 1900 tendait à remédier à cet état de choses. Le salaire de chaque classe comprenait désormais une somme fixe quotidienne à laquelle s'ajoutaient des « primes à l'ancienneté ou à la capacité » qui amélioraient progressivement la solde des ouvriers et procuraient leur avancement en classe. Le taux de ces primes était uniformément de 10 centimes, mais « les ouvriers particulièrement laborieux et habiles » pouvaient obtenir, au titre de la capacité, plusieurs primes en une seule fois. Les primes à l'ancienneté devaient être accordées, de quatre ans en quatre ans, à tous les ouvriers sans exception : pour l'attribution de ces primes, les ouvriers de chaque catégorie étaient partagés en quatre groupes appelés chacun à tour de rôle à bénéficier de l'avancement annuel.

Cette allocation, à intervalles fixes, des primes à l'an-

1. Rapport précédant le projet de décret du 21 juin 1900.

cienneté était destiné à régulariser la progression du salaire pour chaque ouvrier. Les primes à la capacité devaient récompenser le mérite et le travail. Mais, et c'est là l'innovation capitale du décret de 1900, l'attribution de ces primes n'était pas abandonnée à la discrétion des chefs de service : ceux-ci ne pouvaient statuer que « sur la proposition de *Commissions d'avancement* » dans lesquelles, à côté de trois membres représentant à des titres divers l'autorité et « désignés à tour de rôle dans chaque direction intéressée », les ouvriers étaient eux-mêmes représentés par deux chefs ouvriers tirés au sort dans chaque atelier.

Les pouvoirs des chefs de service se trouvaient ainsi nettement limités : il leur restait seulement le droit de récompenser par des avancements extraordinaires « les faits de sauvetage ou de services spéciaux ». Encore ne le pouvaient-ils qu'avec l'autorisation du ministre.

La grande réforme de la réglementation de 1900 fut cependant fort mal accueillie par le personnel. Les Commissions participèrent de la défaveur où les ouvriers tiennent volontiers tout avancement à la capacité : un ordre du jour du 6^e congrès des Travailleurs réunis de la Marine de l'Etat (juin 1905) affirma que les primes à la capacité « ne sont attribuées qu'aux protégés..., protesta contre l'introduction dans l'avancement préparé de ces primes et réprouva toute imixtion des Commissions d'avancement dans la répartition d'une partie de l'avancement de juillet ».

En 1906, lors de leur 7^e congrès, les ouvriers réédi-

tèrent d'analogues protestations. Cependant, comme les Commissions subsistaient dans le projet nouveau de réglementation, ils demandèrent que l'élément ouvrier y soit représenté autrement que par des chefs ouvriers. Ils émirent même le vœu, pour les Commissions d'avancement, comme pour les Commissions d'essais, que les délégués ouvriers soient désignés par le syndicat : nous avons vu que le ministre ne crut pas pouvoir accéder à ce désir. Mais les Commissions comprirent désormais, à côté des deux chefs ouvriers désignés au sort, deux ouvriers ou chefs ouvriers élus au scrutin secret par le personnel.

Ainsi composées, les Commissions comprenaient trois membres appartenant aux cadres techniques des arsenaux et quatre membres du personnel ouvrier, dont deux élus par les ouvriers. Cette organisation était de la part du ministre un acte de confiance, dont les ouvriers auraient pu sans doute tirer un plus réel profit : il faut constater, hélas ! qu'aux premières élections, ils n'eurent guère le souci d'envoyer aux Commissions d'avancement des hommes capables de défendre leurs intérêts et leurs droits ; et si depuis, malgré la propagande abstentionniste des libertaires, ils participèrent au vote avec plus de sagesse, il ne semble pas cependant qu'ils l'aient fait avec un enthousiasme très grand ; et cela est surprenant dans un milieu où, de tous les devoirs, le devoir électoral est le plus volontiers accompli. Deux considérations tendent à expliquer cette attitude : d'une part, les ouvriers

ne trouvent pas toujours dans leurs délégués des représentants assez diligents ; d'autre part, ils pensent que, représentés seulement, en réalité, par les membres élus par eux, ils n'ont pas dans les Commissions d'avancement une représentation suffisante.

Depuis cette époque, une Commission parlementaire a jugé nécessaire que « par la revision du décret du 13 juin 1907, l'autorité des chefs dans les arsenaux fût relevée par l'augmentation de leurs pouvoirs de récompense et de punition ». Le décret du 12 mai 1912 s'est inspiré de cet avis en supprimant deux sur quatre des représentants ouvriers. Il a conservé les deux membres élus avec lesquels siègent actuellement dans chaque commission un agent technique désigné au sort parmi ceux de l'atelier ou du groupement, le chef d'atelier ou de chantier, l'ingénieur ou l'officier chargé de l'atelier ou du chantier, président.

Cette composition nouvelle fait sans doute « une part suffisante à l'autorité responsable dont le droit de récompense est la prérogative la plus précieuse et la plus essentielle ». Il nous reste à souhaiter, si l'on veut que cette réglementation produise des résultats satisfaisants, que les ingénieurs prennent plus habituellement contact avec leur personnel ; qu'ainsi mieux avertis, ils puissent corriger dans le sens de la justice les erreurs de leurs subordonnés et user utilement de leur pouvoir de récompense.

Il ne nous semble pas certain cependant que la dimi-

nution apportée à l'influence des ouvriers ¹ dans la répartition des avancements soit de nature ni à rendre cette répartition plus juste, ni à stimuler le zèle du personnel. Celui-ci verra, non sans raison, dans les dispositions nouvelles une défiance injurieuse à son égard, et il pensera, avec quelque vraisemblance, que personne n'est plus que lui-même capable de juger du travail fourni par chaque ouvrier. Les suspicions vis-à-vis des chefs n'en seront pas diminuées, et les erreurs que commettront les commissions nouvelles — comme les anciennes — apparaîtront plus facilement comme produites par la faveur.

En refusant sa confiance aux ouvriers et en revenant sur des réformes déjà accomplies — qui pouvaient en promettre d'autres plus profondes, — la Marine est entrée dans une voie néfaste.

Dans la crise grave qui se déroule sous nos yeux et qui transformera sans doute le monde industriel, les solutions qui font confiance aux ouvriers sont les plus prudentes et les meilleures. C'est donc vers d'autres procédés que la Marine devra s'orienter, si elle veut obtenir de son personnel tout le travail et aussi toute la confiance dont elle a besoin pour l'œuvre difficile de la défense nationale. Nous essayerons ailleurs d'indiquer ces solutions.

1. En réalité, l'influence des ouvriers dans les Commissions n'était pas bien considérable : si parfois, en effet, des ouvriers très intelligents avaient le courage de tenir tête à l'ingénieur et aux agents techniques, la plupart du temps, les chefs donnaient l'avancement à qui leur plaisait.

Les commissions d'avancement avaient été créées en 1900 avec mission de distribuer aux ouvriers les primes à la capacité. Le décret de 1907 substituait à ces primes des majorations annuelles d'ancienneté de trois à douze mois, « le mois étant l'unité de compte ».

L'ancien système n'était pas, en effet, sans de sérieux inconvénients. Les membres des commissions changeant pour la plupart à chaque réunion, il pouvait arriver qu'« un ouvrier qui, une année, avait été sur le point d'avoir une prime à la capacité, n'était nullement certain de l'avoir l'année suivante ; et, à chaque nouvelle commission, les candidats se trouvaient en présence d'un inconnu redoutable sans que leur titre, déjà reconnu précédemment, puisse leur servir en quoi que ce soit ¹ ». Les majorations d'ancienneté paraient à cet inconvénient. En effet, l'opinion émise par les commissions n'aboutissait plus, sous le régime du décret de 1907, à l'allocation aux ouvriers d'une ou de plusieurs primes de 10 centimes ; elle avait pour seul résultat d'augmenter fictivement l'ancienneté de l'ouvrier dans son grade, jusqu'à ce que l'ancienneté réelle et les majorations d'ancienneté aboutissent à un avancement de classe. Ainsi que le faisait remarquer le ministre, c'était désormais « la totalisation des opinions émises par plusieurs commissions successives qui créait cet avancement ». Il ajoutait que « comme la plupart des membres de ces commissions changeaient

1. Rapport sur le projet de décret du 13 juin 1907.

tous les ans, les craintes de favoritisme étaient par là même écartées ». On peut penser, en tout cas, que ce système était de nature à ne laisser à la faveur qu'un rôle assez restreint.

Le système du décret de 1907 a été perfectionné par le décret de 1912. Les commissions attribuent maintenant à chaque candidat à l'avancement deux notes exprimées en chiffres de 0 à 20 et portant l'une sur la valeur professionnelle, l'autre sur le zèle et la conduite. A la moyenne de ces deux notes est ajouté un point par trimestre d'ancienneté dans la classe. La somme totale ainsi obtenue est majorée, s'il y a lieu, des points exceptionnels que, dans certains cas spéciaux¹, le ministre ou le chef de service peuvent allouer aux ouvriers. Une liste d'avancement est alors établie par classe du personnel. « A égalité de points, le classement est déterminé par l'ancienneté totale de services comptant pour la retraite ; et, à égalité de services, d'après l'âge des intéressés. » Une fois approuvées par les directeurs, « les listes de classement portant indication du nombre total des points obtenus par les candidats sont affichées dans les chantiers ou ateliers ».

L'avancement en classe se fait d'après l'ordre de ces listes. Il correspond actuellement, et depuis le décret du 13 juin 1907, c'est-à-dire depuis la suppression des primes qui s'ajoutaient au salaire fixe sous le régime de 1900, à une augmentation de salaire toujours égale à 50 centimes.

1. V. décret du 12 mai 1912, art. 12.

La réglementation de 1907 a posé, en effet, comme règle (art. 5) que « tout le personnel d'une même classe touche un salaire uniforme, payé à la journée et exclusif de toute augmentation permanente ».

Le salaire est déterminé ainsi qu'il suit :

Groupe A. — Ouvriers de spécialités.

1 ^o Chefs ouvriers.	{	1 ^{re} classe.	6,00
		2 ^e —	5,50
		3 ^e —	5,00
2 ^o Ouvriers.	{	1 ^{re} classe.	5,50
		2 ^e —	5,00
		3 ^e —	4,50
		4 ^e —	4,00
		5 ^e —	3,50

Groupe B. — Ouvriers manœuvres.

1 ^o Chefs ouvriers.	{	1 ^{re} classe.	5,00
		2 ^e —	4,50
		3 ^e —	4,00
2 ^o Ouvriers.	{	1 ^{re} classe.	4,50
		2 ^e —	4,00
		3 ^e —	3,50
		4 ^e —	3,00

Groupe C. — Aides-ouvriers.

1 ^{re} classe.	3,00
2 ^e —	2,50

Groupe D. — Apprentis.

1 ^{re} classe.	1,50
2 ^e —	1,00
3 ^e —	0,60

Depuis 1902, le personnel n'avait cessé de réclamer un nouveau tarif de salaire. Le Congrès de 1902 avait demandé une amélioration générale des salaires égale à 50 centimes ; celui de 1903, un minimum de salaire correspondant aux besoins de la vie ; celui de 1904, une

augmentation de 20 centimes pendant trois années consécutives. Le ministre n'ignorait ni le mécontentement des ouvriers ni leur situation vraiment très difficile.

Le décret de 1907 réalisait des progrès notables.

Le projet ministériel avait divisé les ouvriers de spécialités en six classes, les manœuvres en trois. Aux uns et aux autres, il avait accordé une rémunération minima de 3 francs.

Les ouvriers officiellement consultés sur le projet par le ministre — qui prit ainsi une initiative heureuse dont on ne saurait trop le louer — obtinrent la suppression de la 6^e classe des ouvriers de spécialités et, par conséquent, le salaire minimum de 3 fr. 50 pour les hommes de cette catégorie. Ils obtinrent également la limitation à un maximum de sept ans du séjour des ouvriers de spécialités dans chacune des deux dernières classes ; quatorze ans après leur retour du service militaire, c'est-à-dire vers l'âge de 38 ans, ces ouvriers se trouvaient donc assurés de toucher un salaire quotidien de 4 fr. 50.

Pour l'apprécier à sa juste valeur, il faut rapprocher cette augmentation certaine de 1 franc en quatorze ans, garantie à tous les ouvriers, même aux moins favorablement notés par les commissions d'avancement, de l'augmentation de 10 centimes en quatre ans qu'accordait le décret de 1900 à ceux qui ne bénéficiaient d'aucune prime à la capacité.

De leur côté, les manœuvres appartenant à la

4^e classe de leur groupe pouvaient passer au bout de trois ans à la troisième classe — c'est-à-dire atteindre une solde de 3 fr. 50, s'ils étaient l'objet d'un avis favorable des commissions d'avancement.

Enfin, la répartition des effectifs entre les divers groupes et les diverses classes devait amener le taux du salaire à une moyenne de 4 fr. 26 pour les ouvriers de spécialités, et de 3 fr. 885 pour les ouvriers manœuvres.

L'unification des salaires devait être réalisée dans un délai de quatre années.

Il n'en fut point ainsi. Et le 11 mai 1911, dans un rapport au Président de la République, le ministre écrivait : « Plus de 2.000 ouvriers sont encore au salaire minimum de 3 fr. 50, bien qu'âgés de 30 à 50 ans. »

Le décret du 12 mai 1912 vient, conformément à un vœu incessamment répété du personnel, de supprimer la cinquième classe des ouvriers de spécialités. Tout en ne conservant les manœuvres qu'à titre transitoire et jusqu'à leur remplacement total par les auxiliaires, il supprime également la 3^e et la 4^e classe des ouvriers non qualifiés.

Les hommes qui appartiennent à la 4^e classe ont passé à la 3^e classe des manœuvres au moment de la promulgation du décret. Cette 3^e classe et la 5^e classe des ouvriers de spécialités ne disparaîtront que « progressivement, d'après les crédits mis par le Parlement à la disposition du département de la Marine ». De

même, la répartition des effectifs d'après les proportions prévues pour les diverses classes ne sera réalisée que progressivement.

Ces effectifs sont calculés de façon à amener le salaire moyen des ouvriers de spécialités à 4 fr. 385, le salaire minimum et le salaire maximum étant de 4 et de 6 francs.

Peut-être serait-il téméraire d'escompter l'accomplissement dans un délai prochain des promesses contenues dans le décret.

Constatons cependant, à la fin de ce chapitre, que l'action syndicale des ouvriers n'a pas été inefficace : alors que, de 1867 à 1895, — en près de trente ans — la hausse du minimum de salaire accordée aux ouvriers (journaliers non compris) fut de 0 fr. 60, c'est en 12 ans, de 1900 à 1912, une hausse de 1 fr. 80 que nous pouvons enregistrer.

Cela ne prouve pas, hélas ! que les salaires actuels soient suffisants.

CHAPITRE II

UN PROCÉDÉ D'AUGMENTATION DU SALAIRE QUOTIDIEN : LE TRAVAIL A LA TACHE.

Pour calmer les réclamations de son personnel qui se plaint de ne pouvoir vivre avec les salaires que lui accordent les tarifs actuels, la Marine semble compter sur l'augmentation de rémunération due au travail à la tâche ou au travail des heures supplémentaires.

Il ne faut pas croire, en effet, bien que les tarifs de main-d'œuvre soient tous — ainsi que nous venons de le voir — établis à la journée, il ne faut pas croire que les arsenaux ignorent l'emploi du travail à la tâche, et que la rémunération au temps y soit employée à l'exclusion de toute autre.

Il semble même que, sous l'Ancien Régime, l'Administration n'y ait eu recours que dans les cas où il n'était pas possible de faire autrement : « L'intendant, lisons-nous dans l'ordonnance de 1689, arrêtera un état du nombre d'ouvriers qu'il sera nécessaire d'employer pour la construction des vaisseaux ; et, s'il n'y a point de prix fait, et qu'il soit obligé de les faire construire à la journée, ce qu'il évitera autant qu'il sera possible, il fixera la paye que chacun d'eux devra recevoir par jour... » (L. XII, t. I, art. 12). L'ordonnance

de 1765 (art. 387) maintient presque dans les mêmes termes la règle ainsi posée.

Il s'agissait bien là d'un travail à prix fait dans lequel la rémunération de l'ouvrier était radicalement indépendante du temps employé par lui dans la tâche à effectuer.

Le décret de 1793, au contraire, par lequel la Convention fixa les traitements des ouvriers de la Marine, ne s'occupa que du salaire à la journée. Quant au travail à la tâche, aucune disposition d'ensemble n'en réglait pour tous les ports la rémunération, et chaque service gardait sur ce point une entière initiative.

L'ordonnance de 1839 mit fin à cette situation. Elle prescrivit la revision dans le plus bref délai des tarifs de main-d'œuvre appliqués dans les différents ports afin de « faire concorder entre eux les tarifs... qui se rapportent aux ouvrages de même nature » et d'« établir, autant qu'il se pourra, l'uniformité des nomenclatures et des prix » (art. 19).

L'ordonnance prévoyait particulièrement l'emploi du « travail à la tâche par association d'ouvriers ». C'était le système qui avait déjà été prévu par l'ordonnance de 1689. Il consiste à confier à une équipe d'ouvriers l'exécution d'un travail déterminé moyennant une somme fixée d'avance et indépendante du temps employé. Le salaire obtenu par un ouvrier pour une journée de travail est dès lors indéfini : il peut dépasser le salaire quotidien normalement perçu d'une somme indéterminée, limitée seulement par la capacité de production de l'ouvrier.

L'ordonnance remédiait aux inconvénients d'un pareil système en prescrivant que « le bénéfice moyen calculé sur la durée d'une année, afin de tenir compte de la différence des saisons, n'excède pas 50 0/0 de la journée moyenne de tous les ouvriers portés sur le rôle de chaque atelier, y compris les apprentis et les journaliers » (art. 18). Cette limitation fort sage du maximum de salaire qu'il serait permis de gagner en un certain temps, ou, en d'autres termes, du travail fourni dans un certain nombre d'heures, visait à défendre les ouvriers contre leurs propres entraînements, et à empêcher que, mus par l'appât d'un gain trop augmenté, ils ne donnent une somme de travail excessive pour leurs forces et dont, par ailleurs, les résultats eussent pu être, pour l'Etat, très médiocres.

Si cette limite fixée au bénéfice permis à l'ouvrier ne fut point explicitement maintenue par les règlements de 1846 et de 1848, une garantie subsistait du moins dans l'obligation de soumettre à l'approbation du ministre tout nouveau tarif de main-d'œuvre. Il en fut ainsi jusqu'en 1892.

A ce moment, l'intervention du ministre cessa d'être nécessaire, en même temps que fut tenté un plus large emploi du travail à la tâche. « L'ouvrier, disait, en effet, l'article 18 du décret de 1892, peut être astreint, suivant les convenances du service, tantôt au travail à la tâche, tantôt au travail à la journée. » Et le ministre commentait cette règle dans son rapport au Président de la République : « Le développement que le travail à

la tâche est appelé à prendre dans les arsenaux m'a paru nécessiter l'insertion de cette disposition dans le décret. »

Ce que fut, en pratique, le travail à la tâche vers cette époque, nous le savons particulièrement grâce à la grande enquête de la Commission extraparlamentaire de la Marine (1894-1897) ¹.

Le calcul du droit à salaire des ouvriers n'était pas fait dans tous les établissements de la Marine sur des bases identiques. A Indret, à Ruelle, à Guérigny, ce fut à proprement parler le travail aux pièces qui fut adopté : chaque pièce était tarifée à une somme déterminée, et le salaire de l'ouvrier était égal au taux ainsi fixé multiplié par le nombre de pièces produites par lui. Lorsque la collaboration de plusieurs ouvriers était nécessaire et qu'il fallait tenir compte de l'inégale importance du travail fourni par chacun d'eux dans un même temps, « chacun des ouvriers qui composaient l'équipe était affecté d'une solde de position » qui n'était « pas autre chose qu'un coefficient de partage ». (Dép. du Dir. Korn de Guérigny, 22 juin 1896, t. V, p. 24.)

Le travail aux pièces ainsi défini n'est vraiment pratique qu'à la condition de s'appliquer à des objets d'un type commun invariable et dont la fabrication est suffisamment constante. Tel était précisément le cas

1. V. Commission extraparlamentaire de la Marine. — Délégations. — Procès-verbaux des séances, dépositions, comptes rendus, 5 vol. in-4°, Paris, Imprimerie nationale, 1896.

dans les établissements hors des ports et spécialement à Guérigny où, en 1896, « la généralité des ouvriers » était payée aux pièces. Mais à Ruelle déjà, ce même système ne pouvait être employé que pour une partie du personnel — la plus importante, il est vrai, — celle qui était occupée « à la fabrication des douilles, au moulage des obus, et, d'une façon plus générale, à des travaux qui se répétaient » (t. I, p. 243).

Il n'en était plus du tout de même dans les arsenaux où, au contraire, « les fabrications constantes » sont l'exception. L'emploi d'un tarif aux pièces ne pouvait s'appliquer qu'à quelques travaux d'une importance assez restreinte dont certains relevaient des directions d'artillerie et dont les autres (parmi lesquels le rivetage et le boulonnage étaient les principaux) n'occupaient qu'un personnel très peu nombreux. « Quand nous avons eu 200, 250 hommes à la tâche, ç'a été fini », déclarait aux enquêteurs de 1894 le directeur des Constructions navales de Cherbourg (t. II, p. 109).

Il fallait donc imaginer un autre système. « Alors, dit encore le directeur de Cherbourg, on a adopté le principe du travail au temps pour un travail déterminé et bien connu : on a assigné un nombre d'heures à l'homme ou à l'équipe d'hommes chargés du travail ; et même on a transformé en temps, pour les facilités de la comptabilité, tous les travaux à la pièce ; — et puis, étant donné le temps attribué à l'homme pour faire le travail, il est entendu que l'économie faite lui

sera payée à raison de 15 centimes par heure économisée, c'est-à-dire la moitié de la valeur de l'heure (nos ouvriers ayant une solde moyenne de 3 fr. 50, on peut dire que l'heure est payée 30 c.). » Telle était la méthode suivie notamment à Cherbourg et à Rochefort. Brest et Toulon employaient un système un peu différent, que le directeur des C. N. de Toulon résumait dans les termes suivants : Notre méthode « consiste à fixer aux ouvriers que l'on charge de l'exécution d'un travail à la tâche le nombre d'heures qu'ils devront y employer pour recevoir précisément leur salaire matriculaire pour ce même nombre d'heures ; s'ils y emploient un nombre d'heures inférieur, ils sont toujours payés ce même prix : leur bénéfice se chiffre donc par le nombre d'heures qu'ils sont parvenus à économiser et pendant lesquelles ils sont employés naturellement à d'autres travaux » (t. III, p. 176).

Le point de départ des deux méthodes concurremment suivies par les arsenaux de marine se trouvait être le même ; c'était l'estimation en journées — c'est-à-dire, en réalité, en salaires calculés en journées — du travail nécessaire à un ou plusieurs ouvriers pour produire un objet déterminé. La différence consistait en ceci que, dans un cas, le temps accordé et non employé était néanmoins payé, mais payé à demi-tarif seulement, tandis que dans l'autre, il s'agissait d'un prix fait payé intégralement en toute hypothèse. Le premier système, pourrait-on dire, accordait au patron-Etat une participation de moitié aux bénéfices réalisés

par l'ouvrier ; le second, au contraire, lui laissait pour seul profit, avec l'avantage de la rapidité obtenue dans le travail, l'économie résultant de ce que l'excédent de production réalisé sur la production habituelle des arsenaux ne provoquait pas une augmentation proportionnelle des frais généraux.

L'inégale importance du profit permis à l'ouvrier ne correspond à aucune différence essentielle entre les deux modes de rémunération. Dans les deux hypothèses, derrière l'estimation d'un travail en journées d'ouvriers, c'est à juste titre que les directeurs des C. N. reconnaissent l'emploi du travail à la tâche : « Nous avons transformé en tarif au temps le tarif à la pièce, dit l'un d'eux ; c'est une opération arithmétique que n'importe quel employé peut faire. » (Dép. du dir. Eynaud, de Cherbourg, t. II, p. 3.)

Il est, par contre, une autre distinction qu'il n'est point possible de négliger : c'est celle qui existe entre les deux modes de travail généralement suivis, d'une part dans les établissements hors des ports, d'autre part dans les arsenaux.

Le véritable travail aux pièces qui fonctionnait dans les premiers n'était point, sans doute, sans défaut ; mais du moins le tarif était fixé pour des séries d'objets très nombreux, assez comparables entre eux et dont la fabrication ne pouvait être réservée à un groupe particulier et restreint d'ouvriers. Dès lors, le personnel ne pouvait prétendre que la rémunération du travail était calculée ou que l'ouvrage était réparti de façon à favo-

riser tel individu ou telle équipe. L'existence de la règle générale qu'était le tarif était de nature à écarter l'arbitraire.

Les choses allaient tout différemment dans les arsenaux. Ici, c'était, non plus pour des séries, mais pour chaque travail particulier, que devait être arrêtée la rémunération : les fixations se multipliaient donc. En même temps, elles devenaient moins aisées : les travaux exécutés dans les ports étaient bien plus complexes, plus délicats à apprécier que ceux d'Indret ou de Guérigny ; de plus, leur variété était extrême, et les comparaisons à établir entre eux pour que la rémunération d'un même effort soit sensiblement identique dans des tâches différentes ne laissaient pas d'être singulièrement difficiles. De toute nécessité, ces évaluations devaient renfermer une large part d'arbitraire¹ et aboutir fatalement à de fréquentes erreurs.

Or, celles-ci étaient d'autant plus graves qu'elles ne pouvaient atteindre également tout l'ensemble du personnel : elles variaient, au contraire, avec chaque travail, et, par conséquent, avec l'équipe chargée de ce travail. De là à supposer, à tort ou à raison, que l'erreur était voulue, avantageuse ou désavantageuse à l'équipe selon les sentiments professés à son égard, il n'y avait qu'un pas — et très vite franchi. Constatons-le une fois de plus ; rien n'est plus dangereux, en matière sociale,

1. « Il y a aussi de l'arbitraire dans la détermination du temps alloué », disait le directeur Eynaud aux enquêteurs. (*Loc. cit.*, t. II, p. 110.)

que l'arbitraire, même loyalement pratiqué, et ce danger est particulièrement grand dans les arsenaux où des salaires très misérables inclinent les ouvriers à de bien naturelles méfiances.

Aussi les protestations furent-elles nombreuses de la part des ouvriers et de leurs représentants, les députés des ports, qui remplissaient presque seuls à cette époque le rôle — aujourd'hui dévolu aux délégations syndicales — d'intermédiaires entre le personnel de la Marine et le ministre.

Le 21 février 1902 enfin, après une vigoureuse intervention ¹ de M. Paul Guyesse, député de Lorient, la

4. En voici le passage essentiel : « Le système employé dans la Marine sous le nom de « travail à la tâche » est « un travail en sursalaire ». On donne à des ouvriers un certain nombre d'heures pour accomplir un travail déterminé : s'ils l'achèvent dans un temps moindre, ils ont un bénéfice ; sinon, ils ne reçoivent que la journée normale.

Or, cette distribution d'heures se fait de la façon la plus incorrecte, ce travail n'est pas régulier. Il n'y a guère de travail constant que le rivetage et le boulonnage, mais pour tous les autres travaux de taille, de montage de pièces ou de plaques, les conditions changent d'une pièce à l'autre, et il est très difficile de donner d'une façon certaine un nombre d'heures déterminé pour l'accomplissement de ce travail.

De plus, en supposant même que les tarifs soient bien étudiés — ce qui est loin d'être exact, — il arrive qu'une escouade d'ouvriers est souvent obligée d'attendre le travail d'une autre escouade pour continuer le sien et qu'il en résulte des pertes complètement indépendantes de la volonté du chef d'équipe.

J'insiste à peine sur les autres défauts du travail à la tâche qui sont, pour ainsi dire, inhérents aux conditions mêmes dans lesquelles il est distribué, c'est-à-dire le favoritisme qui préside au choix de tel ou tel groupe, de tel ou tel ouvrier qu'on fait entrer dans les équipes ; qui fait que tel ou tel surveillant accorde à un ouvrier, pour le favoriser, un nombre d'heures qu'il sait supérieur au nombre d'heures nécessaires et qui, en revanche, ne laisse qu'un nombre

Chambre votait un projet de résolution déposé au nom des députés des ports et dont voici le texte : « La Chambre invite le Gouvernement à supprimer le travail à la tâche tel qu'il fonctionne en ce moment dans les arsenaux, et à étudier un système nouveau plus favorable à la fois aux intérêts des ouvriers et à ceux de l'Etat. »

Le 24 avril, M. de Lanessan portait cette résolution à la connaissance des directeurs intéressés. Il leur prescrivait de suspendre jusqu'à nouvel ordre l'emploi du travail à la tâche et les priait de « lui faire connaître leurs vues sur la manière dont il leur paraîtrait possible de répondre au double objectif envisagé par la Chambre en faisant ressortir les conséquences que telle ou telle mesure pourrait avoir sur les délais d'exécution, le coût des travaux et les intérêts du personnel. » (Circ. min. du 24 avril 1902 ; Règl., p. 83 et 85).

Les termes mêmes de cette circulaire montrent que M. de Lanessan n'avait nullement l'intention de supprimer le travail à la tâche dans les arsenaux. L'article 18 du décret du 13 juin 1900 n'était pas effacé : « La rétribution du travail à la tâche, soit aux pièces, soit aux primes horaires » n'était que momentanément interrompue en attendant que les études entreprises

d'heures dérisoire à certains autres ouvriers pour accomplir un travail qu'on ne peut réellement pas faire dans le temps fixé.

Ces questions sont bien connues du ministre et du rapporteur du budget de la Marine, auxquels les ouvriers et leurs représentants les ont si souvent exposées ». (*J. O.*, débats parl., Chambre, p. 846.)

par l'Administration aient abouti à l'emploi d'un système plus équitable.

Ce n'était point là ce que voulaient les syndicats. Déjà, au cours de leurs trois premiers congrès (1900, 1901 et 1902), ils s'étaient prononcés contre le principe même du travail à la tâche. Ils avaient, par surcroît, demandé que les crédits rendus disponibles par sa complète suppression fussent affectés à une augmentation générale des salaires. Lors de leur 4^e congrès (25 juin-4 juillet 1903), ils revinrent encore sur cette question, et ils purent croire qu'enfin leur pressante insistance avait triomphé de toutes les objections. Deux décisions successives du 25 juillet et du 22 août 1903 ¹ ordonnaient, en effet, aux différents ports « de renoncer complètement aux travaux à la tâche aussi bien pour les réparations que pour les travaux neufs ».

Aussi les ouvriers se contentèrent-ils, l'année suivante, de signaler à M. Pelletan le fait qu'à Guérigny ils étaient contraint, encore de travailler à la tâche, et obtinrent-ils sans aucune difficulté l'assurance qu'il serait mis fin à cette situation.

Il n'en fut rien en réalité. La promesse du ministre ne fut pas tenue, et « le fonctionnement du travail à la tâche n'a jamais été interrompu aux forges de la Chaussade, à Guérigny ² ». Bien plus, au lieu d'achever

1. Ces circulaires n'ont pas paru au B. O. de la Marine. La première a été reçue au port de Brest le 29 juillet, l'autre le 24 août 1903.

2. Chautemps, Rapport au Sénat sur le budget de la Marine pour 1909. (J. O., 1909, Sénat, Annexes, p. 309.)

sa complète suppression, c'était sa reprise générale dans les arsenaux que la Marine allait bientôt préparer.

Dès la fin de 1904, M. Charles Bos, dans son rapport sur le budget de la Marine pour 1905 ¹, signalait à la Chambre -- en se défendant d'ailleurs de vouloir discuter cette mesure -- le fait que « la suppression du travail à la tâche a sensiblement diminué le rendement de la main-d'œuvre ». Au Sénat, la même critique fut reprise avec une extrême vigueur par M. Cuvinot ² qui terminait son rapport en réclamant « le rétablissement et l'extension du travail à la tâche ou à prix fait dans les limites du possible ». Ces conclusions reçurent le meilleur accueil auprès de la Haute Assemblée, et, au cours de la discussion du budget, le 12 avril 1905, le ministre, M. Thomson, dut convenir, tout en maintenant que « le mode même du travail à la tâche a été défectueux » ; qu'il y a lieu d'examiner si ce travail à la tâche, exécuté dans d'autres conditions ou en y intéressant plus qu'on ne l'avait fait jusqu'ici l'ouvrier, ne peut pas être repris ³ ».

C'en était fait dès lors de la réforme tentée par M. Pelletan ; et, dans le projet de réglementation élaboré à ce moment, fut insérée la prescription suivante : « Les agents du personnel ouvrier payés à la journée pourront recevoir des primes à la production détermi-

1. J. O. 1904, Chambres, Annexes, p. 1563 et s. V. notamment la quatrième du rapport, *les Besoins de l'Usine navale*, p. 1610 et s.

2. J. O., 1905, Sénat, Annexes, p. 158 et s.

3. J. O., 1905, Chambre, débats parl., p. 741.

nées par des tarifs spéciaux approuvés par le ministre et résultant du travail exécuté par eux. Ils pourront également, mais seulement de leur plein gré, être payés aux pièces suivant des tarifs approuvés par le Ministre » (art. 25).

Les protestations que firent entendre, lors de leur congrès extraordinaire de février-mars 1907, les ouvriers à qui le projet de décret fut communiqué, furent inutiles. Le ministre se retrancha derrière la volonté souveraine du Sénat. La disposition critiquée devint l'article 25 du décret du 21 juin 1907, et, malgré l'opposition persistante des syndiqués, elle a été conservée par le décret du 12 mai 1912 (art. 22).

Ainsi donc, en 1907 comme avant 1903, le travail à la tâche était pratiqué dans les arsenaux, et il l'était encore sous une double forme : le travail à primes horaires et le travail aux pièces proprement dit. Mais le décret de 1907 avait subordonné l'emploi de ce dernier au consentement de l'intéressé : celui-ci devait l'accepter « de son plein gré », tandis que naguère il pouvait « être astreint, suivant les convenances du service, tantôt au travail à la tâche, tantôt au travail à la journée » (art. 18 du décret de 1892) ; il y avait là, semblait-il, une différence sensible entre le régime de 1892 et le régime nouveau. Mais cette différence était purement verbale : l'appât du gain constitue la plus efficace des contraintes vis-à-vis d'hommes dont les charges de famille sont habituellement très lourdes et les ressources fort maigres. C'est, sans doute, ce que

reconnaît le décret de 1912 en effaçant dans son article 22 cette distinction toute théorique entre l'emploi du travail aux primes et celui du travail aux pièces.

En fait, d'ailleurs, les arsenaux — nous l'avons déjà dit — n'ont guère la possibilité d'utiliser le travail aux pièces : aujourd'hui encore, il n'est vraiment usité que dans les directions d'Artillerie où les salaires ont bénéficié par là d'une hausse considérable. S'il faut en croire M. Chautemps ¹, cette augmentation aurait atteint dans certains cas, à la Direction d'Artillerie de Toulon, jusqu'à 59,2 % du salaire matriculaire. Et cependant, les tarifs en usage sont calculés de façon à faire profiter l'Etat de 25 % de l'excédent de travail obtenu.

Le travail aux primes, au contraire, a pris dans les Directions des Constructions navales, en particulier, une importance toujours accrue. Les deux dispositions suivantes en régissent l'emploi : l'économie de temps payée à l'ouvrier est limitée à 25 % du temps accordé pour un travail déterminé ; la prime, dite prime horaire, qui est allouée pour chaque heure, ou plus exactement pour chaque dixième de la journée (aujourd'hui 48 m.) économisé, est fixée uniformément à 40 centimes, quel que soit le salaire de l'intéressé ².

Par ces deux règles, la Marine voulait, tout au moins

1. *Loc. cit.*, p. 340.

2. Les primes sont réparties entre les ouvriers de l'équipe proportionnellement au temps passé par chacun d'eux au travail primé. (V. D. M. du 15 juin et du 26 juillet 1911.) Il n'y a donc plus de « coefficients de position » dans le régime nouveau.

en ce qui concerne le travail aux primes, se défendre contre le reproche de surmener ses ouvriers et leur laisser cependant la possibilité d'un bénéfice sérieux.

Ce bénéfice est resté assez considérable pour que souvent « des ouvriers voyant un camarade travailler à la tâche et gagner une bonne quinzaine réclament d'être, eux aussi, affectés au même travail ¹ ». Et cette situation a entraîné pour les arsenaux des conséquences inquiétantes. En effet, « les travaux tarifés sont généralement des travaux faciles, exécutés par des machines servies par des manœuvres. Il arrive donc que les manœuvres touchent plus que les ouvriers de spécialités, ce qui dégoûte ces derniers et leur fait demander du travail de manœuvre ¹. » Le cas est assez fréquent pour que les ingénieurs, désireux de s'opposer au déclassement des ouvriers, sans les décourager, aient été amenés à étendre la rémunération à la tâche à certains travaux qui ne le supportent guère : « Les ingénieurs, nous écrit un de nos correspondants, sont toujours à la recherche de nouveaux tarifs, d'unités de mesure pour les travaux les moins mesurables. On en est maintenant à fixer la tâche des ouvriers qui commandent les manœuvres des ponts roulants ². »

1. Lettres de nos correspondants.

2. Voici de quelle façon est calculée la prime des ouvriers qui commandent la manœuvre des ponts roulants de l'atelier : chaque pont roulant dessert une nef de l'atelier ; dans chaque nef se trouvent des machines que le pont roulant doit approvisionner ; plus sera considérable la consommation des machines, plus croîtra donc le travail fourni par le mécanicien chargé de la manœuvre du pont roulant : la besogne du mécanicien étant ainsi proportionnelle à la

C'est ainsi que tendent à renaître peu à peu les défauts reprochés naguère au travail à la tâche et que la réglementation nouvelle prétendait éviter : « Pour ne pas mécontenter les ouvriers, on en arrivera à généraliser ¹ tellement ce système que, employé pour tous les genres de travaux, il aboutira au même résultat que l'ancien travail à la tâche qui avait été aboli en 1903 : là tout était tarifé, même les dessins, les projets ; seulement, en fin de compte, ce n'était que l'arbitraire qui faisait loi. »

Le danger que signale en ces termes un de nos correspondants les plus avertis est si réel que l'Administration elle-même a fini par s'émouvoir de cette multiplication véritablement exagérée des tarifs aux primes et qu'elle vient de tenter de réagir en créant (art. 22 du décret du 12 mai 1912) « pour certains travaux difficiles, ne pouvant être compris dans ces tarifs, des

besogne et, par suite, au gain de tous les ouvriers occupés dans la nef, on lui attribue comme prime la moyenne des primes de tous les autres.

1. Cette généralisation n'est pas encore complète à l'heure actuelle. Le travail n'est encore véritablement employé que pour les travaux concernant les constructions neuves, notamment pour le perçage, le poinçonnage ou le cisailage des tôles, leur rabotage et leur chanfreinage, pour la fabrication et la mise en place des rivets, pour les travaux de forge et le service des meules d'émeri. La plupart de ces travaux se font à l'atelier ; le rivetage à la main, le rivetage pneumatique et l'alésage des trous se font à bord. L'importance du personnel payé à la tâche varie suivant « l'état d'achèvement » du bâtiment ; à Brest, par exemple, ce personnel est de 1.500 à 2.200 ouvriers sur un effectif total de 5.500 environ. Jusqu'à présent, le travail à la tâche n'est pas employé dans les ateliers de fonderie, de chaudronnerie, de construction des machines, de menuiserie et de charpentage.

primes spéciales qui peuvent être accordées aux ouvriers rétribués à la journée qui y auront pris part. »

Même sous le bénéfice de cette mesure, dont on ne peut encore, à l'heure actuelle, apprécier la valeur et les effets, nous croyons qu'il ne faut pas se féliciter de l'adoption par la Marine et de l'extension dans ses établissements du travail à la tâche.

Sans doute, la production plus rapide obtenue des ouvriers et l'abaissement corrélatif de l'importance proportionnelle des frais généraux peuvent être considérés à juste titre par les arsenaux comme un résultat appréciable. Mais où serait pour eux le profit si l'accroissement en quantité n'était réalisé qu'au prix d'une qualité plus médiocre ?

Or, il est certain qu'à stimuler la rapidité du travail, la Marine s'expose à ce risque. « Le travail à la tâche, disait aux enquêteurs de 1896 le directeur des C. N. de Cherbourg, M. Eynaud, tend à diminuer le fini du travail ¹. » Il citait à ce propos le cas d'un ouvrier qui, chargé de décalquer sur les tôles de navires les trous qui devaient être percés, avait, pour augmenter sa rémunération « à tant le trou », fait une ligne de trous là où il n'y en avait pas besoin. Il citait encore l'exemple d'un autre ouvrier chargé de souder une série de cornières et qui s'était contenté de les rapprocher et de faire une soudure superficielle. Encore peut-on remarquer que de telles malfaçons étaient

1. *Loc. cit.*, t. II, p. 111.

grossières et faciles à découvrir. Mais d'autres sont possibles, d'autant plus difficiles à découvrir que le travail à la tâche s'étend davantage et que la surveillance en devient plus délicate. Déjà, à l'heure actuelle, les agents techniques — c'est-à-dire les contremaîtres auxquels incombe cette surveillance — constatent tous les jours l'impossibilité d'un contrôle efficace, et se voient — si nous en croyons leur propre témoignage — obligés le plus souvent d'accepter telles quelles les affirmations des ouvriers. « Et pourtant, nous écrivait l'un d'eux, jusqu'ici ce mode de travail ne règne que dans des compagnies où le rôle technique des chefs est très, très restreint, ce qui lui permet de consacrer du temps à cette besogne de contrôle. Mais lorsqu'on en viendra à assujettir aux mêmes règles les spécialités où la présence du chef est nécessaire à tout instant pour inspirer, guider, vérifier l'exactitude du tracé, il sera alors impossible à l'agent technique de remplir ses fonctions de contrôleur en quantité sans négliger le contrôle de la justesse, de l'exactitude du travail ¹. »

C'est là un point trop peu aperçu peut-être, notam-

1. Comparer le passage suivant de la déposition de M. Thibaudier, directeur des Constructions navales de Cherbourg, devant la Commission d'enquête : « Il est plus malaisé d'estimer le gain du temps que procure le système de la prime, lorsqu'il s'agit des travaux plus compliqués qui s'exécutent à bord des navires en chantier ; on peut dire que ces travaux ne se font jamais deux fois de suite dans des conditions identiques, ce qui rend les tarifs très difficiles à établir. En outre, la surveillance n'est pas aussi aisée à exercer à bord qu'à l'atelier, tant pour la qualité que pour la quantité du travail effectué ; on peut craindre que l'exécution ne soit moins bien soignée et que les constatations servant au calcul des primes ne soient pas toujours exactes. » (Séance du 14 septembre 1895, *loc. cit.*, t. IV, p. 121.)

ment par les rapporteurs du budget qui ne font pas une distinction suffisante entre les objets de fabrication constante, produits par les établissements hors des ports ou les directions d'Artillerie, et la plupart des travaux entrepris par les Constructions navales. Il convient de rappeler ici la déposition du directeur Bertin, de Ruelle, devant la Commission d'enquête (20 septembre 1895) : « Au point de vue du fini du travail, disait-il, le travail aux pièces limité aux cas où il est employé à la fonderie, n'a pas les inconvénients qu'on pourrait craindre ; que le travail soit fait à la pièce ou à la journée, le contrôle s'exerce de la même manière par des instruments vérificateurs dans le cours des opérations successives et à la recette de l'objet fini. Les tolérances sont parfaitement définies par les instruments eux-mêmes ¹... » C'est la même idée qu'exprimait le directeur Eynaud, de Cherbourg, le 23 septembre 1894 : « S'il s'agit, comme à Indret, de tourner une pièce, de la faire passer dans un calibre parfaitement ajusté, il n'y a pas moyen de tricher là-dessus... » Et il opposait à ce cas celui des constructions de bâtiments dont il est question ici. Il résumait sa pensée d'une façon frappante en disant : « Si nous ne mettons pas de la prudence dans le développement du travail à la tâche, nous arriverons à travailler comme l'industrie ; nous avons des cloisons sur nos bâtiments : lorsque nous faisons une cloison dite étanche, elle

1. *Loc. cit.*, t. IV, p. 243.

l'est ; quand nous la cédon's à l'industrie, elle l'est... à peu près ¹. »

Or le personnel de l'industrie vaut celui des arsenaux : une seule différence, il travaille à la tâche. Et la Marine le sait bien.

De ce risque d'une production médiocre, rapprochons maintenant les contestations toujours possibles, avec le travail à la tâche, au moment du règlement des salaires, et surtout le soupçon de favoritisme qui naît si facilement dans ces conditions chez les ouvriers, et nous pourrions conclure, sans exagération aucune, que vraiment, dans un tel système, tout n'est pas avantageux pour l'Etat.

Tout n'est pas avantageux non plus pour l'ouvrier.

Nous ne songeons certes point à nier d'une façon absolue les avantages que l'on a coutume d'attribuer au travail à la tâche : l'intérêt plus grand qu'y trouve l'ouvrier ; le fait que son habileté, sa capacité, son énergie entrent en ligne de compte ; le fait surtout que sa rémunération s'élève. L'enquête à laquelle nous nous sommes livré nous permet d'ajouter que, si la grande majorité des ouvriers de la Marine lui est aujourd'hui favorable, c'est bien parce que « l'appoint apporté au salaire est appréciable dans beaucoup de cas ». Personne, d'ailleurs, n'ignore que ce dernier argument est celui que l'on prétend définitif et que c'est vers lui que convergent toutes les autres affirmations.

1. *Loc. cit.*, t. II, p. 111.

Seuls, les syndicalistes restent hostiles et proclament bien haut que « si les ouvriers mettaient à soutenir leurs revendications la moitié de l'énergie qu'ils dépensent pour surproduire, ces revendications aboutiraient, et que le gain ainsi réalisé serait plus important que les primes ».

Il n'est pas certain, en effet, que les ouvriers mêmes qui profitent de cette augmentation de salaire ne fassent pas souvent un marché de dupes. Ou bien — et ceci est la manifestation d'un état d'esprit qui n'est point rare — l'ouvrier détourne à son usage personnel toute somme perçue en sus du salaire habituel, et sa famille ne retire aucun profit de cet « extra » ; ou bien — et c'est le cas le plus fréquent — le gain va à la famille, et celle-ci se crée des besoins nouveaux comme si ce supplément de ressources devait toujours durer, alors qu'il est à la merci d'un ralentissement dans l'exécution du programme naval et d'un moindre emploi du travail aux primes ¹.

Cette tendance des familles ouvrières à se créer — ou, plus exactement, à se reconnaître ² — des besoins nouveaux est évidente. Aussi bien est-ce une loi du

1. En effet, l'Etat qui ne licencie pas, en cas de manque de travail, ses ouvriers immatriculés, n'a plus intérêt à stimuler la production lorsque les travaux en chantier sont peu importants, et il revient alors à la rémunération au temps.

2. Parmi ces besoins, il faut en ranger, hélas ! d'essentiels que les travailleurs des arsenaux ne peuvent actuellement satisfaire. On s'en convaincra en lisant l'excellent chapitre de son livre : *la Condition des ouvriers des arsenaux de la Marine*, où, sous ce titre si frappant : *la Misère*, M. Dagnaud trace un tableau très vivant de la situation précaire des ouvriers des ports.

progrès que cette constante hausse des besoins qui, croissant avec les ressources, et, en réalité, plus vite qu'elles, fait que les désirs des hommes devancent toujours de quelques possibilités ce que les circonstances leur permettent. Et cette loi est d'une incontestable bienfaisance si l'on admet que le mieux-vivre est en soi un bien, et si l'on reconnaît — ce qui est pour nous la vérité même — dans cette constante inégalité entre l'étalon de vie désiré et l'étalon de vie obtenu, la raison profonde de la hausse des salaires qui résulte toujours à la longue, et avec plus ou moins de heurts, de la volonté persévérante et tenace de la masse ouvrière organisée.

Mais, dans notre hypothèse, la réalisation de la tendance que nous venons de signaler ne va pas sans les pires inconvénients. Il s'agit, en effet, non pas d'une hausse générale et durable des salaires dont les résultats pourraient dès lors s'intégrer dans la conception que se fait, à un moment donné, l'ensemble des ouvriers de ce qu'ils appellent « leurs besoins », mais d'une hausse restreinte à une fraction des ouvriers, de valeur inégale selon les individus, d'une hausse purement momentanée et sur laquelle, au moment de sa suppression, ne pourra que très difficilement s'organiser cette résistance collective des ouvriers dont la menace au moins est nécessaire pour maintenir les résultats acquis.

L'on aperçoit ainsi le caractère essentiellement décevant et presque cruel de l'augmentation tant van-

tée des salaires qui serait le résultat du travail à la tâche.

Mais peut-être faut-il aller plus loin, et voir dans ce mode de travail une cause d'abaissement des salaires.

Rappelons quelques principes. Le salaire est le prix dont est payé le travail fourni par l'ouvrier. De même que, dans une vente, l'importance du prix ne peut être évaluée qu'en mettant en regard la chose fournie par le vendeur, de même, dans le contrat de travail, le salaire doit être apprécié en regard de la prestation effectivement fournie par l'ouvrier. Si le salaire reste le même et que cette prestation augmente, nous pourrions constater, en toute vérité, une baisse du salaire.

Or la production intensive obtenue par le travail à la tâche aboutit précisément à ce résultat. La somme de travail plus considérable fournie par l'ouvrier en un temps donné provoque peu à peu une hausse de la quantité de travail que l'on considère comme normalement exigible de l'ouvrier dans ce même temps : au salaire payé à la journée tend à correspondre ainsi, dans l'esprit de l'employeur, une prestation augmentée.

Il est incontestable que, dès à présent, dans les appréciations portées par certains parlementaires sur la « faible production des arsenaux », c'est pour partie cet effet psychologique du travail à la tâche qu'il faut reconnaître : les rapporteurs du budget, comme les employeurs, jugent sous l'impression des résultats obtenus grâce au salaire avec primes ou au salaire aux

pièces, et, en présence de l'accroissement considérable — trop considérable, en vérité — de la production provoqué par ce système, considèrent le travail des ouvriers payés à la journée comme très insuffisant.

De cette façon de juger à un accroissement positif des exigences imposées aux ouvriers, la distance n'est pas grande. Il n'y a qu'une voix dans les milieux syndicaux pour proclamer que, dans l'industrie, elle est fréquemment franchie. Les ouvriers en donnent pour preuve l'abaissement constant des tarifs consentis pour le travail à la tâche et signalent, en conséquence, l'élévation constante de l'effort nécessaire aux ouvriers pour se maintenir à la rémunération acquise et qui fuit devant eux.

Il est donc vrai de dire, dans ces conditions, que le travail à la tâche tend à une diminution de la rémunération accordée à l'ouvrier pour une même prestation.

Il se peut même que, grâce à la hausse *purement apparente* de la rétribution de l'ouvrier, hausse qui lui fait illusion à lui-même, parce que, même payé à la tâche, il calcule comme s'il l'était à la journée, sans tenir compte de la prestation qu'il fournit, celui-ci se voie imposer une tâche trop lourde pour ses forces.

C'est ce que souligne la déclaration bien connue de M. Barnes, secrétaire général de l'Union des mécaniciens anglais : « Nous sommes opposés au travail aux pièces non réglementé, parce que nous savons qu'il permet à certains employeurs de se servir de ceux qui sont physiquement forts et moralement sans scrupules

pour imposer des tâches impossibles aux hommes de force moyenne ¹. »

Encore que diminué dans le travail aux pièces réglementé, il est certain que ce danger subsiste néanmoins en partie, et qu'alors encore des tâches excessives ² sinon impossibles sont souvent imposées aux ouvriers. Il serait injuste, d'ailleurs, d'en rendre responsables les employeurs auxquels on ne peut reprocher le plus souvent que d'être les dociles instruments d'une loi économique plus puissante que leur bonne volonté. C'est cette loi de la concurrence qui rend véritablement angoissante la situation : elle pèse, en effet, d'une égale pression sur l'attitude des ouvriers, et, si elle ne peut les rendre « physiquement forts », elle les contraint d'agir tous comme s'ils étaient « moralement sans scrupules ».

Ainsi s'exacerbe, dans le régime éminemment propice du travail à la tâche, la concurrence entre les ouvriers. La nécessité où ils se sentent — et que leur situation leur impose — de gagner au jour même de leur effort la rémunération la plus élevée possible, leur enlève la préoccupation prévoyante de ne point compromettre leur propre lendemain par l'épuisement plus rapide de leurs forces et par l'abaissement réel ou le retard de l'accroissement des salaires.

1. Cité par R. Jay, *Qu'est-ce que le contrat collectif de travail?* p. 43.

2. « Il y a certainement surmenage de la part de beaucoup d'ouvriers pour atteindre le maximum », nous écrivent plusieurs de nos correspondants.

Insoucieux de ce que sera leur propre sort dans un avenir prochain, les ouvriers méconnaissent du même coup, et la répercussion que produira leur acte d'aujourd'hui sur leur vie de demain, et celle qu'il exerce dès à présent sur la situation de ceux de leurs camarades dont l'offre est sans réponse sur le marché du travail.

Sans doute, pour les ouvriers immatriculés tout au moins qu'il n'est pas d'usage de renvoyer au cas de manque de travail, l'excès de production obtenu par le travail à la tâche n'aura pas pour conséquence le renvoi et le chômage. Mais ce risque sera subi tout entier par les auxiliaires dont la destinée est précisément, dans l'esprit même du règlement qui les régit, de supporter le contre-coup des crises que le manque de travail — ou l'absorption du travail existant par un personnel moindre — peut faire surgir sur les chantiers de l'Etat.

Lors même qu'il n'aboutit pas à un licenciement, l'accroissement de production obtenu a pour effet de ne point laisser profiter la masse des chômeurs de l'augmentation de la quantité de travail demandé. C'est là un autre aspect du même problème que les syndicats des ports ont clairement aperçu. Leur organe confédéral, *l'Émancipateur*, demandait, dans son numéro du 1^{er} au 15 avril 1909, « s'il est juste de centraliser plutôt tout le travail d'une usine nationale dans les mains d'un nombre d'ouvriers étroitement déterminé, sous prétexte d'améliorer leur salaire, tandis que de nombreux sans-travail attendent vainement au dehors de

gagner un salaire qui leur permettra de gagner le pain de leurs enfants et d'échapper au vol et à la mendicité ». Il y a, dans cette question, un souci de solidarité dont l'expression pourrait être plus heureuse, mais qui est tout à l'honneur de la Fédération de la Marine.

C'est ainsi que, du point de vue des ouvriers aussi, pour des raisons d'intérêt individuel et pour des raisons d'intérêt collectif, nous sommes amenés à conclure contre le travail à la tâche.

Il est cependant un dernier argument que l'on donne en faveur de celui-ci et que nous n'avons pas encore examiné.

« Ce mode de travail, a écrit M. Chautemps dans son rapport sur le budget de la Marine pour 1909 ¹, développe chez l'ouvrier l'esprit d'individualisme. Comprenant qu'il peut, par son effort personnel, améliorer sa situation et procurer à sa famille le bien-être auquel il aspire, l'ouvrier ne se sentira plus le besoin de s'affilier à un syndicat et de se plier à une discipline souvent lourde. »

On ne s'étonnera point si nous nous refusons à voir là un avantage. Pour nous, en effet, le droit syndical n'est pas seulement une liberté garantie par la loi, il est la reconnaissance juridique de l'impérieuse nécessité de se grouper qui s'impose aux ouvriers de la grande industrie moderne. Sans doute, nous savons combien graves et indiscutables ont été et sont encore,

1. J. O., 1909, Sénat, Annexes, p. 308.

hélas ! les fautes et les erreurs commises par les syndicats. Nous n'ignorons ni les déclamations antireligieuses, ni les prédications néo-malthusiennes, ni les appels au sabotage, ni la propagande antipatriotique. Nous les déplorons d'autant plus qu'elles sont pour l'organisation ouvrière une incontestable cause de faiblesse. Mais nous sommes ardemment convaincus qu'à se réjouir de ce qui peut affaiblir le groupement professionnel ou l'empêcher d'attirer vers lui des membres chaque jour plus nombreux, l'Administration de la Marine méconnaîtrait à la fois les intérêts des travailleurs et ceux de la nation.

Bien mal inspirés seraient donc les ouvriers à qui cette fallacieuse manœuvre ferait oublier que leurs intérêts solidaires les appellent dans une organisation commune, et que seule l'action collective, aboutissant à des résultats collectifs, leur peut permettre d'améliorer leur sort d'une façon durable.

Bien mal inspirés aussi les politiques à courtes vues, qui, par ces mesures obliques, cherchent à contrarier ce mouvement d'organisation et collaborent ainsi, avec quelques brouillons et quelques violents, à prolonger l'existence d'un syndicalisme anarchique dont l'action cesse trop souvent d'être professionnelle pour s'attaquer — non sans efficacité — aux principes de dignité personnelle et de discipline qui sont à la base même de toute société. Les syndicats ne cesseront d'être une violence que lorsqu'ils seront plus qu'une espérance : il leur faut la force pour pouvoir acquérir la sagesse.

De pareilles méfiances à l'égard de l'organisation ouvrière — méfiances qu'explique tristement une lamentable incompréhension, presque traditionnelle dans les milieux politiques, des exigences de la vie collective de la profession — ne sont pas de nature à faciliter l'acceptation du travail à la tâche par les syndicats. Elles s'ajoutent, au contraire, aux arguments que nous avons développés pour justifier leur opposition constante.

CHAPITRE III

UN AUTRE PROCÉDÉ D'AUGMENTATION DU SALAIRE QUOTIDIEN : LE TRAVAIL HORS CLOCHE.

Des griefs analogues motivent de la part des syndicats une égale hostilité vis-à-vis des heures supplémentaires.

Depuis l'ordonnance de Colbert, tout au moins, c'est-à-dire depuis 1689, la durée du travail est réglementée dans les arsenaux. « Les ouvriers travaillans à la journée dans le parc, décide l'article 23, titre I, livre XI de l'ordonnance, commenceront leur travail pendant l'hyver à sept heures du matin ; ils finiront à six heures du soir ; en été, ils commenceront à cinq heures, et finiront à huit. » L'article suivant complète cette disposition : « Il leur sera donné une demie-heure le matin pour le déjeuner ; une heure, depuis onze heures jusqu'à midy, pour le dîner, et une autre demie-heure pour la collation, qui sera retranchée dans les mois d'hyver, et dans ce temps-là les ouvriers ne feront que deux repas ; le déjeuner et la collation se feront toujours dans le parc, sans qu'il soit libre d'en sortir pour ce sujet. » Enfin, l'article 25 décide : « Les heures du travail et du repos seront marquées par le son d'une cloche... »

Ainsi la réglementation était complète : lorsque les ouvriers avaient donné au roi neuf heures et demie ou treize heures de travail selon la saison, leur labeur était terminé. Il n'y avait pas place dans ce régime pour des travaux supplémentaires : entre « la cloche du matin » et « la cloche du soir », toutes les heures étaient comprises où la lumière du soleil rendait possible le travail, et l'invention d'un éclairage artificiel assez puissant ne permettait pas encore, à cette époque lointaine, de prolonger utilement la journée ¹.

La Marine, où les traditions sont fortes — nous l'avons dit déjà et nous devons ici nous en féliciter — conserva longtemps les journées moyennes de 11 heures environ fixées par l'ordonnance de 1689, et les ouvriers des arsenaux y gagnèrent d'ignorer toujours les 15 h. 1/2 de travail quotidien effectif, qui, vers 1840, ne constituaient pas dans l'industrie un maximum inouï.

Dans ces conditions, la loi du 9 septembre 1848 n'eut aucun effet sur la durée du travail dans les arsenaux, et c'est exclusivement par des textes spéciaux qu'ont été réalisées les successives diminutions de la journée de travail dans les établissements de la Marine.

Au moment où « les Travailleurs des Ports et Etablissements de la Marine » tinrent leur premier congrès

1. Rapprocher le curieux effet sur la durée de la journée de travail de l'introduction, en 1903, de la lumière artificielle dans les usines textiles des Indes. *Bulletin de l'Office international du travail*, année 1911, fasc. 8, p. III.

professionnel, en 1900, ils se trouvaient sous le régime de l'arrêté du 10 juillet 1895, qui fixait à 9 h. 45 « la moyenne générale de la durée nette du travail effectif quotidien ». Ils inscrivirent parmi leurs revendications essentielles la réduction à 8 heures de la journée de travail. Ils invoquaient en faveur de la réforme le fait que les deux premières puissances navales du monde, l'Angleterre et les Etats-Unis, avaient, l'une depuis 1894, l'autre depuis 1868, accordé au personnel de leurs chantiers de construction la journée de 8 heures¹.

M. de Lanessan refusa d'accéder au vœu des ouvriers. Néanmoins, il leur promit une diminution prochaine de la journée de travail. Cette promesse fut tenue le 13 septembre 1901, peu de temps après le 2^e congrès de la Fédération de la Marine; un arrêté ministériel abaissa à 9 h. 35 la moyenne de 9 h. 45 fixée par l'arrêté de 1895.

On conçoit que ce succès médiocre ne combla pas les vœux des syndicats qui continuèrent leur agitation en faveur de la journée de 8 heures. C'est alors qu'arrivant au ministère de la Marine, M. Pelletan prit, le 21 octobre 1902, un arrêté décidant que la « durée de journée de travail est fixée provisoirement, et à titre d'essai, à 8 heures de travail effectif pour le personnel

1. En Angleterre, la journée de huit heures existe pour les travailleurs de tous les établissements industriels de l'Etat; aux Etats-Unis, pour tous les travailleurs employés par le gouvernement fédéral. Le même avantage a été accordé par la législation intérieure de plusieurs Etats fédérés aux ouvriers qu'ils emploient.

ouvrier employé dans les services suivants : Lorient : direction d'artillerie navale ; Toulon : atelier de la petite chaudronnerie ».

Ces mesures devaient être appliquées à partir du 1^{er} novembre 1902. Le 10 du même mois, se réunissait, à Paris, le 3^e congrès des ouvriers des arsenaux. Dès le premier jour, ceux-ci députèrent à M. Pelletan une délégation chargée de lui porter les remerciements du personnel. Le ministre lui déclara que c'était des ouvriers eux-mêmes, de leur ardeur au travail, que dépendait le succès de la réforme mise à l'essai, et qu'il était convaincu que la bonne volonté de tous en permettrait bientôt l'adoption définitive.

Cette perspective était de nature à stimuler d'une façon très efficace le zèle des ouvriers, que vint soutenir encore la présence assidue du « personnel chargé de la direction et de la surveillance des ateliers » auquel la circulaire du 11 octobre enjoignait d'assister fidèlement pendant cet essai « à la reprise et à la cessation du travail ». Aussi la circulaire du 7 janvier 1903 ne tarda-t-elle pas à proclamer le plein succès de la réforme. « En raison des résultats très satisfaisants obtenus par l'essai de la journée de 8 heures..., écrivait le ministre, j'ai décidé d'étendre cette mesure à tous les arsenaux et établissements hors des ports ¹ ». Et,

1. Aux termes d'une circulaire ministérielle du 29 octobre 1903, la journée de travail des dessinateurs, employés aux écritures, etc., est fixée à 7 heures. Cependant, « lorsque le service l'exigera, et quand l'ordre en sera donné, les employés aux écritures prendront le

dans le désir d'assurer la persistance des bons résultats réalisés, il renouvelait au personnel surveillant les instructions de vigilance qu'il lui avait données au moment de la mise à l'essai de la réforme ¹.

Ces recommandations, qui furent depuis lors rappelées à plusieurs reprises, et les mesures adoptées « de manière à maintenir à la journée de travail la durée de 8 heures de travail effectif qu'elle doit avoir », ne pouvaient empêcher qu'en la réduisant de 1 h. 1/2, on ne diminuât nécessairement et du même coup la production des arsenaux. Qu'on le veuille ou non, et quelque énergique que soit l'affirmation contraire de certains partisans de la réforme, il nous paraît incon-

travail à l'heure de la cloche et fourniront la journée réglementaire de huit heures ». (Circ. 11 août 1908.)

1. Le personnel des arsenaux ne pouvait douter que la réforme accordée ne fût définitive : aussi, soucieux d'assurer à d'autres le profit du progrès obtenu pour lui-même, émit-il, au congrès suivant (1903), un vœu en faveur de l'extension, sans diminution de salaire, de la journée de 8 heures à tous les travailleurs de l'Etat. Ce vœu fut renouvelé au congrès de 1905. On sait qu'à l'heure actuelle, les ouvriers des arsenaux et ceux des P. T. T. (arrêté de M. Millerand du 9 février 1901) sont encore les seuls à posséder la journée de 8 heures ; dans les établissements de la guerre (ordre du 20 février 1904), à l'Imprimerie nationale (décision du ministre de la Justice du 8 avril 1904), dans les manufactures de tabacs et d'allumettes (loi du 4 novembre 1905), etc., la journée est de 9 heures. — A partir de 1905 également, commence à être discutée dans les congrès des Travailleurs des Arsenaux la question de la Semaine Anglaise. Il ne semble pas que, d'une façon générale, elle ait été très bien accueillie : les ouvriers craignent que la semaine anglaise ne marque un retour vers la journée de 9 heures. Le Congrès de 1912 vient cependant de se prononcer en faveur de cette réforme, mais sous la réserve formelle que la semaine serait de 45 heures et que les cinq journées de plein travail continueraient à être de 8 heures.

testable, en effet, que toute réduction vraiment sérieuse de la journée de travail a — *tous les autres éléments de la production restant les mêmes* — une inévitable répercussion sur la production industrielle. Cette répercussion peut être atténuée ¹ ; elle n'est jamais entièrement compensée par l'accroissement du degré d'activité des ouvriers. C'est là une vérité très nette-

1. On peut, sans doute, soutenir que l'effort ouvrier compense en partie la perte causée par l'abaissement de la journée. Nous en trouvons la preuve même dans les arsenaux. Mais, si réel qu'il soit, cet élément de compensation n'atteint cependant son plein effet que par l'emploi d'un travail aux pièces : c'est ce qui paraît résulter notamment de deux témoignages très caractéristiques rapportés par M. Jay, dans son ouvrage sur *la Protection légale des travailleurs*, 1^{re} édition, p. 144, celui de l'inspecteur du travail Horner, et p. 157, celui de M. Arthur Chamberlain. Or, il ne faut pas oublier qu'aujourd'hui, en France, l'emploi du travail à la tâche ou aux pièces est réprouvé d'une façon générale par les syndicats. Il faut admettre, d'ailleurs, que souvent la diminution de production sera assez vite compensée par l'emploi d'un outillage plus perfectionné : la moindre production, conséquence du moindre travail, est regagnée par la meilleure utilisation technique de l'effort humain. Et, à cet égard, la réduction de la journée, quoique onéreuse pour l'industriel, servira, en définitive, le progrès de l'industrie. Mais ce qu'on ne saurait soutenir, c'est que la réduction des heures de travail, lorsqu'elle atteint une certaine importance, n'entraîne pas *par elle-même* une réduction de production : on ne prouverait pas qu'un individu est plus fort qu'un autre en faisant remarquer qu'il soulève, *grâce à l'emploi d'un levier plus puissant*, un fardeau supérieur à celui que soulève le second. L'exemple des arsenaux nous montre précisément les résultats de la réduction de la journée de travail dans un milieu industriel très médiocre, c'est-à-dire où le patron n'est que très peu soucieux de profiter des progrès techniques réalisés autour de lui. Voici, en effet, quelques indications sur l'outillage industriel des arsenaux au 1^{er} janvier 1909 :

Nombre des machines-outils de	plus de 40 ans :	191 ;	prop. : 36 %
—	—	de 25 à 40 — 114 —	22 %
—	—	de 10 à 25 — 99 —	19 %
—	—	de moins de 10 — 124 —	23 %

(Rapport de la Commission d'enquête parlementaire sur la Marine de 1909, J. O. 1909 et s. Chambre. Ann., p. 782.)

ment perçue par les syndicats, qui, entre autres avantages, voient dans les courtes journées qui permettent à un plus grand nombre d'ouvriers l'accès au travail une cause de diminution du chômage.

La difficulté consiste à déterminer avec exactitude l'importance de la diminution de production ¹ provoquée par la réduction de la journée de travail.

D'une façon générale, les directeurs des arsenaux et des établissements de la Marine admettent tout d'abord que la différence entre l'ancienne journée de travail et la journée actuelle n'est pas égale en fait à la différence théorique de 1 h. 35. En effet, explique l'un d'eux, le directeur des Constructions navales de Cherbourg, par suite de pertes de temps diverses, l'ancienne journée de 9 h. 35 en moyenne se trouvait être en réalité de 8 h. 55, tandis que la journée de 8 heures est, grâce à la limitation des pertes de temps sous le nouveau régime, de 7 h. 40. La réduction de la durée de travail n'est donc que de 1 h. 15, c'est-à-dire de 14 % environ.

Le travail produit a-t-il subi une réduction à peu près équivalente ?

Pour répondre à cette question, il semble qu'il faille distinguer entre deux fractions du personnel. L'une

1. Voir sur ce point : « Notes sur la journée de 8 heures dans les établissements industriels de l'Etat » (publication de l'Office du travail, 1906), et le résumé de cette publication dans « Résultats de la journée de 8 heures dans les établissements industriels de l'Etat » (*Bulletin de l'Office du travail*, année 1907, p. 29-34). Les renseignements ainsi publiés ont été donnés par les différents services à la fin de 1904 et sont donc relativement anciens.

comprend les ouvriers dont l'activité est directement dépendante d'éléments extrinsèques, c'est-à-dire les ouvriers qui servent les machines-outils (dont l'allure reste la même ¹), les ouvriers affectés à des travaux intermittents, comme les forgerons (leur action ne peut réduire le temps nécessaire pour chauffer une pièce au degré voulu), enfin le personnel des machines motrices, des chaudières, etc. (dont le rendement en travail est strictement proportionnel au temps). « Pour toutes les catégories signalées ci-dessus, pour quelques autres encore, moins importantes, la réduction de rendement de la journée actuelle ne peut certainement être inférieure à 12 % ». » En ce qui concerne l'autre fraction du personnel ouvrier, composée d'hommes qui travaillent surtout de leurs mains, la question paraît plus discutée. Le directeur des Constructions navales de Rochefort affirme que l'adoption de la journée de huit heures a eu pour conséquence « une augmentation de l'activité au travail des ouvriers, qu'on peut chiffrer à 14 % environ ². » Le directeur de Cherbourg, au contraire, exprime une opinion un peu moins favorable. Il croit « devoir admettre » qu'après un effort un peu

1. C'est là une opinion contestable et contestée : « Un grand industriel anglais déclarait devant la Commission du travail de 1894 », que lors même que deux machines étaient identiquement les mêmes, les résultats qu'elles donnent peuvent être entièrement différents suivant l'habileté, l'activité des hommes qui les dirigent. » (R. Jay, *loc. cit.*, p. 160.)

2. Le directeur de Rochefort estime à près de 18 % la diminution subie par la journée de travail : celle-ci n'est donc pas compensée complètement à ses yeux par une augmentation d'activité de 14 %.

plus accentué peut-être au lendemain de la réforme, et qui n'a pas duré, « le rendement moyen de l'heure, pour la partie du personnel dont l'activité peut influencer sur la somme totale du travail, a profité d'une légère augmentation ¹ ». Mais il ajoute que « cette augmentation du rendement de l'heure n'est pas suffisante pour compenser la réduction de la durée de la journée, et le rendement de celle-ci reste en diminution ».

Et il termine sa discussion en disant : « Je crois pouvoir conclure que le rendement utile de la journée a certainement diminué ; que, pour l'ensemble du personnel ouvrier, la valeur probable de cette diminution est de 10 % et qu'elle serait plutôt supérieure qu'inférieure à ce chiffre de 10 % ². »

On le voit, cette évaluation est délicate. Acceptons-en le résultat. Il tendrait à prouver que la plus complète utilisation de la journée de travail imposée aux ouvriers et la bonne volonté de ceux-ci ont concurremment réduit d'une fraction notable la diminution de production que l'on aurait pu croire proportionnelle à la diminution du temps de travail. Encore faut-il remarquer

1. Le directeur de Cherbourg explique de la façon suivante l'élévation du rendement horaire : « Autrefois les journées d'été paraissaient réellement longues à nos ouvriers, et ce motif conduisait à un ralentissement sensible du travail vers la fin de l'après-midi. Ce ralentissement était à peu près toléré par une sorte de consentement tacite et unanime... La cause de ce ralentissement a disparu, et ce ralentissement lui-même a disparu en même temps, ou est devenu beaucoup moins marqué. »

2. La conclusion du Directeur d'Indret est plus nette et plus sommaire : « La production horaire de l'ensemble des professions ne doit pas être sensiblement influencée par la durée du travail. »

que la suppression du travail à la tâche ayant presque coïncidé avec la mise en vigueur de la journée de huit heures, il est évidemment impossible de démêler dans cet abaissement de 10 % la part qui doit être faite à chacune de ces deux réformes. « Il ne serait pas exact, il ne serait pas équitable de vouloir comparer les résultats de l'ancienne et de la nouvelle journée en se basant, d'une part, sur des chiffres de travail à la tâche, d'autre part, sur des chiffres de travail à la journée. » C'est ce que prouve d'une manière évidente la moindre diminution de rendement constatée aux forges de la Chaussade, où le travail aux pièces n'avait pas été supprimé : là, affirme en effet le directeur, « la rapidité d'exécution ne paraît pas avoir diminué de plus de 6 à 7 % sur l'ensemble des travaux, malgré la réduction de 16 % sur la durée de la journée ¹ ».

Dans les résultats que nous examinons, les chefs de service s'accordent, d'ailleurs, pour signaler, en outre, l'influence d'une cause particulièrement regrettable et quelque peu singulière : la « pénurie des commandes » dont souffraient à ce moment les chantiers de l'Etat, et qui ne permettait pas de demander aux ouvriers leur plein rendement.

1. Les chiffres ainsi donnés pour Guérigny montrent que la diminution de production n'a même pas été proportionnelle à la moitié de la réduction subie par la journée. Ce résultat est à rapprocher de celui que signalait à la Chambre des Communes, en mars 1892, M. Chamberlain : « ... Quand nous réduisîmes le nombre d'heures de 12 heures à 10, c'est-à-dire de 17 %, la diminution de la production fut d'environ 8 %. Quand nous réduisîmes à nouveau ce nombre de 10 à 9, c'est-à-dire de 10 %, la diminution de la production fut de 5 %. » Cité par Jay, *loc. cit.*, p. 159.

En nous en remettant au témoignage même des directeurs des arsenaux et établissements de la Marine, nous pouvons donc conclure qu'après une expérience de deux ans (1903 et 1904), la réduction de production constatée à la suite des réformes accomplies par M. Pelletan n'avait pas atteint une importance proportionnelle à la réduction de la journée de travail. Sur ce point, aucune discussion n'est possible.

En présence de cette constatation, on ne peut se défendre d'une certaine surprise lorsqu'on trouve dans certains rapports du budget de la Marine, au Sénat notamment, des affirmations toutes différentes dont l'expression ne laisse pas que d'être parfois assez véhémement. Nous en empruntons la traduction plus mesurée au rapport de la Commission d'enquête parlementaire sur la Marine de 1909 : « La chute du rendement de la main-d'œuvre entre les années 1900 et 1908 est difficile à apprécier avec exactitude ; cependant toutes les observations concordent pour affirmer que cette chute a été considérable, et qu'en l'évaluant de 25 à 30 %, on se trouvera, dans bien des cas, au-dessous de la réalité. » Et rapprochons immédiatement l'explication donnée du fait : « La cause de ce phénomène ne doit pas être empruntée à une mauvaise volonté particulière du personnel ouvrier... Il ne faut pas davantage accuser du mauvais rendement constaté une insuffisance professionnelle du personnel ouvrier... La commission estime que le mauvais rendement de la main-d'œuvre doit être imputé à une succession de mesures dont le

but était excellent en soi, mais dont l'application n'a pas été toujours judicieusement ordonnée, et dont l'esprit n'a pas toujours été compris du personnel intéressé. »

Examinons la déclaration de la Commission. Au lieu du chiffre de 10 % que nous donnait le directeur de Cherbourg, et que nous pouvons considérer comme une moyenne, elle nous indique comme un minimum, sans doute fréquemment dépassé, celui de 25 à 30 %.

Comment concilier deux chiffres si différents ? Une explication toute simple consisterait à incriminer la paresse croissante du personnel et à affirmer avec M. Chautemps ¹ que « la journée de 8 heures n'est, en pratique, qu'une journée de 6 heures, le reste du temps étant employé à flâner ou à pérorer, selon qu'on se trouve dans le Nord ou le Midi ». En admettant que la journée, déjà réduite à 7 h. 40 (v. page 143) en 1904, ait subi entre cette date et 1908 une réduction de 1 h. 40, la ramenant à 6 heures, on obtiendrait, en effet, une explication très satisfaisante : la diminution de 1 h. 40, à peu près égale à $\frac{1}{5}$ de la journée de travail, correspondrait presque exactement à la différence de 20 % qui existe entre le chiffre du directeur de Cherbourg et celui de la Commission. Il n'est pas possible — et ce sera, sans doute, un regret pour les esprits épris de logique — de retenir cette explication : la Commission d'enquête déclare elle-même ne pouvoir incriminer ni

1. Rapport sur le budget de la Marine pour 1909. (Doc. parl., Sénat, J. O., 29 janvier 1909, p. 307.)

la « mauvaise volonté » ni l' « insuffisance professionnelle du personnel ou ^{les}ier ». Et il faut regretter vraiment que la Commission n'ait pas cru devoir indiquer dans son rapport les constatations et les arguments qui lui ont paru justifier son évaluation ¹.

Quoi qu'il en soit, c'est sur cette évaluation ou sur d'autres de même valeur que les rapporteurs du budget se sont appuyés pour proclamer que « le rendement » de nos arsenaux maritimes « est plus que médiocre », et que « le travail des ouvriers » est « absolument insuffisant ».

Cette constatation, maintes fois répétée, a eu pour conséquence, nous l'avons vu, la reprise du travail à la tâche. Elle aurait également abouti à l'abolition de la journée de 8 heures, si ce retour en arrière n'avait pas été à la fois plus dangereux et moins utile.

La nouvelle disposition, en effet, aurait été applicable, non plus seulement à telle ou telle fraction, plus ou moins disposée à l'accepter, mais à l'ensemble du

4. Deux considérations peut-être sont de nature à expliquer, en partie du moins, la différence entre l'évaluation des directeurs et celle de la Commission. D'une part, en effet, les périodes observées ne sont pas les mêmes, et celle qu'envisage la Commission (1900-1908) comprend même des années où ne pouvait se faire sentir l'effet de réformes réalisées en 1903. D'autre part, tandis que les directeurs comparaient bien le rendement sous le régime ancien et sous le régime nouveau de deux journées normales de travail, l'une de 9 h. 35, l'autre de 8 heures, les enquêteurs ont comparé vraisemblablement — et cela leur suffisait pour en tirer des conclusions dans l'intérêt du budget ou de la défense nationale — deux rendements considérés en bloc, sans éliminer certains éléments que les directeurs devaient traiter, eux, comme des causes d'erreur, tel, par exemple, l'emploi plus ou moins fréquent du travail hors cloche.

personnel. Nombreux eussent été ainsi les mécontents ; et ils n'auraient pas eu de ^{me} ~~me~~ ^{me}, sans doute, à rallier autour d'eux la masse des hésitants dont, plus qu'aucune autre réforme, la réduction de la journée de travail est capable de soulever l'enthousiasme. Pour être convaincu de l'émotion profonde que produit cette question sur le monde des travailleurs, il suffit d'avoir assisté à des meetings ouvriers où était évoqué le spectacle de la femme et des enfants presque étrangers au père que l'impitoyable travail industriel tient tout le long du jour éloigné du foyer. Ce sentiment est tout à l'honneur de la classe ouvrière ; il est spécialement puissant sur le personnel des arsenaux qui a joui déjà des avantages de la courte journée.

De plus, il n'aurait pas été possible de conserver pour la journée de 9 h. 35 le salaire payé pour la journée de 8 heures. Dès lors, cette mesure aurait nécessité l'inscription au budget de nouveaux crédits très considérables.

Enfin, les réglemens en vigueur offraient la possibilité de revenir graduellement, sans éclat et sans heurts, par des moyens obliques, sur la réforme naguère concédée aux ouvriers.

Depuis l'ordonnance du 18 janvier 1867, c'est-à-dire depuis le premier texte écrit non plus pour des hommes de levée, mais pour des ouvriers liés volontairement au service de l'Etat¹, tous les règlements successifs con-

1. Il y a, en effet, une différence fondamentale entre la situation vis-à-vis de l'Etat de l'inscrit d'antan et de l'ouvrier libre. Ce dernier

tiennent, en effet, un article aux termes duquel « le travail... en dehors des heures réglementaires peut être exigé de tout agent du personnel ouvrier, lorsque les besoins du service le commandent ¹ ». Cette prescription littéralement transcrite dans l'article 17 du décret du 21 juin 1900 ne pouvait recevoir d'atteinte du fait du simple arrêté ² par lequel M. Pelletan avait

trouve dans le décret qui régleme la situation du personnel les stipulations sur la base desquelles il contracte. Le premier, au contraire, acquittait un devoir d'ordre militaire : la durée de son travail quotidien était ce que la faisaient les besoins du service interprétés par ses chefs. Du jour où le travail hors cloche devenait possible et où ceux-ci le croyaient nécessaire, il devenait donc obligatoire pour lui. Aujourd'hui encore, la réglementation que nous commentons « sera inapplicable à partir de la mobilisation totale ou partielle de l'armée. La durée du travail ne peut, dans ce cas, être fixée qu'en tenant compte des circonstances ». C'est qu'à ce moment les ouvriers seront ou maintenus à la disposition du ministre de la Marine, s'ils appartiennent aux classes mobilisables, ou invités à contracter un engagement pour la durée de la guerre, faute duquel ils seraient renvoyés, et que « le personnel ouvrier deviendra donc, par le fait, entièrement militaire, et dès lors sera nécessairement régi par les dispositions qui découlent de son statut nouveau, tant que dureront les causes qui lui auront fait perdre son caractère civil ». (Circ. min. du 18 décembre 1902 ; *Réglementation*, p. 556 et s. *Adde* Circ. du 11 décembre 1896, *ibid.*, p. 117 et s., pour le personnel immatriculé, et circ. du 19 mars 1912, *B. O.*, pour les ouvriers auxiliaires.)

1. Voici le texte complet de cette disposition : « Le travail des jours fériés, ainsi que celui en dehors des heures réglementaires, peut... » Il a été modifié dans l'article 24 du décret du 13 juin 1907 : « Le travail des jours fériés, dans les conditions fixées par la loi sur le repos hebdomadaire, ainsi que... », puis reproduit sous cette forme nouvelle par l'article 1^{er} du décret du 12 mai 1912.

2. Sur la valeur de ce procédé de réglementation de la journée de travail, vivement reproché à M. Pelletan par certains rapporteurs du budget de la Marine, voir l'opinion émise par M. Rouvier, alors président du Conseil, au cours de la discussion devant le Sénat du projet de loi abaissant à 9 heures la durée du travail dans les manufactures de tabacs et d'allumettes (loi du 14 novembre 1905), dans *Notes sur la journée de huit heures, etc.*, p. 62.

fixé à 8 heures la durée de la journée de travail : dans les limites de la loi du 30 mars 1900 et, pour quelques ateliers, de la loi du 9 septembre 1848 ¹, elle conservait donc son entière application.

C'est dans l'utilisation ingénieuse de cette disposition, en elle-même très légitime et nécessaire dans un service qui touche de si près aux intérêts de la défense nationale, que l'on devait trouver un moyen de rétablir progressivement l'ancienne journée de travail. Cette interprétation abusive avait été prévue par M. Pelletan, et il avait essayé de la prévenir dans une circulaire du 25 juillet 1903 : « J'ai décidé qu'aucun travail hors cloche extraordinaire ² ne devra être entrepris sans une autorisation spéciale de ma part, autorisation qui devra être demandée chaque fois avec justification à l'appui. » Et il ne faisait d'exception que « pour des cas imprévus et nécessitant un travail immédiat » ; encore exigeait-il, dans ce cas même, qu'il lui soit « rendu

1. Les ateliers où la Marine emploie exclusivement des adultes sont très rares ; tels sont cependant certains ateliers des subsistances. Les dispositions de la loi de 1900 et du décret-loi de 1848 sont d'ailleurs à compléter, le cas échéant, par les dérogations inscrites dans le décret du 28 mars 1902. Le 7° de l'article 1^{er} de ce décret doit être spécialement rappelé : il autorise, pour les « travaux exécutés dans l'intérêt de la sûreté et de la défense nationales, sur un ordre du gouvernement constatant la nécessité de la dérogation », une prolongation de la journée de travail dans une « limite à fixer, dans chaque cas, de concert entre le ministre du Travail et le ministre qui ordonne les travaux ».

2. Ces règles ne s'appliquaient qu'aux travaux hors cloche extraordinaires. Il y a, en effet, des « services permanents » nécessairement accomplis hors cloche, pour lesquels ne pouvait être exigée une demande d'autorisation : tels sont les services de garde, d'éclairage, etc.

compte sans retard de la mesure prise ». Les ministres suivants n'eurent pas le même scrupule et cédèrent peu à peu aux suggestions des rapporteurs du budget, qui voyaient dans ce procédé une manière pratique et peu coûteuse d'améliorer le salaire des « ouvriers les plus méritants » : ils en vinrent ainsi à utiliser d'une façon presque régulière le travail exceptionnel des heures supplémentaires. Cet usage abusif est devenu normal dans nos arsenaux au moment de la construction de la série des « *Danton* », c'est-à-dire en 1908, et on peut affirmer, sans rien exagérer, qu'aujourd'hui, pour toutes « les constructions neuves ¹ », la règle est la journée de 10 heures, obtenue par l'adjonction à la journée réglementaire d'une heure avant la cloche du matin et d'une autre heure après la cloche du soir.

C'est ainsi que moins de dix ans après la réforme tant reprochée à la fois à M. Pelletan et aux ouvriers des arsenaux, la journée de travail ramenée de 9 h. 35 à 8 heures est devenue pour une très grande partie du personnel une journée de 10 heures, et c'est là un exemple de plus bien digne d'illustrer, hélas ! l'histoire des réformes sociales dans notre pays.

Nous serions incomplet si nous n'ajoutions que, pour plusieurs raisons, les ouvriers s'inclinent devant cette interprétation, évidemment inadmissible, du règlement qui autorise le travail des heures supplémentaires.

La première de ces raisons est qu'en prétendant ne

1. D'une façon générale, il n'est pas fait appel au travail des heures supplémentaires pour les travaux de réparations.

travailler que 8 heures, l'ouvrier s'exposerait sans doute à des sanctions de droit ou de fait. Il est certain en tout cas que, coupable d'avoir refusé un service prévu par le règlement, il porterait à tout le moins pour l'avenir, comme une note qui ne servirait pas son avancement en solde, le reproche d'être un indiscipliné et un mauvais serviteur. C'est, nous en avons l'absolue conviction, — et on nous permettra de dire que, du point de vue des besoins de la défense nationale, elle est réconfortante — sur des faits analogues qu'est fondée, pour la plus grande partie, la réputation aussi défavorable qu'injuste dont jouissent auprès de certains publicistes les ouvriers de la Marine. Répétons-le encore, comme une vérité dont l'affirmation ne pourra jamais être trop répétée : la politique sociale — et toute politique d'ailleurs, mais celle-là plus qu'aucune autre, — requiert, comme une qualité fondamentale et comme une condition de succès, la loyauté. Nous ne pensons pas, certes, que les ouvriers soient sans défaut ; mais on nous accordera, du moins, qu'ils sont d'honnêtes gens : en ne revenant pas franchement sur une réforme que l'on considérait, à tort ou à raison, — à tort, croyons-nous, — comme ne pouvant être maintenue, et en reprenant par des moyens détournés la réforme que l'on laissait néanmoins inscrite dans les textes, on a donné aux ouvriers une leçon qui, moralement, est déplorable et qui n'est pas de nature, on en conviendra, à augmenter leur confiance dans les textes légaux et dans l'action pacifique. Tous ceux qui

souhaitent la justice dans l'ordre — et ceux-là aussi qu'on appelle, en jugeant plus sur les apparences que sur la réalité, les « hommes d'ordre » — admettront qu'il y a là une faute grave.

La seconde raison — et il faut toujours en revenir à cette considération dans la matière qui nous occupe — est qu'aux heures supplémentaires correspond un supplément de salaire.

Ce supplément est même assez élevé puisque, depuis 1855, au moins, chaque heure de travail en dehors des heures de cloche est payée un quart en sus du taux de l'heure ordinaire ¹. Une exception cependant était faite à cette règle en ce qui concerne « les fractions de journée de travail entre les heures réglementaires », c'est-à-dire pendant l'heure de sortie de midi, dont la rémunération était calculée au taux de l'heure ordinaire sans addition du quart. Mais cette distinction a été abandonnée par le décret de 1883 ²

1. L'article 27 du décret du 10 mars 1855 formulait le principe dans les termes suivants : « Chaque heure de travail en dehors des heures de cloche est payée à raison d'un huitième de journée. » L'article 21, § 4 du décret du 18 janvier 1867, employait un libellé un peu différent : « Chaque heure de travail en dehors des heures réglementaires compte toute l'année pour 1/10 de journée, mais elle est payée 1/4 en sus du taux de la journée ordinaire. » C'est cette rédaction qui a été reprise par les décrets du 22 mars 1879 (art. 24), du 14 août 1883 (art. 19), du 12 janvier 1892 (art. 17) et du 21 juin 1900 (art. 17). Le décret du 13 juin 1907 (art. 24) reprend la formule employée en 1855. Enfin le règlement actuellement en vigueur du 12 mai 1912 dispose dans son article 21 : « Sont payés un quart en plus : a) les travaux de nuit ; b) les travaux de jour exécutés en supplément de la durée normale du travail journalier. Ces travaux peuvent, dans certains cas particuliers, donner lieu à des allocations spéciales fixées par décision du ministre. »

2 L'article 21, § 3, du décret de 1867, décidait : « Les fractions de

(art. 19), et au moment de l'adoption de la journée de 8 heures, les heures supplémentaires étaient toutes payées au même taux. La circulaire du 29 novembre 1902¹ adapta au régime nouveau le principe du paiement de l'heure supplémentaire sur la base de cinq quarts d'heure, en stipulant que « chaque période de travail d'une durée de 48 minutes en dehors des heures de travail réglementaires comptera pour un dixième de la journée ordinaire ». Cette règle est encore inscrite aujourd'hui dans l'article 21 du décret du 12 mai 1912.

L'exemple suivant fera saisir l'importance de l'augmentation de salaire que peut procurer aux ouvriers le travail des heures supplémentaires. Un mécanicien-chauffeur ayant 22 ans de services arrive, avec une solde matriculaire de 4 fr. 50, à toucher en fait un salaire quotidien de 7 fr. 30 en faisant 4 heures

journée de travail entre les heures réglementaires sont comptées et rétribuées en dixièmes de journée. La durée de ces dixièmes est variable suivant la saison, proportionnellement à la longueur de la journée de travail. » La dernière partie de cette disposition fut remplacée, dans le décret de 1879 (art. 21), par les mots : « Quelle que soit la saison ou la durée effective de la journée de travail. » Enfin le décret de 1883 (art. 19) traita d'identique façon toutes les heures supplémentaires. Mais cette règle ne s'applique qu'au travail exécuté pendant un temps normalement passé en dehors de l'arsenal; le travail exécuté pendant un temps de repos sans sortie peut être compensé par un repos d'égale durée (V. *Régl.*, p. 79) Ajoutons que « le travail des dimanches et jours fériés est compté et rétribué comme celui des jours ouvrables » (art. 21 du décret de 1912). Ce travail est, d'ailleurs, vraiment exceptionnel. Un vœu déposé au congrès de 1912 a demandé « l'assimilation des travaux du dimanche et des jours fériés aux travaux hors cloche, avec abondement de salaire du quart horaire ».

1. *Réglementation*, p. 568.

supplémentaires : il prend le travail à 7 heures du matin au lieu de 8 heures, reste à ses feux de midi à 1 heure, et ne quitte l'arsenal qu'à 7 heures du soir au lieu de 5 heures.

Il faut reconnaître que cette augmentation supérieure à la moitié du salaire n'est possible que pour des ouvriers attachés à quelques services spéciaux. En prenant le cas le plus fréquent d'un surtravail de 2 heures, l'augmentation obtenue atteint encore le tiers du salaire réglementaire. Et cela suffit à faire comprendre que les ouvriers n'aient pas opposé une résistance très vive à l'emploi abusif des heures supplémentaires.

Nous croyons cependant ne rien affirmer que de très certain en disant que la plupart d'entre eux approuvent au fond l'attitude prise en face des travaux hors cloche par les syndicats des ports. Ceux-là même qui ne se rendent pas un compte très exact de toutes les raisons qui expliquent cette attitude sentent au moins que les heures ajoutées à la journée normale sont prélevées sur le temps qu'ils devraient, en leur qualité d'hommes, de citoyens d'un pays et d'une profession, de chefs de famille, consacrer, non seulement au repos — devoir primordial cependant, — mais encore à leur formation intellectuelle et morale, à leurs devoirs professionnels et civiques, à leurs obligations familiales.

A ces justes griefs, les syndicats joignent presque toutes les critiques déjà exposées à propos du travail à la tâche.

Sans doute, ils ne peuvent affirmer ni que le travail des heures supplémentaires implique une sorte de diminution de salaire par augmentation de la prestation fournie, ni même qu'il tend à permettre un abaissement de la rétribution de la journée normale. Mais ils montrent combien est décevante et illusoire l'augmentation de salaire obtenue grâce au travail hors cloche. Ils signalent, dans la prolongation de la journée de travail, une nouvelle cause de surmenage. Ils font remarquer enfin qu'à tous ces inconvénients qui, d'une façon immédiate et directe, atteignent les individus, s'ajoute, comme un danger menaçant toute la classe ouvrière, et lésant, hier, aujourd'hui ou demain, chacun de ses membres, l'intensification de la concurrence, cause de chômage pour une multitude de travailleurs. « Qu'as-tu obtenu ? écrivait naguère un collaborateur de l'*Emancipateur*¹ en s'adressant à l'ouvrier de l'arsenal. Qu'as-tu obtenu ? — La journée de 8 heures ! — Qu'en fais-tu ? Qu'est-elle devenue ? Regarde chez toi et vois ceci : une grande partie fait 10 et 12 heures de travail par jour. L'appât d'une augmentation sur ta journée n'a-t-il pas diminué l'effort que tu avais accompli dans ton premier geste d'émancipation, et, pendant que tu livres ainsi ton corps à un travail supplémentaire, épuisant tes forces pour un salaire insignifiant que ta volonté seule aurait dû te faire accorder pour ta journée de

1. *Emancipateur*, organe de la Fédération nationale des travailleurs réunis de la Marine, numéro du 1^{er} au 15 septembre 1911.

8 heures, tu empêches des milliers de bras ouvriers à gagner le pain si nécessaire à leurs vies pressurées par les privations sans nombre. » Et un autre militant syndicaliste, le secrétaire de l'Union fédérative des Travailleurs de l'Etat, rappelant le même principe, faisait appel à l'intérêt propre de ceux qui croient avoir profit à enfreindre la discipline syndicale : « ... Dans aucun cas, nous ne devons accepter de faire des heures supplémentaires, car c'est un moyen antisyndical et qui, plus tard, pourrait se tourner contre nous ¹. »

Ainsi, pour les heures supplémentaires comme pour le travail à la tâche, la cause décisive de l'opposition syndicale est dans la préoccupation de réglementer et d'empêcher les ouvriers d'aggraver eux-mêmes la concurrence naturelle qui existe entre les candidats au travail. Et nous nous trouvons là en présence d'une manifestation frappante de la conception que se fait du « droit au travail » le syndicalisme contemporain. Cette conception repose essentiellement sur la croyance à

1. *Emancipateur*, numéro du 1^{er} au 15 novembre 1911. Comparer, dans le numéro du 1^{er}-15 avril 1912, une déclaration du secrétaire général de la Fédération des travailleurs de la Marine de l'Etat à propos du bruit qui courait dans les arsenaux du remplacement de la journée de 8 heures par la journée de 9 heures, avec augmentation d'un dixième du salaire, dont voici la conclusion : « Nous sommes en droit de revendiquer de meilleurs salaires, mais jamais par de tels moyens, qui tendraient à faire de nous des traîtres à la classe ouvrière, des égoïstes féroces et inconscients. La République a promis bien-être et liberté aux travailleurs. Ce n'est pas en augmentant la durée de leur servage quotidien qu'elle les réalisera, et le plus bel hommage que nous puissions rendre aux représentants de l'Etat-Patron, à ce sujet, c'est que tout ceci n'est qu'un raconter. »

l'existence d'une « masse de travail » ¹, analogue au « fonds des salaires » dont parlent les économistes, dont l'importance est sensiblement invariable, au moins dans une période assez courte, et vis-à-vis de laquelle les ouvriers possèdent comme un droit de créance : le droit au travail, dont l'exercice conditionne pour eux l'exercice du droit à la vie. Tous et chacun des membres de la collectivité ouvrière, apparaissent donc comme des créanciers dont le droit égal doit recevoir, grâce à la vigilance du syndicat, une égale satisfaction. Cette part du travail qui correspond en bonne justice au droit de chaque ouvrier se détermine par le rapport entre l'actif commun et le nombre des créanciers, entre la masse de travail et le nombre des ouvriers. Il importe que nul prélèvement excessif, provenant de la prolongation de la journée ou de l'intensification de la production, ne vienne fausser cette répartition ; et, dès lors, la double pratique du travail hors cloche et du travail à la tâche est condamnable, parce qu'elle diminue frauduleusement, au profit de quelques-uns, la part afférente à chacun des ouvriers ².

1. Nous n'avons pas à examiner ici si cette notion est exacte ou non : ce qui nous intéresse, c'est qu'elle est professée par les syndicats.

2. Peut-être faut-il distinguer, dans la préoccupation syndicale de défendre le droit au travail des ouvriers, deux aspects différents : si, en effet, l'action ouvrière tente d'assurer l'équitable répartition du travail disponible entre tous les ayants droit et s'oppose pour cela à la fois aux concurrences frauduleuses (travail à la tâche, travail des heures supplémentaires), et aux sous-concurrences provenant du travail d'individus à besoins inférieurs (enfants, femmes étrangers, etc.), elle cherche également à défendre la masse de

C'est dans cet esprit que le XIII^e Congrès des Travailleurs réunis de la Marine de l'Etat (juin 1912) émit un vœu demandant que « les travaux hors cloche, quels qu'ils soient, soient supprimés ou, dans le cas de force majeure, qu'ils soient payés double ».

Il est certain que l'adoption de cette mesure serait de nature à rendre aux heures supplémentaires le caractère exceptionnel qu'elles n'auraient jamais dû cesser d'avoir et ramènerait l'Administration de la Marine au respect de ses propres règlements.

Mais il est souverainement improbable que le vœu

travail existante contre la diminution que pourrait lui faire subir l'utilisation des machines (voir par exemple la grève par laquelle, en 1909, les sardiniens de Bretagne essayèrent d'empêcher l'introduction dans les usines de la machine à souder), ou du moins — et ceci dans les métiers plus organisés où l'on possède davantage la notion du possible — à assurer aux ouvriers, par une entente avec l'employeur, une part des profits dérivant des progrès techniques (voir, par exemple, l'entente entre ouvriers typographes et patrons-imprimeurs à propos de l'emploi de la linotype). Sur la défense ouvrière contre la concurrence, voir P. Gemähling, *Travailleurs au rabais*, et M. Hollande, *la Défense ouvrière contre le travail étranger*.

Ajoutons cependant que la lutte syndicale contre la main-d'œuvre étrangère n'est pas uniquement une lutte contre une sous-concurrence, puisque cette hostilité subsiste parfois même vis-à-vis d'étrangers résidant en France et dont les besoins de vie ne sont aucunement inférieurs à ceux des nationaux (tels sont les Belges établis dans le département du Nord). Cette idée se dégage aussi d'une curieuse discussion (V. *Emancipateur* du 15 au 31 mai 1911) à propos de l'emploi d'ouvriers étrangers par les entrepreneurs faisant travailler dans l'arsenal de Sidi-Abdallah : sans nier que les étrangers « avilissent et déprécient la main-d'œuvre en acceptant des prix de famine », on affirma « qu'entre deux hommes, tous deux malheureux, mais l'un Français et l'autre étranger, on doit secourir de préférence le premier » ; et encore : « Que nos préférences soient donc pour l'ouvrier français, qu'en tout et partout, nous devons soutenir contre l'étranger. » Tant il est vrai que les faits sont maîtres des doctrines !

des ouvriers soit accueilli. La Marine, en effet, ne pourra renoncer au travail des heures supplémentaires ou au travail à la tâche que si elle se décide à améliorer la situation de ses ouvriers : elle sait bien que l'augmentation de rétribution obtenue par ces moyens atténue, en fait, les doléances légitimes que provoque dans son personnel le taux très inférieur des salaires.

CHAPITRE IV

LES ACCESSOIRES DU SALAIRE.

Les salaires payés par la Marine sont inférieurs aux salaires payés par l'industrie. C'est du moins ce qu'affirment les ouvriers des arsenaux et ce que semblent bien confirmer — pour autant qu'on puisse leur faire confiance — les statistiques.

Celles-ci, en effet, fixent, dès la période 1891-1893, à 4 francs pour l'ensemble des départements le salaire moyen perçu par les ouvriers de l'industrie ¹, transports non compris, tandis que le salaire moyen du personnel ouvrier des constructions navales était encore, en 1905, de 3 fr. 45 ² et n'atteignait 4 francs qu'en 1910 ³.

Encore faut-il, pour apprécier exactement cette hausse des salaires des arsenaux (qui est de 15 % environ), la rapprocher de la hausse subie depuis quelques années par les denrées de première nécessité.

1. Salaires et durée du travail dans l'industrie française, t. IV, p. 267.

2 Déclaration de M. Thomson, ministre de la Marine. (*J. O.* 1905, Sénat, déb. parl. Séance du 12 avril, p. 744.)

3. D'après les renseignements fournis par le ministère de la Marine à la Commission mixte consultative des questions ouvrières (session de 1912), le salaire moyen, au 31 décembre 1910, était de 4 fr. 103.

Cette augmentation de prix ¹ varie, depuis 1907, entre 15 % et 50 % : elle est de 15 % sur le pain, de 34 % sur le charbon, de 22 % sur le bœuf, de 50 % sur le poisson ; c'est dire qu'elle pèse lourdement sur le budget de l'ouvrier des ports et qu'elle compense — et au-delà — l'augmentation des salaires. Elle explique du même coup et justifie le vœu émis par le XIII^e congrès des Travailleurs de la Marine (1912) en faveur du salaire minimum de 5 francs.

On répond, il est vrai, aux ouvriers des arsenaux que les chantiers sur lesquels ils travaillent ne connaissent point de chômage et qu'ils leur offrent, pour compenser l'infériorité des salaires — que l'on ne songe point à nier — des avantages accessoires et notamment des retraites que les ouvriers de l'industrie ne possèdent point ².

Et il y a, sinon dans ce raisonnement, du moins dans les faits sur lesquels il s'appuie, une part de vérité qui est de nature à faire illusion.

Les ouvriers eux-mêmes s'y laissent prendre parfois, tant ils sont convaincus de l'avantage considérable qu'ils ont de ne point connaître l'atroce épreuve et la menace constante des périodes de chômage : et plus d'un, après avoir décrit, non sans amertume, la situation difficile qui est la sienne, dira en guise de conclusion : « Ah ! on n'est pas riche, mais c'est sûr. »

1. Voir Gide, *Cours d'économie politique*, p. 252, note 1.

2. Les retraites ouvrières et paysannes de la loi de 1911 ne sont, en effet, assimilables ni par leur taux ni par leur mode de constitution aux retraites des ouvriers des arsenaux.

Cependant, et sans rechercher si la supériorité des salaires industriels ne compense pas dans une large mesure la sécurité de misère dont jouit l'ouvrier des arsenaux, il faut souligner — et la même remarque s'applique aux autres avantages accessoires — ce qu'a de choquant l'idée implicite que le travailleur doit payer cet avantage par une réduction de salaire, et que, pour lui donner la certitude de ne point mourir de faim, on doit lui refuser la possibilité d'une vie véritablement humaine.

Telle ne peut être, en effet, la vie qu'il mène avec les salaires actuels ; et il ne faut point s'étonner si, à Brest, par exemple, les ouvriers des arsenaux figurent, pour une large part, dans la masse des 23.584 assistés que comptait, en 1906, une population de 85.000 habitants, et s'ils offrent un terrain d'expansion particulièrement favorable à la tuberculose qui cause, dans cette même ville, le tiers des décès annuels ¹.

1. Sur ce point, consulter le Bulletin annuel du bureau municipal d'hygiène de la ville de Brest, publié par le docteur Alix, année 1910. Nous y lisons notamment (p. 9) : « On a dit avec raison que cette maladie était fonction des conditions économiques de l'individu... Il est évident que, pour que le bacille s'établisse chez quelqu'un, il faut un terrain préparé à le recevoir... Or, à Brest, graine et terrain sont dans les meilleures conditions possibles pour donner un rendement maximum. Parmi les causes qui préparent le terrain, il suffit de noter l'alimentation insuffisante, les logements surpeuplés, les salaires de famine et l'alcool qui vient brocher sur le tout. » La situation est la même dans les autres ports, ainsi que le montre notamment une circulaire récente (2 octobre 1911) de M. Delcassé, dont l'« attention a été appelée sur les ravages causés dans la Marine par la tuberculose pulmonaire ». Après avoir signalé lui aussi ces ravages, M. Ch. Bos en dénonçait la cause dans les termes suivants : « C'est nécessairement depuis la date de leur entrée au service que

Il n'est pas trop, en vérité, de tous les accessoires du salaire pour rendre moins désavantageuse la situation des travailleurs des arsenaux.

En négligeant les gratifications et les secours remis aux ouvriers dans quelques circonstances particulières, ces accessoires du salaire ont trait soit au traitement en cas de maladie ou d'accident et aux pensions d'incapacité ou de retraite, soit aux congés.

Des permissions avec solde sont depuis longtemps accordées dans certains cas aux ouvriers : c'est ainsi, par exemple, qu'ils bénéficient d'une permission de deux jours à solde entière à l'occasion de leur mariage, et qu'ils peuvent être autorisés « à sortir, sans perte de salaire, pour assister au convoi » d'un membre du personnel des arsenaux décédé en activité de service ¹. C'est ainsi encore que la Marine leur facilite l'accomplissement des devoirs que leur impose soit l'acceptation d'un mandat électif, soit leur qualité de citoyens : les ouvriers reçoivent leur salaire lorsqu'ils sont autorisés à s'absenter de leur travail pour assister aux séances *plénières* des conseils municipaux dont ils font partie (circ. du 30 juin 1890. B. O.), ou pour remplir leurs fonctions de maire ou d'adjoint (circ. du 21 mai 1904. B. O.) ; ils le reçoivent lorsqu'ils sont

ces ouvriers sont devenus tuberculeux, et si l'on en veut chercher la cause, on trouvera certainement toujours, à l'origine, la misère.» (Rapport sur le budget de la Marine pour 1905, J. O., 1904, Ann., Chambre, p. 4630.)

1. Voir *Réglementation*, p. 89. La même règle s'applique aux ouvriers auxiliaires. (Circ. du 25 novembre 1910, B. O., p. 4049.)

« appelés à remplir certains mandats confiés par l'Administration préfectorale (répartition des impôts, délégation cantonale, revision des listes électorales, etc.) » ; ils le recevaient « pour chacun des jours ouvrables écoulés pendant la durée des assises », quand ils étaient désignés, antérieurement aux lois du 19 mars 1907 et du 17 juillet 1908¹, pour faire partie du jury criminel. Enfin de sages dispositions leur accordent pour l'accomplissement de quelques devoirs d'ordre professionnel les mêmes facilités : les ouvriers délégués à des « congrès réunis à l'effet de traiter des intérêts corporatifs » sont payés comme s'ils avaient été présents au travail (circ. du 8 juillet 1903. *B. O.*)².

Cependant jusqu'à une époque très récente, la Marine se refusait à accorder à son personnel ouvrier les quelques jours de repos annuel payé qu'il réclamait depuis longtemps. Les ouvriers avaient vainement demandé, lors de leur congrès extraordinaire de 1906, l'inscription de cette réforme dans le projet de règlement qui leur avait été communiqué, et ils avaient dû se contenter de la promesse du ministre qu'il examinerait promptement cette question afin de la résoudre dans les commentaires du décret.

1. Une circulaire ministérielle du 27 juin 1911 (*B. O.*, p. 1129) a abrogé les prescriptions de la circulaire du 5 août 1898, « le paiement du salaire journalier aux ouvriers de la Marine pendant l'accomplissement de leurs fonctions de juré d'assises ne se justifiant plus, puisqu'il ferait double emploi avec les indemnités » des lois de 1907 et de 1908. « Mais les journées... continueront à leur être comptées comme services. »

2. L'allocation des salaires dans ce cas est actuellement réglementée par la circulaire du 27 avril 1911. (*B. O.*, I, 733.)

La réforme, dont le principe a été accepté en 1911, vient d'être réalisée : le budget de l'exercice 1911 avait accordé « les crédits nécessaires pour la concession à tout le personnel ouvrier de la Marine d'un congé annuel de six jours ouvrables avec maintien du salaire ¹ », et le budget de 1912 a permis de compléter la réforme en portant le congé annuel à douze jours.

La concession de ces jours de *vacances* a été accueillie avec joie par les ouvriers : « ils sont trop heureux de vivre en toute liberté pendant quelques jours au milieu de leur femme et de leurs enfants ² ». Les syndiqués se félicitent comme d'un résultat, dû à leur action collective, « de cette réforme des congés qui, après celle de la journée de 8 heures, vient ajouter une page brillante au livre d'or du syndicalisme ouvrier de la Marine de l'Etat ³ ».

A côté des congés, nous avons rangé sous le titre d'accessoires du salaire les avantages dont bénéficient les ouvriers des arsenaux en cas de maladie ou d'accident et leurs pensions de retraite ou d'invalidité.

Déjà sous le régime de l'ordonnance de 1689, les ouvriers des arsenaux, blessés ou malades, pouvaient

1. Instruction ministérielle du 25 juillet 1911 (*B. O.*, p. 87). Voir cette instruction sur les détails d'application de la réforme et l'attribution des congés. Dans ces jours de congé sont désormais compris les permissions accordées aux ouvriers à l'occasion de leur mariage, de décès survenus dans leur famille, etc

2. *Emancipateur*, 1^{er}-15 octobre 1911.

3. Manifeste du comité fédéral de la Fédération nationale des Travailleurs réunis de la Marine de l'Etat, reproduit dans l'*Emancipateur* du 15-31 août 1911.

être reçus dans les hôpitaux de la Marine, et le décret du 23 août 1792 ¹ se référait à cette pratique constante en attribuant « leur demi-journée » aux « ouvriers malades qui seront traités à l'hôpital » (art. 5).

Il complétait, d'ailleurs, cette réglementation en accordant « leurs journées entières » à ceux « qui seront traités chez eux à leurs frais » (art. 4). Mais dès l'an V², il semble bien que cette faculté du traitement à domicile ait disparu et que le traitement « dans les hospices aux frais de la République » soit devenu la règle pour un personnel que son recrutement et la discipline à laquelle il était soumis ne distinguait guère d'un personnel proprement militaire.

Puis vint la transformation progressive du recrutement et l'accroissement du nombre d'ouvriers non inscrits employés dans les arsenaux. Plus fréquemment que les inscrits — en grande partie appelés, et appelés pour un service de sa nature temporaire ³ — ils se fixaient avec leur famille dans le voisinage du port pour un établissement définitif. Il fallut tenir compte de cette situation d'une fraction toujours plus importante du personnel, et sans doute est-ce ainsi qu'il convient d'expliquer la prescription de l'ordonnance de 1846 (art. 31) qui permit au préfet maritime d'autoriser, sur leur demande, « à se faire soigner chez eux » les

1. Voir *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, année 1792, t. V (10 août-21 septembre), p. 205.

2. Arrêté du 17 ventôse, an V, art. 18 ; arrêté du 7 ventôse, an XI, article 24.

3. Voir ordonnance du 7 décembre 1846, article 6.

membres du personnel ouvrier « vivant dans leur famille », « s'ils ont leur résidence en ville ou dans un lieu assez rapproché pour qu'ils puissent être soumis à l'inspection des officiers de santé de la Marine ». Les ouvriers traités à domicile recevaient la moitié de leur solde normale, sous la réserve que « cette allocation ne pourra se prolonger au delà de six semaines ».

Dans leur ensemble, les règles posées, en 1846, sont encore en vigueur aujourd'hui ¹. Un décret du 14 janvier 1907 a seulement étendu aux ouvriers ne vivant pas en famille le bénéfice du traitement à domicile, et un décret du 13 avril a autorisé les ouvriers « restés malades à domicile » à ne plus envoyer à leur chef d'atelier qu'une simple « lettre d'avis », supprimant ainsi la « formalité dispendieuse » du certificat médical attestant leur incapacité de se rendre au port. Cette obligation n'a été maintenue, par le décret du 13 juin 1907 (art. 27), que pour les ouvriers qui habitent au dehors de la « circonscription médicale établie dans chaque port » et hors des limites de laquelle devient plus difficile le contrôle des médecins de la Marine. Enfin, si la circulaire du 23 juillet 1909 maintient la disposition par laquelle le salaire ne peut être payé aux hommes traités à domicile « au delà de

1. Le décret du 10 mars 1855, article 37, a prévu la possibilité pour les ouvriers d'être « autorisés à se rendre aux eaux thermales aux frais de l'Etat », et leur a accordé dans ce cas « la totalité de leur solde matriculaire, cumulativement avec l'indemnité de route, sous la déduction de la moitié de la solde pendant le temps qu'ils ont été hospitalisés ». Cette règle est inscrite aujourd'hui dans l'article 26 du décret du 12 mai 1912.

45 jours consécutifs », ni leur « être attribué plus de 90 jours par an » sans autorisation spéciale, c'est non plus au ministre, mais au préfet maritime, ou au directeur des établissements hors ports, qu'il appartient d'accorder cette autorisation. (Circ. du 23 juillet 1909. *B. O.*, p. 792.) Le décret de 1912 (art. 24 et s.) a confirmé sur tous ces points la réglementation antérieure.

Contre cette réglementation, les ouvriers ont quelques griefs.

Ils affirment tout d'abord que le prélèvement de moitié qu'ils subissent sur leur salaire lorsqu'ils sont soignés à l'hôpital est trop élevé ¹. Ils font remarquer que ce prélèvement, très lourd en lui-même, n'est pas proportionné aux retenues d'hôpital opérées, en vertu de l'article 114 du décret du 7 janvier 1908, sur les soldes des officiers et autres agents organisés de la Marine : c'est, en effet, une retenue de 1 fr. 50 à 2 fr. 50 que représente pour les ouvriers malades la réduction de moitié d'un salaire annuel de 1.200 à 1.500 francs, alors que la retenue d'hôpital des corps organisés n'atteint que 1 fr. 25 par jour pour les soldes de 1.400 à 1.799 francs, 1 franc pour les soldes de 1.200 à 1.399 francs, et 75 centimes pour les soldes inférieures à 1.200 francs ².

1. Voir notamment *Emancipateur* du 15-31 août 1912.

2. Le congrès de 1912 vient d'émettre un vœu demandant que « les ouvriers reçoivent l'intégralité de leurs salaires quand ils ont été blessés en service commandé et les trois quarts de leur solde en cas de simple maladie ».

Il ne faut pas s'étonner de la comparaison qui sert de base à la réclamation des ouvriers : inscrits d'hier, ils portent encore — nous avons déjà dû en faire plusieurs fois la remarque — ils portent dans leur situation actuelle, en bien et en mal, tant de traces de leur passé que la comparaison entre leur sort et celui des personnels militaires de la Marine ne peut que leur paraître toute naturelle. Elle leur paraît d'autant plus naturelle que le décret de 1908 s'applique, non seulement aux corps militarisés, mais à tous les corps organisés du Département avec lesquels les ouvriers se trouvent constamment en contact et dont ils assurent en partie le recrutement. Au demeurant, leur traitement dans les hôpitaux de la Marine et de la Guerre — et subsidiairement dans les hôpitaux civils — est une survivance de leur ancienne situation.

Quant au fond, l'observation des ouvriers est parfaitement judicieuse. Elle ne peut être discutée que si l'on considère le traitement dans les hôpitaux comme une générosité faite aux ouvriers : or, nous le savons, elle leur est présentée comme une compensation à l'infériorité de leurs salaires.

Le taux actuel du « salaire de maladie à domicile » soulève également les critiques des ouvriers. Tout heureux qu'ils sont de pouvoir se faire soigner au milieu des leurs, ils s'étonnent que, dans ce cas, la retenue sur le salaire reste de moitié, puisque l'Etat ne fournit plus « ni le couchage ni la nourriture ». Ils s'en étonnent, et ils s'en inquiètent : si déjà, en temps

normal, ils ne peuvent subvenir aux besoins de leur foyer qu'au prix des plus rudes privations, ils se sentent vaincus d'avance par la misère lorsque survient la maladie. Et c'est précisément à ce moment critique que leur fera défaut la moitié de leur salaire ! Faisons remarquer combien plus humain et plus sage à la fois était le décret de 1792, appliqué jusqu'à l'arrêté du 17 ventôse an V, en accordant à l'ouvrier traité à domicile l'intégralité de sa solde.

Egalement plus libérale que la législation actuelle était la disposition inscrite dans l'article 8 du décret du 25 janvier 1793 : « L'entrepreneur des hôpitaux dans les arsenaux de la Marine sera tenu de fournir, au même prix qu'à la Nation, les remèdes nécessaires aux maîtres, contre-maîtres, aides et ouvriers, et à tous autres employés aux travaux des ports, ainsi qu'à leurs femmes et à leurs enfants, qui, étant malades, se font traiter chez eux par les officiers de santé de la Marine, comme la loi du 23 août 1792 les y autorise » (t. III, 8). Les ouvriers rappellent ces avantages d'autrefois pour en faire un nouveau reproche au régime d'aujourd'hui ; et c'est en s'inspirant de la situation ancienne que le IV^e Congrès des Travailleurs des Ports (1903) a émis un vœu, qui n'a point encore été entendu, en faveur de la gratuité du service médical et pharmaceutique.

Enfin le Congrès de 1908 (IX^e Congrès) a demandé le paiement sans limitation de temps du salaire de maladie, quelle que soit l'origine de la maladie.

Jusqu'à présent, ce salaire n'est payé pendant un temps illimité que lorsque la blessure reçue l'a été en service commandé ou que la maladie contractée est d'origine professionnelle ; et cette règle paraît aux ouvriers rigoureuse à la fois et arbitraire : arbitraire, parce qu'ils pensent, non sans raison, que l'origine professionnelle de la maladie est, inévitablement, maintes fois méconnue en fait ; rigoureuse, parce qu'ils ont le sentiment confus — et l'avenir dira s'ils ont tort — que l'ouvrier doit trouver dans le forfait tant vanté que constitue le salaire une complète sécurité.

Cette appréciation commence, semble-t-il, à pénétrer dans la conscience publique, et on en pourrait voir un premier effet dans l'admission par les législations récentes de la théorie du *risque professionnel* : la rémunération forfaitaire attribuée à l'ouvrier dans l'œuvre de la production implique, par son caractère forfaitaire même, que l'ouvrier ne supportera pas les conséquences des risques auxquels l'expose son travail ; et qu'avec les risques bons — les profits éventuels — le chef d'industrie doit prendre le fardeau des risques mauvais. Tel est le système adopté par la loi du 9 avril 1898. Aux termes de son article 32, cette loi ne régit pas les ouvriers « appartenant aux ateliers de la Marine ¹ ». Mais sous des apparences un peu diffé-

1. La loi de 1898 ne régit pas les ouvriers immatriculés de la Marine, mais elle s'applique aux ouvriers auxiliaires, aux ouvriers des entrepreneurs occupés dans les arsenaux, aux apprentis civils des arsenaux, aux élèves de l'Ecole d'apprentissage libre d'Indret. Voir circulaire du 19 mai 1900, complétée par celle du 8 mars 1909.

rentes, c'est, en réalité, la même théorie qui, depuis longtemps, inspire notre jurisprudence ¹ et notre pratique administratives en matière d'accidents du travail. C'est elle aussi qui donne l'explication profonde de notre système de pensions militaires d'invalidité ².

Examinons donc la situation faite dans les arsenaux aux accidentés du travail, d'abord en cas d'incapacité temporaire, ensuite en cas d'incapacité permanente de travail.

Le décret du 9 août 1883 a, le premier, distingué entre les ouvriers malades d'une maladie quelconque et ceux dont « la maladie est la conséquence d'une blessure reçue en service commandé ». A ces derniers, il accordait, non plus la moitié, mais les trois quarts de leur salaire. Cette disposition fut reprise par l'article 23 du décret du 12 janvier 1892, puis par l'ar-

Au sujet de la constatation des accidents du travail survenus aux ouvriers auxiliaires, voir circulaire du 1^{er} décembre 1910 (B. O., p. 4.074).

1. Dès avant la loi de 1898, cette jurisprudence appliquait en fait la théorie du risque professionnel. Voir en particulier arrêt *Cames* (Cons. d'Etat, 21 juin 1895, S. 97.3.33) dans le cas d'un ouvrier non immatriculé de la Guerre qui ne pouvait bénéficier de la législation sur les pensions. Dans la note qui accompagne cet arrêt, M. Hauriou conclut : « Ainsi, spectacle éminemment intéressant, la jurisprudence administrative en arrive à consacrer la théorie du risque industriel, en considérant celui-ci comme un cas particulier du risque administratif. » Quant à la pratique administrative, la matière que nous étudions au texte en offre un exemple excellent.

2. C'est pour avoir subi un préjudice du fait de l'exécution d'un service public que les fonctionnaires régis par les dispositions sur les pensions militaires reçoivent une pension d'invalidité lorsqu'ils sont blessés en service commandé. Voir Hauriou, *Précis de droit administratif*, 5^e édit., p. 242 et s., théorie des indemnités pour « faits de services ».

ticle 20 du décret du 21 juin 1900. Il est juste de faire remarquer d'ailleurs qu'elle fait à l'ouvrier de la Marine une situation meilleure que celle que lui ferait l'article 3, § 4, de la loi de 1898 : il « a, en plus de la faculté souvent précieuse de l'hospitalisation, les trois quarts et non pas la moitié de son salaire ¹ » ; il touche cette part de salaire dès son premier jour d'incapacité.

Cependant, comme la loi de 1898, le décret de 1900 (art. 20) posait nécessairement — et posait sans la résoudre — la grave question des maladies professionnelles.

Notre jurisprudence civile l'a résolue, dans la mesure où le lui permettaient et le texte légal et les travaux préparatoires, en distinguant entre les maladies dues au lent et durable effet de l'exercice d'une certaine industrie et « les affections pathologiques accidentelles », les « lésions médicales » dues à l'action soudaine d'une force extérieure : à ces dernières seulement elle applique avec un libéralisme incontestable la loi de 1898 ². Mais, si cette interprétation trouve dans

1. Voir circulaire du 19 mai 1900, *B. O.*, I., 990. Cette circulaire, et l'arrêté qui l'accompagne, contiennent le résumé des dispositions relatives aux accidents du travail applicables aux différents personnels ouvriers travaillant dans les arsenaux. Elle est à compléter sur certains points par des textes postérieurs, notamment par les circulaires du 1^{er} octobre 1908, du 8 mars et du 6 novembre 1909.

2. « Il résulte de l'esprit de la loi... et des travaux préparatoires que les maladies professionnelles auxquelles on ne saurait assigner une origine et une date déterminées sont exclues du bénéfice de la loi ; que les accidents survenus au cours du travail donnent seuls droit à indemnité, et qu'il appartient aux représentants de l'ouvrier d'établir qu'il a été victime d'un de ces accidents », décidait la Cour de cassation par son arrêt du 23 juillet 1902 (*L.* 04-1-79). Dans

l'expression de sa nature assez vague d'*accident* une base valable, les termes du décret de 1900 ne supportaient pas une interprétation analogue : l'article 20 ne visait que le seul cas où « la maladie est la conséquence d'une *blessure* reçue en service commandé » — le sens du mot *maladie* étant très nettement délimité par la nécessité de l'existence préalable d'une blessure.

C'est dans ces conditions qu'en 1903 un des ports posa à M. Pelletan, alors ministre de la Marine, la question de savoir si les agents du personnel ouvrier « atteints de maladies ou d'infirmités résultant des fatigues ou des circonstances du service » ne devaient pas être assimilés aux ouvriers blessés en service commandé. D'accord avec le Conseil supérieur de Santé de la Marine, le ministre trouva la formule trop générale, mais il décida qu'à l'avenir les 3/4 de la solde journalière seraient alloués pour maladies ou infirmités, en cas d'affection nettement caractérisée, telle que le saturnisme, ou de maladies produites, d'une façon in-

l'arrêt du 3 novembre 1903 (S. 05.1.271), elle complétait ainsi la théorie dont le premier arrêt ne formulait que l'aspect négatif : «... Si la loi de 1898 ne s'applique pas aux maladies professionnelles auxquelles on ne saurait assigner une origine et une date déterminées, et qui ne sont que la conséquence de l'exercice habituel d'une certaine industrie, il en est autrement des affections pathologiques accidentelles, qui, bien que contractées dans l'accomplissement d'un travail industriel, prennent leur origine et leur cause dans un fait déterminé ne rentrant pas dans les conditions normales de l'exercice de ce travail. » Reste l'obligation imposée à l'ouvrier ou à ses représentants de rapporter la preuve du fait déterminé, de l'accident, origine et cause de la maladie. Voir sur l'interprétation large de cette obligation, Toulouse, 5 mai 1909, S. 09.2.254, dans un cas d'infection charbonneuse ; Sachet, 3 édit., 43.

contestable, par les gaz, vapeurs ou poussières toxiques, auxquels peuvent être exposés les ouvriers du fait de leur service, ou bien encore d'accidents causés par le scaphandre, « toutes causes professionnelles donnant lieu à des malaises immédiats ou à des infirmités éloignées de nature nettement spécifiques »¹.

Les solutions admises par la circulaire du 27 juin 1903 (*B. O.* I-888) se trouvent donc être plus larges que celles auxquelles a pu se rallier la jurisprudence, puisqu'elles accordent les trois quarts du salaire à l'ouvrier atteint d'un mal de caractère nettement professionnel, alors même que ce mal ne se serait développé que d'une façon insensible et progressive.

Le même système a pris place dans le décret du 13 juin 1907 (art. 27) et a été maintenu par le décret du 12 mai 1912 (art. 24, al. 2) : l'ouvrier « reçoit les trois quarts de son salaire si la maladie est la conséquence d'une blessure reçue en service commandé ou provient exclusivement d'une cause professionnelle nettement caractérisée ».

Nous avons vu déjà que les ouvriers ont demandé au cours de leur Congrès de 1912 le paiement du salaire intégral aux ouvriers victimes de leur travail. Ils demandent aussi que, si elle n'est pas considérée

1. Voir pour « la procédure à suivre pour la constatation des accidents dont les ouvriers peuvent être victimes », la circulaire du 5 avril 1907; pour « la constatation de l'origine des maladies contractées en service commandé », la circulaire du 19 septembre 1907 et celle du 30 mai 1908.

comme une maladie professionnelle ¹, la tuberculose ne soit pas, du moins — ainsi que les en menacent l'article 28, al. 2 du décret de 1912, et une récente circulaire ministérielle — une cause d'exclusion définitive et d'irréremédiable misère pour les malheureux qui en sont atteints ².

Comme le demi-salaire des ouvriers de l'industrie, le salaire de maladie des ouvriers des arsenaux ne doit être payé qu'en cas d'incapacité temporaire. Si cette incapacité atteint l'ouvrier plus profondément dans ses facultés de travail, si elle consacre une déchéance physique irréremédiable, si elle est permanente, c'est à une pension d'invalidité que l'ouvrier devra demander la

1. On sait qu'aux termes de l'article 5 de la loi du 29 décembre 1905, les marins français « qui sont atteints de blessures ou de maladies, ayant leur cause directe dans un accident ou un risque de leur profession survenu pendant la durée de leur embarquement sur un navire français ou s'y rattachant étroitement » ont droit à une pension. Ce texte permet, en fait, l'allocation dans certains cas d'une pension aux marins atteints de tuberculose. C'est une législation du même genre que souhaitent les ouvriers des ports.

2. Un appel du Comité fédéral paru dans l'*Emancipateur* du 15-31 août 1912 exprimait dans les termes suivants l'indignation et les désirs du personnel : « ... Ceux d'entre nous que le mal de misère, la tuberculose, contractée dans l'atmosphère débilite des ateliers, aura atteints, seront traités par l'Etat-patron républicain à l'égal des anciens lépreux, au cou desquels on pendait une clochette qui avait pour objet de les signaler à la terreur populaire et de faire la solitude, la famine et la mort autour d'eux... Nous demandons des mesures plus humaines que le renvoi brutal et même mitigé par l'octroi d'une indemnité toujours insuffisante à l'égard des ouvriers dits tuberculeux. Ces malheureux, frappés par un mal imputable à l'ordre social tout entier, ont droit à tout autre chose qu'une aumône. Que l'on crée des ateliers spéciaux pour les valides et des sanatoriums où les incurables seront traités aux frais de l'Etat jusqu'à la solution complète de leur mal. »

possibilité de vivre. Cette pension n'étant que la pension de retraite elle-même, à laquelle donnent prématurément droit « les blessures reçues ou les infirmités contractées en service ¹ », il nous faut, avant d'aborder l'examen de ce cas particulier, exposer le système de retraites appliqué dans les établissements de la Marine.

En fixant à nouveau, par la loi du 28-31 avril-13 mai 1791 ² la réglementation des demi-soldes — déjà attribuées par l'ordonnance de Colbert ³ aux ouvriers des Ports — l'Assemblée nationale ne distinguait pas entre les « officiers-mariniers, matelots, novices, mousses, sous-officiers, soldats et autres employés du Département de la Marine » ; à tous elle accordait des pensions de même nature, dont elle fixait le taux en « considérant que la situation des marins exige plus ou moins de secours en raison de leurs infirmités, de leurs blessures, de la quantité et de l'âge de leurs enfants, et qu'il est juste aussi d'avoir égard à leurs appointements qui indiquent la durée, l'importance et le mérite de leurs services ». Ainsi s'affirmait l'identité de situation des matelots, des ouvriers navigants et des ouvriers employés dans les arsenaux, tous inscrits et également assujettis aux levées.

1. L'ouvrier proposé pour la pension de retraite à titre de blessures reçues ou d'infirmités contractées en service, reçoit les trois quarts de sa solde jusqu'au moment du règlement définitif de sa retraite, quel que soit le lieu de son domicile. Circulaire du 8 octobre 1892 (*B. O.*, 339) modifiée par celle du 19 novembre 1900 (*B. O.*, 1140).

2. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, avril 1791, p. 315 et s.

3. Ordonnance de 1689, L. VIII, t. IV.

Cette identité de situation fut méconnue par la loi du 18 avril 1831 : tandis que cette loi s'appliquait aux marins et aux membres des corps organisés, la législation de 1791 restait en vigueur pour les ouvriers des arsenaux. Cependant, à mesure que se développait le personnel libre, la comparaison ne pouvait manquer de se faire, et la différence de s'affirmer, entre ce personnel, complètement étranger aux charges de l'Inscription, et le personnel inscrit, qui les supportait au contraire au même titre que les matelots et les ouvriers navigants. En vertu donc d'une assimilation parfaitement rationnelle, l'ordonnance du 5 octobre 1844 (art. 3) décida que les ouvriers des professions inscrites « obtiendront à l'avenir des pensions pour ancienneté ou pour blessures, aux conditions déterminées par la loi du 18 avril 1831 », c'est-à-dire qu'ils seraient soumis à la législation des pensions de l'armée de mer. Les ouvriers non inscrits, eux, restaient soumis à la loi de 1791.

La loi du 28 juin 1862 réalisa l'unité de cette législation en étendant (art. 1^{er}) aux contremaîtres, aides-contremaîtres, ouvriers, apprentis et journaliers de professions non soumises à l'inscription maritime » le bénéfice des dispositions de la loi de 1831¹ et du tarif fixé par la loi du 26 juin 1861.

1. Quoique les services des ouvriers des arsenaux soient civils par leur nature, leurs salaires sont considérés comme des traitements militaires, parce que conduisant à une pension de forme militaire. (Avis du Conseil d'Etat, 18 janvier 1884, *B. O.*, p. 619.) Cette juris-

Le taux des pensions a subi depuis lors une augmentation considérable : il varie, depuis la loi du 6 août 1883 ¹ aujourd'hui en vigueur, entre 600 et 700 francs pour les ouvriers, entre 700 et 900 francs pour les chefs ouvriers.

« Le droit à la pension est acquis après 25 ans accomplis de services effectifs » (loi de 1862, art. 2), sous cette réserve que la pension « ne peut être réclamée par l'ayant droit avant l'âge de 50 ans accomplis (art. 3) ». Cette seconde condition cesse d'être imposée à l'intéressé en cas « d'incapacité définitive de travail ou de service dûment constatée ».

La première condition disparaît elle-même quand la pension de retraite est sollicitée pour blessures ou pour infirmités contractées en service commandé (art. 12, loi de 1831) : dans ce cas, l'ouvrier tient ses titres à la retraite non plus de l'ancienneté de ses services, mais de la déchéance physique qu'avant l'âge de la retraite ont provoquée en lui les accidents ou les fatigues du service.

Parmi les blessures et les infirmités d'origine professionnelle, la loi de 1831 établit une distinction entre les plus graves, celles qui « ont occasionné la cécité, l'amputation ou la perte absolue de l'usage d'un ou de

prudence est à signaler à cause de la règle du non-cumul d'une pension militaire avec un traitement militaire d'activité.

1. Le taux fixé en 1861 et en 1862 était de 365 à 465 francs pour les ouvriers, de 385 à 505 pour les chefs ouvriers. Après la loi du 5 août 1879, ce taux était de 500 à 600 francs pour les ouvriers, de 520 à 660 pour les chefs ouvriers.

plusieurs membres », et les blessures et infirmités moins graves. Les premières « ouvrent un droit immédiat à la pension », les secondes ne donnent lieu à cette pension que « si elles mettent (l'ouvrier) hors d'état de servir et de pourvoir à sa subsistance ».

Les infirmités du premier groupe se répartissent elles-mêmes en trois catégories auxquelles correspondent des chiffres de pension différents :

L'amputation de deux membres ou la perte totale de la vue donnent droit au maximum de la pension d'ancienneté, augmenté de 30 % (art. 4 de la loi de 1861) ;

L'amputation d'un membre ou la perte absolue de l'usage de deux membres donnent droit au maximum de la pension (art. 4 de la loi de 1861) ;

La perte absolue de l'usage d'un membre ou les blessures et infirmités « qui y sont reconnues équivalentes » donnent droit au minimum de la pension, auquel s'ajoute pour chaque année de service « un vingtième de la différence du minimum au maximum d'ancienneté », de telle sorte que « le maximum est acquis à vingt ans de service » (art. 16 de la loi de 1831).

Les infirmités du second groupe donnent pareillement lieu à une pension égale au minimum d'ancienneté ; mais ce minimum ne sera augmenté du vingtième de la différence du minimum au maximum d'ancienneté que pour chaque année au delà du temps de service nécessaire pour acquérir les droits à la

pension d'ancienneté (art. 17 de la loi de 1831).

D'une façon générale, on peut admettre qu'au point de vue des retraites, la situation des ouvriers de la Marine est, ainsi que le dit la circulaire du 19 mai 1900, « plus avantageuse que celle de l'industrie privée, même en tenant compte de l'infériorité relative des salaires payés par l'Etat » ; et que « cet avantage est d'autant plus marqué que la position de la personne envisagée est plus modeste dans la hiérarchie ».

Ces affirmations sont rigoureusement exactes. Sans doute, les ouvriers les mieux payés auraient intérêt à toucher en cas d'incapacité permanente et totale les deux tiers de leur salaire que leur accorderait la loi de 1898. Mais il suffit que le salaire quotidien de l'ouvrier ne dépasse pas, selon qu'il lui sera alloué le maximum de la pension avec ou sans majoration, 4 fr. 85 ou 3 fr. 75, pour que la loi de 1831 lui soit aussi avantageuse que la loi de 1898. Elle lui sera même plus avantageuse si son salaire est inférieur à ce taux, et cet avantage s'accroîtra d'autant plus que le salaire sera plus bas, puisque les pensions militaires ne varient pas avec le taux de la solde, mais seulement avec le grade de l'intéressé (ouvrier, chef ouvrier, etc.). C'est par cette règle qu'il faut expliquer le fait que, même avec des salaires inférieurs, les ouvriers des arsenaux ont souvent des pensions d'invalidité supérieures à celles des ouvriers de l'industrie.

Cette supériorité est encore plus certaine en cas d'incapacité permanente partielle. Remarquons d'a-

bord, en effet, que l'assimilation que nous avons admise pour la commodité du raisonnement entre les cas où il y a incapacité totale et les cas prévus par l'article 4 de la loi de 1861 n'est pas absolument exacte ¹ et que souvent le maximum de la pension de retraite est accordé aux ouvriers des arsenaux par la loi de 1861 dans des cas où le droit commun ne leur accorderait qu'une pension calculée sur la moitié de la réduction de leur capacité de travail : or, pour donner ouverture à une rente de 750 francs, taux maximum de la pension de retraite non majorée, il faudrait que cette réduction de capacité de travail atteigne 78 % pour les ouvriers touchant le salaire maximum de 5 fr. 50 ; et, pour les ouvriers qui reçoivent le salaire moyen de 4 francs par jour, il faudrait même qu'elle dépassât 100 %, mathématiquement qu'elle atteignît 108 % ! Ajoutons enfin que le minimum de la pension de retraite (600 francs) correspond encore pour les ouvriers les mieux payés à une réduction de capacité de travail de 72 %, et, pour ceux qui reçoivent le

1. Si la jurisprudence considère bien comme une incapacité permanente et totale la cécité (Riom, 4 avril 1900, S. 01.2.207 ; Paris, 16 février 1901, D. 01.2.237), il n'en est pas toujours de même pour l'amputation ou la perte de l'usage de deux membres (*sic*, Lyon, 1^{er} avril 1907, *Gaz. trib.*, 30 août 1907, pour l'amputation des deux pieds ; Nancy, 13 juin 1901, *Gaz. Pal.*, 18 octobre 1901, pour la perte de la jambe droite accompagnée de l'ankylose du bras gauche ; *contra*, Dijon, 10 mars 1902, S. 05.2.11). Ces divergences s'expliquent par l'appréciation de fait qui incombe aux tribunaux sur la capacité de la victime, même hors d'état de continuer l'exercice de sa profession, de se livrer à d'autres travaux. La législation sur les pensions de l'armée de mer procède, au contraire, d'une appréciation forfaitaire.

salaire de 4 francs à une réduction de 100 %¹.

Les textes qui ont accordé des pensions de retraite aux ouvriers des arsenaux font bénéficier d'une fraction de cette pension les veuves des ouvriers décédés. Cette fraction, qui était, en 1862, du quart du maximum de la pension attribuée à l'ouvrier, soit de 116 francs, a été portée par la loi du 5 août 1879 à la moitié de ce maximum : elle est donc, depuis le relèvement de tarif opéré en 1883, de 375 francs.

Cette pension ne sera versée à la veuve que si les liens du mariage dont elle tient ses droits n'ont pas été distendus par une séparation de corps prononcée à ses propres torts (art. 20 de la loi de 1831).

En outre, elle ne sera versée que si le mari est mort en service commandé, ou s'il est mort des suites d'une blessure reçue ou d'une maladie contractée en service commandé, pourvu que le mariage soit antérieur à l'origine de la blessure ou de la maladie, — ou enfin s'il est mort en jouissance de la pension de retraite, ou en possession de droits à cette pension, pourvu que le mariage ait été contracté deux ans avant la cessation de l'activité du mari, ou qu'il y ait un ou plusieurs enfants issus du mariage antérieur à cette cessation (art. 19 de la loi de 1831).

La première condition n'appelle aucune discussion :

1. De ces chiffres rapprochons le fait que la jurisprudence évalue à 70 % environ la réduction de la capacité résultant de la perte totale de l'usage du bras droit, à 90 % au maximum celle qui résulte de son amputation.

fondée sur la communauté de vie, de charges et d'intérêts née du mariage, la pension allouée à la veuve n'a plus de raison d'être au profit de qui s'est dérobé aux devoirs du mariage et dont la justice a dû reconnaître les torts.

Les autres conditions peuvent être rangées en deux groupes. Le premier renferme les cas où le droit à pension est ouvert à la veuve par suite du caractère professionnel du fait qui a provoqué le décès du mari. En rapprochant la situation des veuves d'ouvriers de l'arsenal de celle des veuves d'ouvriers de l'industrie victimes de leur travail, on constate que si la situation des unes est nettement préférable lorsqu'elles survivent seules sans enfants — puisqu'elles touchent la moitié du maximum de la pension du mari au lieu du cinquième du salaire — cette situation est toute différente lorsque les veuves sont mères de plusieurs enfants — puisqu'elles ne voient pas, comme dans l'industrie, leurs pensions s'augmenter d'allocations particulières accordées à leurs enfants mineurs de seize ans. La Marine a essayé de faire profiter les veuves de ses ouvriers des dispositions plus généreuses sur ce point de la loi de 1898 en prévoyant l'allocation « de secours complémentaires égaux au montant des sommes qui auraient été accordées en plus d'après la loi sur les accidents du travail ¹. »

Le second groupe réunit les hypothèses où le mari

1. Circulaire du 19 mai 1909, complétée par celle du 6 novembre 1909, *B. O.*, 1204.

décède avant d'avoir accompli l'intégralité du temps de service nécessaire pour l'obtention d'une pension de retraite. Et nous nous trouvons ici en face d'une lacune de la réglementation des pensions souvent regrettée par le personnel : la femme d'ouvrier dont le mari décède avant l'accomplissement de ses 25 ans de services n'a aucun droit à une pension quelconque, et les maigres secours que peut lui accorder en fait, pendant quelques semaines ou quelques mois, l'Administration de la Marine sont l'argent de la charité. Il y a là une situation éminemment digne d'intérêt. Elle est plus douloureuse encore pour les orphelins à qui la loi de 1831 (art. 21) accorde, quel que soit leur nombre, lorsque leur mère est décédée ou déchue de ses droits à pension — dans le cas de séparation de corps, par exemple — un secours annuel égal à cette pension et dont les fractions sont réversibles sur les plus jeunes, à mesure que les aînés atteignent l'âge de vingt et un ans ; eux aussi se voient privés de cet avantage, si leur père meurt avant d'avoir acquis des droits à la retraite.

On conçoit que cette double situation ait préoccupé d'une façon toute particulière les Travailleurs des Ports et que leurs congrès aient successivement émis le vœu qu'il soit institué, au profit du moins des veuves et des orphelins d'ouvriers décédés après quinze ans de service, des pensions qui atténueraient des misères trop pénibles. En exécutant enfin les promesses faites sur ce point par plusieurs ministres, le Parlement

accomplirait un office d'humanité, en même temps qu'il rendrait plus effective cette sécurité du lendemain dont jouissent, affirme-t-on, tous les employés de l'Etat.

Dans quelques-uns de leurs congrès (1900, 1903, 1904, 1906), les ouvriers ont été plus loin et ont demandé que les retraites proportionnelles à quinze ans de service leur soient accordées à eux-mêmes. Mais ils ont renoncé à cette revendication contre laquelle s'est prononcé le Congrès extraordinaire de 1907 et qui n'a pas été reprise depuis lors. Cette décision s'explique par la crainte que la réforme naguère réclamée ne se retourne parfois contre les ouvriers, que les chefs ne trouvent dans la réglementation souhaitée un trop facile prétexte de renvoi ¹.

Plus constante est la demande des ouvriers en faveur de l'augmentation du taux des retraites. Cette augmentation a été réclamé par les Travailleurs des Ports à chacun de leurs congrès de 1901 à 1912. Ils la justifient par l'écart qui se fait toujours plus grand entre leurs retraites fixées depuis 1883 et la cherté croissante de la vie, et par le fait que, mis dans la nécessité de compléter leur pension, les retraités se

1. Lors de l'entrevue qu'ils eurent avec le Ministre au cours du Congrès extraordinaire de 1907, les ouvriers déclarèrent ne pas vouloir pour eux-mêmes les retraites proportionnelles dont la liquidation pourrait leur être imposée ensuite sous un prétexte plus ou moins spécieux. Quelques mois plus tard, pendant leur VIII^e congrès, ils lui déclarèrent encore ne souhaiter cette réforme qu'à la condition que la liquidation de la pension ne soit possible que sur la seule demande de l'intéressé.

trouvent contraints de travailler et sont ainsi amenés à concurrencer au rabais leurs camarades de l'industrie privée.

Cette concurrence faite par les ouvriers des arsenaux aux « ouvriers de ville », comme ils disent, commence malheureusement dès avant l'heure de la retraite.

C'est ainsi qu'il y a très peu d'années, à Brest, dans l'enceinte même de l'arsenal, des ouvriers s'improvisaient coiffeurs et « servaient » leurs clients pendant l'heure de midi. S'il a été mis fin à cette pratique par un ordre du préfet maritime, beaucoup d'ouvriers essayent toujours, leur journée terminée, de suppléer par un travail à domicile ou chez les particuliers à l'insuffisance de leur salaire ¹. Bien mieux, les malades à domicile font de même parfois, et le décret du 10 mars 1855 (art. 36) devait punir déjà par « la perte de sa demi-solde », « tout homme en traitement à domicile qui travaille en ville ». Cette règle figure encore dans l'article 25 du décret de 1912, qui l'aggrave seulement en prévoyant, en outre, la sanction d'une peine disciplinaire ².

Mais une telle prescription ne se justifie que par la

1. Voir *Résultats de la journée de huit heures, etc. Eveil démocratique* du 21 février 1909.

2. Le décret du 1883 (art. 26) prévoyait le renvoi de l'ouvrier en cas de récidive, ceux de 1892 (art. 24) et de 1909 (art. 21) le renvoi dès le premier fait. Cette sanction très rigoureuse avait été remplacée en 1907 (art. 28 du décret) par la rétrogradation définitive ou temporaire. Le décret de 1912 a simplement réservé la possibilité d'une peine disciplinaire, sans en fixer d'avance la gravité.

fraude envers l'Etat qu'implique le travail en ville d'un homme considéré comme malade et payé comme tel. En toute autre circonstance, l'Administration n'a aucune qualité pour intervenir : « Il convient de ne pas perdre de vue, rappelait une circulaire du 11 septembre 1902 (*Régl.*, p. 540) que l'ouvrier civil est absolument libre d'employer ses loisirs comme il l'entend. » Elle a essayé, du moins, d'empêcher les ouvriers de profiter des trente jours de congé sans solde pour affaires personnelles qui peuvent leur être accordés « pour aller travailler sur les chantiers ou dans les ateliers de la région » ; et, dans ce but, une circulaire du 30 mai 1902¹ prescrit de n'accorder de permission ni de congé « que pour des cas motivés ». Ces mesures préventives sont d'une évidente insuffisance.

Mais, même mieux armée, la Marine aurait été bien mal qualifiée pour intervenir : si graves que puissent être, jugés du point de vue de la solidarité ouvrière, les faits que nous venons de signaler, elle n'aurait pu oublier que, dans les défaillances reprochées à son personnel par les syndicats ouvriers de l'industrie privée, elle porte sa large part de responsabilité.

La relative sécurité du lendemain et la certitude de recevoir un salaire de maladie ne dispensent pas, en effet, les ouvriers des arsenaux du souci de gagner leur pain quotidien : et ce souci les conduit tout naturellement, lorsqu'ils ne profitent ni des avantages du travail hors cloche, ni de ceux du travail à la tâche, à

1. *Réglementation*. Commentaire de l'article 19.

demander à des revenus accessoires la possibilité de vivre. Ces revenus, ils les trouvent soit dans le travail des enfants, dans le travail de la femme ou dans la présence au foyer familial d'un retraité, soit dans un travail supplémentaire qu'ils accomplissent au dehors de l'arsenal. Heureux sont-ils encore, s'ils ne doivent pas les remplacer en demandant à la charité publique l'aumône que les crédits des « Gratifications et Secours » ne permettent à l'Administration d'accorder « qu'à une infime minorité de ceux qui sont reconnus officiellement en déficit » ¹.

Quelle que soit leur nature, tous ces compléments, apportés au salaire sont des palliatifs qui, s'ils n'abou-

1. Voir Ch. Bos, Rapport sur le budget de la Marine pour 1903, *J. O.*, 1904, Chambre, Annexes, p. 1630. Sont reconnus en déficit les ouvriers dont les ressources sont inférieures à un « barème ainsi établi :

Dépense journalière à prévoir :	
Pour chaque enfant de 5 ans et au-dessous.	» 35
Pour chaque enfant au-dessus de 5 ans jusqu'à 9 ans.	» 60
Pour chaque enfant au-dessus de 9 ans et au-dessous de 17 ans	» 60
Pour chacun des conjoints (si l'ouvrier est veuf avec enfants au-dessous de 14 ans ou infirme, on ajoute la somme allouée au conjoint décédé).	» 70
Pour le père, la mère, à la charge des conjoints (pour les parents à d'autres degrés, la moitié).	» 60
Frais généraux à ajouter :	
Quand l'ouvrier n'est pas logé.	1 20
Quand l'ouvrier possède un logement.	» 90
Quand l'ouvrier possède un logement et un jardin.	» 70

Le total de ces sommes indique la dépense à prévoir pour la famille.....; si le salaire est inférieur, l'ouvrier n'a pas les moyens d'acquérir le minimum d'existence et il sera secouru... si les crédits le permettent. » Et voici le taux des secours : « Généralement, les secours ne dépassent pas 10 ou 15 francs. Parfois même ils tombent jusqu'à une simple aumône de cent sous ! » (Ch. Bos, *loc. cit.*)

tissent pas à un fléchissement de la rétribution normale, s'opposent, en réalité, à son augmentation.

Les ouvriers des arsenaux n'amélioreront leur situation qu'en demandant, d'un effort unanime, à leur seul salaire les éléments nécessaires à leur vie. L'Etat-Patron devra comprendre qu'il y a pour lui un devoir de justice à mettre enfin les ressources en rapport avec les besoins.

Il ne faut pas que les avantages d'ordre militaire que les ouvriers de marine tiennent de leur ancien mode de recrutement servent plus longtemps à maintenir leur salaire à un niveau que l'industrie ne connaît plus.

CONCLUSION

Notre étude a montré combien est étroitement liée à l'histoire du recrutement des ouvriers des arsenaux l'évolution de leur salaire.

Inscrits, accomplissant sur « les vaisseaux ou sur les chantiers du roi » des obligations que leur imposait leur qualité de « gens de mer », puis employés exclusivement aux travaux des ports, ils ne venaient pas dans les arsenaux pour y exercer leur métier ; ils y étaient appelés, comme le sont encore les marins sur les bâtiments de l'Etat, pour concourir, par la pratique de leur profession, à la « sûreté et défense du royaume ». Ils remplissaient ainsi une charge d'ordre militaire et ils recevaient, à ce titre, la même solde et les mêmes avantages que les matelots eux-mêmes. L'identité de recrutement impliquait l'identité de traitement.

Au début du XIX^e siècle, la situation n'avait pas changé : le personnel des chantiers navals de l'Etat se recrutait toujours parmi les hommes des seules « professions maritimes », la « levée » était toujours la règle, et si le nombre allait croissant des ouvriers venus spontanément au service de la Marine, ils étaient

si entièrement assimilés aux hommes appelés qu'ils n'avaient accès sur les chantiers qu'après avoir reçu, en arrivant au port, un ordre de levée. La Marine ignorait le contrat de travail ; l'arsenal restait un milieu clos où ne pénétrait aucun homme ni aucune force du dehors. Nous avons expliqué par là l'immobilité du taux du salaire, le même absolument de 1803 à 1839.

Nous avons vu ensuite comment, grâce à des progrès techniques réalisés vers cette époque dans la construction des vaisseaux, le recrutement avait dû s'adresser à des ouvriers non inscrits, et comment, en même temps que ces hommes nouveaux, s'était introduite dans l'enceinte des ports une force nouvelle, la concurrence ; puis comment cette force en action, d'abord profitable aux seuls ouvriers des professions non inscrites, poussa, par des à-coups successifs, vers un taux plus élevé le salaire des ouvriers des professions maritimes ; comment enfin cette force emporta l'Inscription elle-même, obstacle à sa plus complète action, et, amenant l'unité de recrutement du personnel, fit accorder du même coup à tous les ouvriers de la Marine un même tarif de salaire.

A partir de ce moment, le recrutement libre prend la place du système des levées. Quoique garantis par la qualité de leur patron contre un abaissement éventuel du taux de leur salaire, les ouvriers subissent désormais l'effet plus direct des lois économiques, et nous avons marqué à quel niveau inférieur se maintint leur rémunération jusqu'au jour où, prenant conscience de

l'efficacité d'une action collective, ils s'enhardirent à se grouper sur le terrain professionnel.

Nous savons quels furent les effets de cette action syndicale ; nous avons vu qu'ils se firent sentir jusque dans la réforme des conditions d'admission et d'avancement ; rappelons surtout combien ils furent évidents dans l'élévation rapide du taux des salaires.

Ces résultats ne sont pas complets : nous avons vu combien difficile et précaire est encore aujourd'hui la situation des ouvriers des arsenaux. Les résultats acquis expliquent cependant les espérances que soulève chez eux l'organisation syndicale et la confiance avec laquelle ils attendent d'elle, après les progrès d'hier, les progrès de demain.

Mais ici se pose un conflit — à l'examen duquel nous ne pouvons nous dérober — entre l'intérêt ouvrier et l'intérêt général.

L'Etat ne peut permettre, disent certains, que les ouvriers des arsenaux profitent d'une législation qui n'est pas faite pour eux et créent ainsi une situation qui compromettra demain les intérêts mêmes de la défense nationale.

Cette affirmation qui, pensons-nous, renferme une erreur juridique incontestable, pose un très délicat problème.

Disons tout d'abord que l'on ne saurait contester aux travailleurs de la Marine le bénéfice du droit syndical. Partout où il y a un contrat de travail, il y a, à notre

sens, des intérêts économiques qui réclament d'être défendus par l'usage de la loi de 1884. Cette loi « s'applique aux ouvriers et employés des exploitations de l'Etat aussi bien qu'à ceux de l'industrie privée ¹ » : c'est ce qu'ont reconnu depuis 1894 tous les départements ministériels intéressés en autorisant successivement les syndicats des ouvriers et employés des chemins de fer de l'Etat, ceux des ouvriers des manufactures de tabacs et des fabriques d'allumettes, ceux des ouvriers des P.T.T., ceux des employés des poudres et salpêtres. C'est ce qu'a dû reconnaître aussi, en 1901, le ministre de la Guerre pour les ouvriers civils des ateliers militaires ; c'est enfin ce qu'a proclamé en excellents termes, le 25 octobre 1902, M. Pelletan pour les ouvriers des arsenaux.

Il y avait cependant là une situation un peu particulière due au passé des travailleurs de la Marine.

Or, nous l'avons signalé au seuil de cette étude : la Marine n'est pas seulement une organisation militaire ; elle est une gigantesque et routinière administration. « La Marine est administrée sous le régime de la bu-

1. Ordre du jour voté par la Chambre le 22 mai 1894 et dont le vote entraîna la chute du ministère Casimir Périer. Dans notre sens, voir Pic, *Traité de législation ouvrière*, p. 266 ; Bourguin, *De l'application des lois ouvrières aux ouvriers et employés de l'Etat*, p. 59 et s. On verra dans Duguit, *Droit constitutionnel*, § 63, p. 449, à quel singulier système aboutissent les auteurs qui essayent de distinguer parmi les ouvriers de l'Etat des catégories différemment traitées : cet auteur, sans nier qu'en fait le droit syndical ne soit librement pratiqué par les ouvriers des arsenaux, pense devoir leur refuser ce droit ainsi qu'aux ouvriers des monopoles fiscaux, alors qu'il l'accorde aux ouvriers des chemins de fer, réseaux concédés et réseau d'Etat.

reaucratie ¹. » Et ceci implique nécessairement la souveraine maîtrise des habitudes créées par des gestes traditionnellement répétés, un ritualisme qui survit, vidé de son sens profond, quand ont disparu les faits et les idées qui, seuls, en faisaient la valeur.

Les ouvriers des arsenaux qui, pendant des générations avaient été assujettis à l'inscription maritime, qui avaient été levés pour le service, qui avaient reçu la même solde, avaient été soumis au même traitement, à la même discipline que les marins de la flotte, qui, hier encore, pouvaient être punis de prison, qui, aujourd'hui même, reçoivent une pension de retraite militaire, ne pouvaient pas être des ouvriers comme ceux des autres établissements de l'Etat ; une confuse conviction subsistait dans l'enceinte des ports, dans les bureaux des préfectures maritimes, dans les couloirs du ministère : les ouvriers maritimes sont des militaires ; leur contrat n'est pas un contrat de travail : il est un engagement militaire ; leurs rapports avec leurs chefs ne sont pas des rapports analogues à ceux qui existent entre un ingénieur des chemins de fer et les employés de son administration : ce sont des rapports d'ordre hiérarchique identiques à ceux que crée un lien militaire.

Et ainsi s'explique l'attitude des administrations des ports qui ignorent la loi, qui refusent d'entrer en rela-

1. Capitaine de vaisseau Daveluy, *l'Esprit de la guerre navale*, t. III, *l'Organisation des forces*, p. 264. On trouvera dans ce livre excellent, dont l'autorité n'est contestée par personne, d'innombrables exemples qui illustrent l'affirmation de l'auteur.

tions avec les syndicats ouvriers, qui attendent que « ces syndicats soient officiellement reconnus », « comme si, aujourd'hui, ils étaient simplement tolérés¹ ». Ainsi s'explique l'attitude des ouvriers qui, sans hésiter à user de leur droit légal, réclament cependant une reconnaissance officielle, qui, dès leur premier congrès, puis au congrès suivant, demandent au ministre de proclamer publiquement leur droit de se syndiquer. Ainsi s'explique encore l'attitude du ministre qui, dès 1898, reçoit les délégués ouvriers, qui invite les administrations locales à les recevoir, qui, en 1900, déclare à ces délégués qu'il ne voit aucun inconvénient au fonctionnement des organisations ouvrières, qui renouvelle cette déclaration en 1901, et qui cependant hésite, tâtonne, se retranche derrière les exigences de la situation présente, et refuse de reconnaître officiellement les syndicats — avec qui il traite en fait — par crainte que l'on ne voie dans ces organisations une atteinte à la discipline.

Et cela dure jusqu'à la circulaire de M. Pelletan qui énonce enfin cette vérité qu' « il est impossible d'admettre que la Marine ait un régime légal différent de celui du reste du pays », rappelle à ses subordonnés que la Marine emploie un personnel civil et leur apprend que « la question est tranchée depuis longtemps » de savoir « si la liberté des syndicats s'étendait aux personnels civils qui sont au service de l'Etat ».

1. Circulaire ministérielle du 25 novembre 1902.

Mais si, à notre sens, la question de droit ne fait pas doute, la question que pose l'intérêt national reste entière, et nous devons nous demander s'il ne faudrait pas interdire aux ouvriers de la Marine l'usage d'une aussi périlleuse liberté.

Cette restriction à leur droit actuel comprendrait deux degrés ; l'interdiction du droit de grève, l'interdiction du droit syndical. Elle ne serait utile, d'ailleurs, qu'en temps de paix, puisque du jour de la mobilisation, les ouvriers sont entièrement assimilés aux équipages de la flotte.

Une seule mesure pourrait peut-être rendre effective l'interdiction de faire grève : ce serait la militarisation dès le temps de paix des ouvriers des arsenaux qui les soumettrait aux extrêmes rigueurs du code de justice militaire et ferait de leur refus de travail un refus d'obéissance ¹, de leur absence de l'arsenal une désertion ². Personne, aujourd'hui, n'oserait préconiser une pareille solution.

Il n'en existe pas d'autre. Aucun parlement n'acceptera de ressusciter, pour le rendre applicable aux ouvriers de l'Etat, notre ancien article 415 du Code pénal, et l'opinion publique, même aux heures troubles où, inquiète, elle prête plus volontiers l'oreille aux

1. V. art. 292 et s. du Code de justice militaire pour l'armée de mer.

2. Le Code de justice militaire pour l'armée de mer du 4 juin 1858 — antérieur, par conséquent, au déclassement des ouvriers de marine — ne manque pas de faire cette assimilation : « Est considéré comme déserteur... tout ouvrier inscrit qui, sans autorisation, s'absente du bâtiment, du corps, du détachement ou de l'établissement maritime auquel il appartient » (art. 309).

conseils de réaction, ne tolérerait pas, sans doute, ce retour en arrière. Puis même voté, un texte répressif pourrait-il être appliqué en face d'une grève sérieuse qui, pour être efficace, devrait grouper des milliers de travailleurs ? L'article 415 a-t-il empêché, avant 1864, les ouvriers industriels de faire grève et a-t-on résolu le problème qui se posait en multipliant les condamnations à la prison et à l'amende ¹ ?

Qu'on le veuille ou non, et quelque jugement que l'on porte sur sa moralité ou sur son efficacité, la grève n'est pas matière à réglementation légale. Comme avec la guerre, on peut ruser avec elle, on peut en diminuer la fréquence, résoudre par des moyens pacifiques quelques-uns des conflits secondaires qui, dans le passé, l'auraient provoquée, peut-être même en humaniser les mœurs ; on ne saurait empêcher par des textes répressifs que, dans les cas extrêmes, dans les cas qui intéressent « la dignité et les intérêts essentiels », ce ne soit sur le champ de bataille que se résolvent les plus tragiques parmi les difficultés angoissantes que pose la lutte pour la vie.

La menace d'une répression — le plus souvent illusoire — en augmentant les risques auxquels s'exposeraient les ouvriers par une cessation concertée de travail, ne ferait qu'augmenter du même coup la violence des conflits sociaux. La sécurité nationale n'y gagnerait rien.

1. « De 1848 à 1864... 1144 coalitions ouvrières furent poursuivies contre 6812 prévenus, et punies de peines sévères. » (A. Boissard, *Contrat de travail et salariat*, p. 149.)

L'interdiction du droit syndical serait peut-être plus facile.

Organisation stable et permanente, le syndicat ne doit pas vivre seulement pendant quelques heures d'effervescence ; il requiert des ouvriers plus que l'enthousiasme de quelques jours ou de quelques semaines : la foi clairvoyante et profonde dans la fécondité d'une action continue. C'est là, en pratique, une qualité rare, toujours réservée à une élite peu nombreuse de militants assez courageux pour s'exposer à l'antipathie des employeurs, particuliers ou Etat, et pour essayer d'entraîner à leur suite leurs camarades moins convaincus ou plus timides. Le nombre de ces militants deviendrait moindre encore si une menace légale venait s'ajouter aux mesures obliques employées aujourd'hui contre eux : leur nombre restreint rendrait plus facile l'œuvre de répression.

Mais il n'est pas certain que cette répression même ne se retournerait pas contre ses auteurs, et que, pour n'avoir pas fait confiance à la liberté, ils ne soient punis par le désordre : l'histoire économique du siècle dernier nous montre comment, à l'inorganisation professionnelle, correspond partout l'emploi de la grève accompagnée de violences ¹.

Ainsi se révèle, aux yeux les moins attentifs, par l'enseignement même des faits économiques, le caractère de nécessité des groupements professionnels. Il

1. V. P. Bureau, *le Contrat de travail et le rôle des syndicats professionnels*, ch. VIII, p. 212 et s.

faut que l'existence et l'action de ces groupements soient respectées dans les arsenaux comme ailleurs, et c'est précisément par la pratique loyale et complète de la liberté syndicale qu'il faut résoudre, croyons-nous, les difficultés que nous avons signalées au cours de cette étude et assurer, dans les établissements de la Marine, l'ordre et la paix.

A l'Etat, comme aux chefs d'industrie, cette doctrine impose le devoir d'abandonner la prétention, aujourd'hui périmée, d'être maître absolu et sans contrôle dans ses ateliers. L'absolutisme a cause perdue dans le régime du travail comme il a cause perdue dans les institutions politiques ; et si les ouvriers paraissent bien respecter les attributions purement techniques des industriels, ils sont chaque jour plus résolus à ne plus permettre que leurs conditions de travail soient réglées sans leur avis et sans leur consentement formel ¹.

De gré ou de force, la Marine sera amenée à reconnaître la légitimité de cette résolution. Elle agirait sagement si, loin d'essayer de revenir aujourd'hui sur certaines mesures généreuses réalisées hier, elle augmentait la place faite au personnel dans les commissions d'admission et les commissions d'avancement,

1. Au delà de cette exigence actuelle, on a fort justement discerné la prétention des groupements ouvriers à la « souveraineté syndicale » que M. Paul-Boncour définit « le droit non pas d'exercer le monopole du métier, mais seulement de régler les conditions d'exercice d'un métier dont l'entrée reste libre ». (*Le Fédéralisme économique*, avant-propos de la 2^e édition, p. ix.)

si elle lui reconnaissait le droit d'intervenir dans le recrutement des apprentis, si elle organisait avec sa collaboration la discipline industrielle de ses ateliers. Elle ferait acte de prévoyance si, faisant confiance aux ouvriers, elle acceptait dès aujourd'hui de discuter avec les délégués des syndicats les conditions de travail et les tarifs de salaires pratiqués sur ses chantiers et si elle prenait l'initiative hardiment réformatrice de régler par *contrat collectif* toutes ces questions actuellement soumises à la réglementation par décret.

Nous ne pensons point, certes, qu'une telle organisation écarterait à jamais les conflits qui surgissent entre l'Administration des Ports et les ouvriers, et nous ne prétendons pas guérir par la relative perfection des institutions les imperfections des individus. Il est toujours difficile d'obéir, plus difficile encore de commander. La situation devient particulièrement délicate quand l'autorité attribuée à des personnels, l'un militaire, l'autre à demi civil, s'adresse à des hommes qui pour avoir été militaires dans un passé dont le souvenir reste proche, paraissent trop facilement faire preuve d'insubordination et d'indiscipline lorsqu'ils prétendent seulement ne pas être traités comme des matelots.

A ceux qui commandent et à ceux qui obéissent s'imposent de réciproques devoirs : les uns doivent se convaincre enfin que les hommes qu'ils ont pour mission de diriger sont des ouvriers industriels qui, à des rangs différents, collaborent avec eux à un même

travail ; les autres doivent comprendre que le travail auquel ils sont associés est lié très intimement à l'œuvre de la défense nationale, que, pour être respectables et sacrés, les devoirs corporatifs et les liens professionnels ne sont pas exclusifs d'autres devoirs et d'une plus large solidarité.

C'est seulement lorsqu'elle sera pratiquée dans cet esprit et qu'elle tiendra un compte exact du caractère social de l'être humain que la liberté s'écartera de la licence et qu'elle sera sacrée parce qu'elle sera créatrice d'ordre.

Vu :

Le Président,

RAOUL JAY.

Vu :

Le Doyen,

P. CAUWÈS.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris.

L. LIARD.

INDICATIONS BIBLIOGRAPHIQUES

Une étude comme la nôtre est faite, pour une très large part, d'observation et d'information directe.

Parmi les documents écrits utilisés dans ce travail, la première place appartient incontestablement aux textes des lois, décrets, circulaires, etc., que nous avons dû citer à chaque page.

Une partie de ces textes ne sont pas spéciaux aux Arsenaux de la Marine; ils sont trop connus, et leur recherche est trop facile, pour que nous croyions nécessaire d'en indiquer ici la référence.

Les textes concernant la Marine sont le plus souvent très malaisés à découvrir. Depuis 1789, la plupart d'entre eux ont été publiés dans les collections suivantes :

1^o De 1789 à 1808, *Recueil des lois relatives à la Marine* (18 volumes) ;

2^o De 1809-1815 à 1847, *Annales maritimes et coloniales*, partie officielle (39 volumes);

3^o De 1848 à nos jours, *Bulletin officiel de la Marine*, partie principale.

Nous donnons ici les références précises pour quelques-uns des textes spéciaux cités au cours de notre ouvrage :

Ordonnance du 15 avril 1689 pour les armées navales et arsenaux de marine, Paris, Prault, 1764.

Ordonnance du 25 mars 1765 concernant la Marine.

Paris. Imprimerie royale, 1765.

Ordonnance du 27 septembre 1776 sur la régie et l'administration générale et particulière des ports et arsenaux de la Marine. (*Ann. mar. et col.*, 1823, p. 371.)

Ordonnance du 31 octobre 1784 concernant les classes. (*Ann. mar. et col.*, 1836, p. 321.)

Règlement du 1^{er} janvier 1786 sur l'ordre, la police et la discipline des casernes de matelots. (*Ann. mar. et col.*, 1836, p. 394.)

Décret du 31 décembre 1790-7 janvier 1791 sur les classes des gens de mer. (*Rec. des lois rel. à la Mar.*, t. I, p. 215.)

Décret du 31 décembre 1790-7 janvier 1791 relatif à l'avancement des gens de mer en paye et en grade. (*Rec. des lois rel. à la Mar.*, t. I, p. 227.)

Décret du 28-31 avril-13 mai 1791 concernant la Caisse et les

Invalides de la Marine. (*Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, avril 1791, p. 315.)

Décret du 2-6 janvier 1792 relatif à la subsistance des ouvriers travaillant dans les ports de Brest, Rochefort et Toulon. (*Rec. des lois rel. à la Mar.*, t. II, p. 379.)

Décret du 23 août 1792 relatif au salaire des gens de mer et aux dépenses de la Marine dans les ports. (*Rec. des lois rel. à la Mar.*, t. III, p. 90.)

Décret du 25-27 janvier 1793 relatif à l'organisation des maîtres, contremaîtres, aides, ouvriers et autres employés attachés aux travaux des ports et arsenaux de la Marine. (*Rec. des lois rel. à la Mar.*, t. III, p. 243.)

Décret du 2 brumaire an IV (24 octobre 1795) concernant l'administration des ports et arsenaux de la Marine. (*Rec. des lois rel. à la Mar.*, t. VI, p. 31.)

Arrêté du 17 ventôse an V (7 mars 1797) qui détermine la paye des ouvriers de toutes professions employés dans les ports. (*Rec. des lois rel. à la Mar.*, t. VII, p. 214.)

Arrêté du 7 floréal an VIII (27 avril 1800) qui réorganise le service de la Marine dans les ports et qui confie la direction du service de la Marine dans chaque arrondissement à un préfet maritime. (*Rec. des lois rel. à la Mar.*, t. X, p. 235.)

Arrêté du 7 ventôse an XI (26 février 1803) relatif aux ouvriers employés pour le service de la Marine. (*Rec. des lois rel. à la Mar.*, t. XIII, p. 216.)

Arrêté du 23 ventôse an XI (14 mars 1803) qui ordonne la levée de deux mille conscrits pour le service des arsenaux de la Marine. (*Rec. des lois rel. à la Mar.*, t. XIII, p. 242.)

Décret du 15 janvier 1808 relatif à l'organisation des ouvriers militaires de la Marine. (*Rec. des lois rel. à la Mar.*, t. XVIII, p. 2.)

Ordonnance du 29 novembre-16 décembre 1815 concernant la régie et administration générale et particulière des ports et arsenaux de la Marine. (*Ann. marit. et col.*, 1816, p. 17.)

Ordonnance du 27 décembre 1826-15 janvier 1827 portant création d'un préfet maritime dans chacun des cinq grands ports militaires du royaume. (*Ann. marit. et col.*, 1827, p. 1.)

Ordonnance du 8 décembre 1830 portant création de bataillons et de compagnies d'ouvriers militaires dans les ports. (*Ann. marit. et col.*, 1830, t. II, p. 717.)

Loi du 18 avril-11 mai 1831 sur les pensions de l'armée de mer. (Sirey, *Lois annotées*, t. II, p. 49.)

Ordonnance du 3 mai-1^{er} juin 1839 sur les ouvriers employés dans les arsenaux de la Marine. (*Ann. marit. et col.* 1839, p. 486.)

Ordonnance du 17 septembre 1841 portant augmentation du salaire des ouvriers mécaniciens employés dans les arsenaux de la Marine. (*Ann. marit. et col.*, 1841, p. 1106.)

Ordonnance du 5 octobre 1844 sur le régime des pensions à la charge de la Caisse des Invalides de la Marine. (Sirey, *Lois ann.*, t. II, p. 853.)

Ordonnance du 14 juin-19 décembre 1844 concernant l'organisation du service des ports et arsenaux du département de la Marine. (Dalloz, *Jurisprudence générale*, V^o Organisation maritime, p. 1689.)

Ordonnance du 7 décembre 1846 sur les ouvriers employés dans les arsenaux de la Marine. (*Ann. marit. et col.*, 1846, p. 934.)

Arrêté du 22 septembre 1848 sur les ouvriers employés dans les arsenaux de la Marine. (*Bulletin officiel de la Marine*, 1848, t. II, p. 235.)

Décret du 10 février 1852 qui abroge l'ordonnance du 8 décembre 1830. (Sirey, *Lois ann.*, 1852, p. 47.)

Décret du 10 mars 1855 sur l'administration du personnel ouvrier des arsenaux maritimes. (*B. O.* 1855, p. 215.)

Décret du 22 décembre 1855.-15 mars 1856 qui modifie les art. 21, 26 et 38 du décret du 10 mars 1855. (Dalloz, P. 1856.4.38.)

Code de justice militaire pour l'armée de Mer du 4-15 juin 1858. (Sirey, *Lois ann.*, 1858, p. 90.)

Circulaire du 12 octobre 1859 sur la solde des journaliers. (*B. O.* 1859.)

Loi du 26 juin 1861 qui modifie celle du 18 avril 1831 sur les pensions de l'armée de mer. (Sirey, *Lois ann.*, 1861, p. 85.)

Loi du 28 juin-1^{er} juillet 1862 sur les pensions de retraite des ouvriers des ports et de divers agents de la Marine non inscrits. (Sirey, *Lois ann.*, 1862, p. 46.)

Rapport au Sénat du général de Gozon sur le projet de loi de 1864 supprimant l'inscription maritime des ouvriers. (*Moniteur universel* du 29 mai 1864.)

Loi du 4-10 juin 1864 concernant les ouvriers des professions maritimes. (Sirey, *Lois ann.*, 1864, p. 33.)

Décret du 20 octobre-11 novembre 1864 relatif au paiement par quinzaine des salaires des ouvriers des ports et des établissements hors des ports. (*D. P.* 1864.4.120.)

Décret du 18 janvier 1867 portant règlement sur l'administration du personnel ouvrier des arsenaux maritimes. (*B. O.*, 1867, p. 81.)

Décret du 16 avril 1873 sur la solde et les suppléments de solde des ouvriers maritimes. (*B. O.*, 1873, t. I, p. 436.)

Décision du Président de la République du 20 avril 1875 portant que le préfet maritime serait toujours choisi parmi les vice-amiraux. (*B. O.*, 1875, p. 411.)

Décret du 22 mars 1879 réglant la situation des ouvriers des arsenaux. (*B. O.*, 1879, t. I, p. 294.)

Loi du 5 août 1879 sur les pensions du personnel du département de la marine. (Sirey, *Lois ann.*, 1880, p. 562.)

Loi du 8 août 1883 concernant les pensions de retraite du personnel non officier de la Marine (Sirey, *Lois ann.*, 1884, p. 644.)

Décret du 9 août 1883 sur l'administration du personnel ouvrier de la marine. (*B. O.*, 1883, t. II, p. 169.)

Décret du 12 janvier 1892 sur l'administration du personnel ouvrier des arsenaux et établissements de la Marine. (*B. O.*, 1892, p. 59.)

Circulaire du 13 janvier 1892 notifiant le décret du 12 janvier 1892. (*B. O.*, 1892, p. 59.)

Circulaire du 8 octobre 1892 réglant la situation des ouvriers en instance de retraite pour blessures ou infirmités. (*B. O.*, 1892, p. 339.)

Circulaire ministérielle du 25 avril 1895 relevant le minimum de salaire des ouvriers des arsenaux. (*B. O.*, 1895, p. 629.)

Arrêté du 10 juillet 1895 relatif aux heures de cloche, d'ouverture des portes, du commencement et de la fin des travaux dans les arsenaux. (*B. O.*, 1895, t. II, p. 46.)

Circulaire du 11 décembre 1896 résolvant diverses questions relatives à la situation du personnel ouvrier des arsenaux en cas de mobilisation. (*Réglementation*, p. 117.)

Décret du 13 avril 1897 sur le salaire des ouvriers des arsenaux et établissements de la Marine. (*B. O.*, 1897, p. 511.)

Circulaire manuscrite du 5 août 1898 prescrivant le paiement de leur salaire aux ouvriers appelés à siéger dans un jury criminel. — Abrogée par la circulaire du 27 juin 1911. (*B. O.*, 1911, p. 1129.)

Loi du 30 mars 1900 modifiant la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels. (Sirey, *Lois ann.*, 1900, p. 1089.)

Circulaire du 19 mai 1900 contenant le résumé des réglementations applicables en cas d'accidents du travail dans les établissements de la Marine. (*B. O.*, 1900, t. I, p. 990.)

Décret du 21 juin 1900 portant réorganisation du personnel ouvrier des arsenaux et établissements de la Marine. (*Réglementation du personnel ouvrier des arsenaux*. Paris, Imprimerie nationale, 1902.)

Décret du 25 août 1900 sur l'administration des arsenaux et des établissements hors des ports, autonomie des Directions. (*B. O.*, 1900, p. 266 et s.)

Décret du 2 octobre 1900 fixant les salaires attribués au personnel ouvrier des arsenaux et établissements de la Marine. (*Régl.*, p. 233.)

Circulaire du 19 novembre 1900 réglant la situation des ouvriers en instance de retraite pour blessures ou infirmités, résidant hors de la circonscription médicale du port. (*B. O.*, 1900, p. 1440.)

Arrêté du 23 septembre 1901 modifiant celui du 10 juillet 1895. (*B. O.*, 1901, t. II, p. 255.)

Décret du 12 avril 1902 portant modification des décrets des 21 juin et 2 octobre 1900 concernant le personnel ouvrier. (*Régl.*, p. 240.)

Circulaire ministérielle du 24 avril 1902 suspendant l'emploi du travail à la tâche dans les arsenaux et établissements de la Marine. (*Régl.*, p. 83.)

Circulaire du 11 septembre 1902 sur l'exercice d'un commerce ou d'une industrie en dehors de l'arsenal. (*Régl.*, p. 540.)

Arrêté du 21 octobre 1902 fixant provisoirement à huit heures de travail la journée des ouvriers employés dans certains ateliers. (*B. O.*, 1902, t. II, p. 354.)

Circulaire du 29 novembre 1902 fixant la réglementation à suivre pour le décomptage du travail supplémentaire. (*Régl.*, p. 568.)

Circulaire du 18 décembre 1902 sur l'application à la Marine du décret du 6 août 1902 relatif à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs. (*B. O.*, 1902, t. II, p. 684.)

Circulaire du 7 janvier 1903 relative à l'application de la journée de huit heures dans les ateliers de la Marine. (*B. O.*, 1903, t. I, p. 3.)

Circulaire ministérielle du 27 juin 1903 sur l'attribution du salaire de maladie aux ouvriers atteints de maladies d'origine professionnelle. (*B. O.*, 1903, t. I, p. 888.)

Circulaire manuscrite du 25 juillet 1903 dans laquelle le ministre interdit l'emploi du travail à la tâche, et l'emploi, sans autorisation ministérielle préalable, du travail hors cloche. (Pas publiée au *B. O.*)

Circulaire manuscrite du 22 août 1903 interdisant les travaux extraordinaires hors cloche et le travail à la tâche. (Pas publiée au *B. O.*)

Circulaire du 29 octobre 1903 fixant à sept heures la journée des dessinateurs, employés aux écritures, etc... (*B. O.*, 1903, t. II, p. 467.)

Loi du 29 décembre 1905 sur la Caisse de Prévoyance des Marins français. (Sirey, *Lois ann.*, 1906, p. 267.)

Décret du 14 janvier 1907 modifiant le décret du 21 juin 1900 en ce qu'il étend aux ouvriers ne vivant pas en famille le bénéfice du traitement à domicile. (*B. O.*, 1907, p. 30.)

Circulaire du 5 avril 1907 fixant la procédure à suivre pour la constatation des accidents dont les ouvriers peuvent être victimes. (*B. O.*, 1907, p. 469.)

Circulaire du 13 avril 1907 décidant que le certificat médical dont la production est exigée par l'instruction annexée à la circulaire du 14 novembre 1889 sera remplacé par une simple déclaration écrite des ouvriers adressée à leur chef d'atelier. (*B. O.*, 1907, p. 476.)

Décret du 13 juin 1907 réglementant la situation des ouvriers des arsenaux. (*B. O.*, 1907, p. 673.)

Circulaire du 19 septembre 1907 fixant la procédure à suivre pour

la constatation de l'origine de maladies contractées en service commandé par les agents du personnel ouvrier. (*B. O.*, 1907, p. 1400.)

Circulaire du 30 mai 1908 sur les maladies professionnelles des ouvriers des arsenaux. (*B. O.*, 1908, p. 585.)

Circulaire du 11 août 1908 sur la durée du travail des ouvriers dessinateurs, employés aux écritures, lithographes, photographes, archivistes, etc. (*B. O.*, 1908, p. 822.)

Circulaire du 1^{er} octobre 1908 relative aux accidents du travail dont sont victimes les ouvriers fournis à la Marine par des entrepreneurs. (*B. O.*, 1908, p. 949.)

Circulaire ministérielle du 23 janvier 1909 modifiant le règlement du 15 mai 1902 en ce qui concerne la durée d'ouverture, avant la cloche, des casiers à marrons. (*B. O.*, 1909, p. 25.)

Circulaire du 8 mars 1909 sur la responsabilité de la Marine en cas d'accidents survenus sur les travaux aux apprentis civiles des Ateliers centraux de la Flotte et aux apprentis libres d'Indret. (*B. O.*, p. 282.)

Circulaire du 23 juillet 1909 sur les salaires de maladie à domicile. (*B. O.*, 1909, p. 792.)

Décrets des 5 et 23 septembre 1909 sur le recrutement des apprentis. (*B. O.*, 1909, p. 1011 et 1021.)

Décret du 20 juillet 1910 portant modification du 5 septembre 1909 sur les conditions d'admission des apprentis dans les arsenaux. (*B. O.*, 1910, p. 1902.)

Circulaire du 27 avril 1911 complétant et modifiant celle du 3 juillet 1903, relative aux permissions accordées aux membres des divers personnels de la Marine pour prendre part à des Congrès. (*B. O.*, 1911, t. I, p. 733.)

Rapport au Président de la République précédant un décret qui modifie celui du 13 juin 1907 en ce qui concerne les salaires des ouvriers des arsenaux. (*B. O.*, 1911, p. 846.)

Instruction ministérielle du 25 juillet 1911 sur l'attribution des congés au personnel ouvrier de la Marine. (*B. O.*, 1911, p. 87.)

Circulaire du 20 mars 1912 sur les autorisations d'absence accordées aux ouvriers et agents civils de la Marine titulaires de mandats électifs. (*B. O.*, 1912, p. 556.)

Décret du 12 mai 1912 portant réorganisation du personnel ouvrier immatriculé des arsenaux et établissements de la Marine. (*B. O.*, 1912, p. 1000.)

Décret du 12 mai 1912 relatif aux conditions de travail, de recrutement, d'avancement et de discipline du personnel ouvrier immatriculé des arsenaux et établissements de la Marine. (*B. O.*, 1912, p. 1005.)

Instruction du 5 juillet 1912 relative à l'admission des apprentis dans les ports et établissements de la Marine. (*B. O.*, 1912, p. 22.)

PRINCIPAUX OUVRAGES CONSULTÉS

- Bénazet (Paul).** — *Rapport sur le budget de la Marine pour 1911.* J. O., 1910, Chambre, Annexes, p. 1333.
- Boissard (A.).** — *Contrat de travail et Salariat.* Paris, Bloud, 1910.
- Bos (Charles).** — *Rapport sur le budget de la Marine pour 1905.* J. O., 1904, Chambre, Annexes, p. 1610.
- Bourguin (Maurice).** — *De l'application des lois ouvrières aux ouvriers et employés de l'Etat.* Paris, Rousseau, 1902.
- Bureau (Paul).** — *Le contrat de travail. Le rôle des syndicats professionnels.* Paris, Alcan, 1902.
- Chautemps.** — *Rapport sur le budget de la Marine pour 1909.* J. O., 1909, Sénat, Annexes, p. 309; — *Rapport sur le budget de la Marine pour 1911.* J. O., 1911, Sénat, Annexes, p. 488.
- Commission extraparlamentaire de la Marine. Délégations. Procès-verbaux des séances, dépositions, comptes rendus, 5 volumes, Paris, Imprimerie nationale, 1896.*
- Coudurier (Louis).** — *Une ville sous le régime collectiviste.* Paris, Plon, 1908.
- Cuvinot.** — *Rapport sur le budget de la Marine pour 1905.* J. O., 1905, Sénat, Annexes, p. 158.
- Dagnaud (G.).** — *La condition des ouvriers des arsenaux de la Marine.* Paris, Giard et Brière, 1904.
- Daveluy (René).** — *L'esprit de la guerre navale, t. III, l'Organisation des forces.* Paris, Berger-Levrault, 1910.
- Dagnit.** — *Droit constitutionnel.* Paris, Fontemoing, 1907.
- Duthoit (E.).** — *Vers l'organisation professionnelle.* Paris, Lecoivre, 1910.
- Gemähling (Paul).** — *Travailleurs au rabais; la lutte syndicale contre les sous-concurrences ouvrières.* Paris, Bloud, 1910.
- Gide (Charles).** — *Cours d'économie politique.* Paris, Larose et Tenin, 1911.
- Gougéard.** — *Les arsenaux de la Marine.* 2 vol., Paris, Berger-Levrault, 1882.
- Hauriou.** — *Précis de droit administratif.* Paris, Larose et Tenin, 1903.
- Hollande (Maurice).** — *La défense ouvrière contre le travail étranger.* Paris, Bloud, 1913.
- Jay (Raoul).** — *La protection légale des travailleurs.* Paris, Larose, 1904.
- Jay (Raoul).** — *Qu'est-ce que le contrat collectif de travail ?* Paris, Bloud, 1908.
- Laurier (H.).** — *Cours d'administration professé à l'Ecole d'administration de la Marine, par M. H. Laurier, commissaire en chef de*

2^e classe de la Marine, et MM. Le Bretevillois et Ch. Thomas, commissaires principaux, t. III, Saint-Brieuc, Francisque Guyon 1908.

Le Marquand, contrôleur de 1^{re} classe de la Marine. — *Etude de la législation ouvrière applicable au département de la Marine*. Paris, Chapelot, 1911.

Lorin (Henri). — *Le salariat. Note sur les principes d'un code du travail*, 1904.

Mannheim. — *De la condition des ouvriers des manufactures de l'Etat* Paris, Giard et Brière, 1902.

Notes sur la journée de huit heures, dans les établissements industriels de l'Etat. Publication de l'Office du Travail, 1906 ; — *Résultats de la journée de huit heures dans les établissements industriels de l'Etat*. Bulletin de l'Office du Travail, 1907, p. 29.

Notes sur l'organisation administrative et industrielle de l'arsenal. Extrait de la *Revue maritime*, juillet 1899, Paris, Chapelot.

Painlevé. — *Rapport sur le budget de la Marine pour 1912*. J. O., 1911, Chambre, Annexes, p. 1459.

Paul-Boncour. — *Le fédéralisme économique*. Paris, Alcan, 1900.

Pic (Faul). — *Traité élémentaire de législation industrielle*. Paris, Rousseau, 1909.

Rapport de la Commission d'enquête parlementaire sur la Marine, 1909. J. O., 1909, Chambre, Annexes, 1909, p. 782.

Réglementation du personnel ouvrier des arsenaux et établissements de la Marine et commentaires du décret du 21 juin 1900. Paris, Imprimerie nationale, 1902.

Ribeyrol. — *De la condition économique et juridique du personnel ouvrier des arsenaux et établissements hors ports de la Marine*. Paris, Jouve, 1909.

Royer-Collard. — *Les ouvriers des arsenaux. Etude de législation industrielle*. Paris, Larose, 1905.

Salaires et durée du travail dans l'industrie française. 4 vol. Office du Travail, 1893-1897.

De Seilhac (L.). — *Les ouvriers des arsenaux de la Marine. Question pratiques de législation ouvrière et d'économie sociale*, année 1906.)

Collection de l'*Emancipateur*, journal syndicaliste bimensuel, organe de la Fédération nationale des Travailleurs réunis de la Marine et de l'Etat, depuis 1903.

Journal officiel. Rapports et discussions sur le budget de la Marine.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

	Pages
Histoire de l'organisation des arsenaux maritimes depuis l'ordonnance de 1689.	1

PREMIÈRE PARTIE

LE RECRUTEMENT DES OUVRIERS DES ARSENAUX.

CHAPITRE PREMIER

De la presse au recrutement libre.	21
§ 1. — La presse.	21
§ 2. — L'Inscription maritime.	23
§ 3. — Vers le recrutement libre.	35

CHAPITRE II

Le recrutement libre.	43
§ 1. — L'admission directe.	43
§ 2. — L'apprentissage.	49

DEUXIÈME PARTIE

LE SALAIRE DES OUVRIERS DES ARSENAUX.

CHAPITRE PREMIER

Histoire de l'évolution du salaire de 1793 à 1912.	63
§ 1. — De 1793 à 1839, le règne de l'inscription maritime.	63
§ 2. — De 1839 à 1867, la machine à vapeur.	69
§ 3. — De 1867 à 1900, l'inorganisation ouvrière.	89
§ 4. — De 1900 à 1912, l'action syndicale.	93

CHAPITRE II

Un procédé d'augmentation du salaire quotidien : le travail à la tâche.	108
---	-----

CHAPITRE III

	Pages
Un autre procédé d'augmentation du salaire quotidien : le travail hors cloche.	137

CHAPITRE IV

Les accessoires du salaire.	163
§ 1. — Congés.	166
§ 2. — Traitement en cas de maladie ou d'accident.	168
§ 3. — Retraites et pensions d'invalidité.	179

CONCLUSION.	195
---------------------	-----

INDICATIONS BIBLIOGRAPHIQUES	207
--	-----

